



*Adhésion de la Grèce à la C.E.E. : Dix États membres pour quelle Europe ?, A. HUBERT. — Stratégies de compétitivité et politique de concurrence, J. VAN-DAMME. — La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière de concurrence (1976-1977). Les règles applicables aux entreprises (Art. 85 et 86 du Traité de Rome et droit dérivé corrélatif), III<sup>e</sup> partie, L. FOCSANEANU. — La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière agricole (1958-1977), 1<sup>re</sup> partie, G. DRUESNE.*

REVUE DU

# MARCHÉ COMMUN

N° 220 OCTOBRE 1978

# LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

## Les Règles applicables aux Entreprises

(Articles 85-86 du Traité de Rome)

par

**Lazar FOCSANEANU**

Docteur ès sciences économiques, Diplômé de l'Académie de droit international de la Haye  
Chargé de Cours à l'Institut d'Etudes Politiques et à l'Institut de Droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille III

### PRESENTATION :

Cet ouvrage est un recueil groupant une série de dix articles sur la Jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes que l'auteur a publiés dans la Revue du Marché Commun, entre avril 1975 et mars 1976. Les articles ont été légèrement retouchés, mis à jour, et raccordés pour constituer un seul livre.

Ce n'est pas un livre de doctrine. C'est un **guide d'orientation à travers la masse de la cinquantaine d'arrêts que la Cour a rendu durant les quinze dernières années**, en matière de **concurrency**. Il est surtout destiné aux **praticiens** à qui il voudrait indiquer quelques fils conducteurs qui leur permettent de saisir les grandes lignes d'une jurisprudence déjà abondante. A cet effet, des **tableaux analytiques** ont été insérés dans le texte. Son but a été **d'informer plutôt que de critiquer**. Plus que de longs développements, la table des matières de l'ouvrage montre son contenu.

### TABLE DES MATIERES :

Préface

Avertissement

Chapitre I : Considérations générales

Chapitre II : Méthodes d'interprétation appliquées par la Cour

Chapitre III : Les clauses d'exclusivité dans la Jurisprudence de la Cour

Chapitre IV : Propriété intellectuelle et concurrence (brevets, marques, appellations d'origine, droits d'auteur)

Chapitre V : Groupes de sociétés et concurrence

Chapitre VI : Les pratiques concertées

Chapitre VII : L'exploitation abusive d'une position dominante

Chapitre VIII : Le marché des produits en cause

Chapitre IX : Relecture des articles 85 et 86 du Traité de Rome selon l'Herméneutique de la Cour

Chapitre X : Conclusions et bibliographie sommaire

Index

Un volume 21 × 27, 200 pages. Prix : **59 F (\*)** + port

**EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES**

3, rue Soufflot - 75005 PARIS

(\*) Réduction de 10 % aux abonnés à la Revue du Marché Commun.



# REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Numéro 220  
Octobre 1978

---

## sommaire

---

### problème du jour

- 427 Adhésion de la Grèce à la C.E.E. : Dix Etats membres pour quelle Europe ? par Agnès HUBERT.

---

### l'économique et le social dans le marché commun

- 431 Stratégies de compétitivité et politique de concurrence, par Jacques VANDAMME.

---

### questions institutionnelles et juridiques

- 437 La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière de concurrence (1976-1977). Les règles applicables aux entreprises (Art. 85 et 86 du Traité de Rome et Droit dérivé corrélatif), par LAZAR FOCSANEANU, Chargé de cours à l'Institut d'Etudes politiques et à l'Institut de Droit des Affaires de l'Université d'Aix-Marseille III.
- 468 La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière agricole (1958-1977). 1<sup>re</sup> partie, par Gérard DRUESNE, Maître de conférences agrégé à la Faculté de Droit de Nancy. Directeur adjoint du Département des Sciences juridiques et politiques du Centre Européen Universitaire.

---

### actualités et documents

- 477 Communautés européennes.

---

#### © 1978 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

*Voir en page II les conditions d'abonnement* ▶



## Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

## Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET  
Jean DENIAU  
Jean DROMER  
Pierre DROUIN  
Mme Edmond EPSTEIN

Pierre ESTEVA  
Renaud de la GENIERE  
Bertrand HOMMEY  
Jacques LASSIER  
Michel LE GOC

Patrice LEROY-JAY  
Jacques MAYOUX  
Paul REUTER  
R. de SAINT-LEGIER  
Jacques TESSIER

Robert TOULEMON  
Daniel VIGNES  
Jacques VIGNES  
Jean WAHL  
Armand WALLON

**Directrice : Geneviève EPSTEIN**

**Rédacteur en chef : Daniel VIGNES**

**La revue paraît mensuellement**

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1857 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

### RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

#### REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement 1978

France ..... 254 F (TTC)

Etranger ..... 264 F

Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein :

L'Institut Publicitaire, « Les Garett », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

## Répertoire des annonceurs

Bons du Trésor, p. IV couv. — Editions Techniques et Economiques : La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes en matière de concurrence, p. II couv. ; Revue d'Economie Industrielle (n° 4), p. 487 ; Transports (n° spécial), p. 488. — INTAL, p. 485. — Kompass, p. III couv. — Kyklos, p. 486.

# ADHÉSION DE LA GRÈCE À LA C.E.E. : DIX ÉTATS MEMBRES POUR QUELLE EUROPE ?

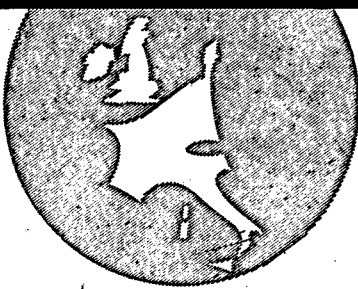
Agnès HUBERT

Bon gré, mal gré, l'opinion publique européenne se prépare à partager avec le peuple grec les avantages du grand marché, les contraintes de la Politique Agricole Commune, voire les difficultés et les espoirs liés à la création d'une zone de stabilité monétaire européenne. A Bruxelles, le débat entre partisans humanistes de la vocation de l'Europe à intégrer le berceau de sa civilisation et les défenseurs d'un point de vue économiste refusant de lier à une Europe fragile des régions à niveau de développement non homogène, a fait place, en ce qui concerne l'adhésion grecque aux préoccupations plus terre à terre des négociations techniques devant conduire à l'adhésion.

Selon le calendrier convenu en commun par le gouvernement de M. Caramanlis et les Neuf, la ratification de l'acte d'adhésion de la Grèce à la CEE devrait intervenir pendant la présidence française du Conseil des Ministres, soit entre janvier et juin 1979, pour entrer en vigueur au tout début de 1981. Si l'on s'en fie à l'optimisme qui a suivi la visite du Président Jenkins à Athènes les 28 et 29 septembre et celle de MM. Boutos, ministre grec de l'Agriculture et Kontogiorgis, ministre chargé des Relations avec la CEE, à Bruxelles le 5 octobre les deux parties se seraient engagées à déployer tous leurs efforts en vue du respect des échéances fixées en commun pour les grandes étapes de la négociation. Selon le calendrier, la fin de 1978 doit marquer l'achèvement de la partie substantielle des négociations, or, autant d'assurance puisse-t-on tirer d'un engagement politique, un examen rapide de l'état d'avancement des négociations sur les dossiers agricoles, affaires institutionnelles, affaires sociales ou longueur de la période de transition au début du mois d'octobre laisse place à des espoirs mitigés quant au respect de cette première échéance. Tout dépendra bien entendu de la diligence des négociateurs, de la souplesse du gouvernement d'Athènes mais aussi de la manière dont les Neuf trouveront entre eux un *modus vivendi* ad hoc en l'absence d'une conception commune sur la raison d'être d'une Europe élargie.

## Des négociations morcelées

C'est le 27 juillet 1976 que se sont ouvertes officiellement les négociations en vue de l'adhésion de la Grèce à la CEE. Premier pays à avoir conclu avec la Communauté européenne un accord d'association entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1962, la Grèce avait alors vocation à devenir membre de la CEE, dès lors que les liens renforcés par l'asso-



ciation lui auraient permis d'envisager « l'acceptation intégrale des obligations découlant des traités européens ». La prise du pouvoir par les Colonels en 1967 avait conduit la Communauté à suspendre le désarmement douanier déjà bien engagé, les maigres progrès réalisés dans le cadre de l'harmonisation des politiques agricoles et l'aide financière accordée par le canal de la Banque Européenne d'Investissements. Dès que fut assuré le retour à la Démocratie en 1974, le rapprochement avec la Communauté fut un souci dominant de la diplomatie grecque tant et si bien, qu'au-delà d'une simple réactivation des dispositions de l'accord d'association, le gouvernement de M. Caramanlis remettait, aux Neuf, dès le 26 novembre 1974, un aide mémoire dans lequel il faisait état de ses intentions de voir la Grèce devenir membre de la Communauté dans l'avenir le plus proche. Il s'agissait d'une part de renforcer l'établissement d'une démocratie retrouvée et d'autre part de bénéficier de l'entrée en franchise de douane dans la Communauté pour l'ensemble des produits agricoles et industriels grecs. Le 28 janvier 1976, la Commission Européenne en mettant en relief les difficultés d'ordre économique et politique que susciterait l'adhésion recommandait au Conseil des Ministres de répondre de manière « clairement affirmative » à la demande grecque. La décision formelle des Neuf d'entrer dans des négociations en vue de l'adhésion date du 9 février 1976.

Ce n'est qu'un an et demi après l'ouverture officielle, c'est-à-dire en janvier 1978, parallèlement à la visite de M. Caramanlis à Bruxelles, que les deux parties se sont engagées dans la phase active des négociations. Entre janvier et juin 1978, la Commission Européenne a, par secteur, présenté des propositions qui devaient couvrir l'ensemble de la négociation : sur les mouvements de capitaux, l'union douanière dans le domaine industriel, la participation aux traités Euratom et CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), certains aspects des relations extérieures, les propositions de la Commission ont donné lieu à une position commune des Neuf et ont été discutées dans le cadre des sessions de négociation avec la Grèce. Dans la plupart des cas cependant, la question de la durée de la période de transition nécessaire à la pleine application par la Grèce des règles des traités était laissée en blanc.

C'est en juillet que la Commission a transmis au Conseil des propositions relatives à la durée de cette période de transition. Elle suggère une durée maximale de 7 ans, prolongeable d'une année qui serait liée à un examen des progrès réalisés par secteurs tous les trois ans. Le Conseil des Ministres devra se prononcer prochainement sur cette proposition, d'ores et déjà, on sait toutefois qu'Athènes envisage une durée maximale de cinq années, et

donc que ce sera là un point majeur de la négociation.

## La Politique Agricole Commune : un "défi considérable" pour l'agriculture hellénique

Il n'est de secret pour personne que le dossier agricole est, avec la durée de la période de transition, le point le plus difficile des négociations, ainsi que l'a reconnu lui-même récemment M. Kontogiorgis, ministre grec chargé des Relations avec la CEE. Les problèmes soulevés dans ce secteur sont principalement de trois ordres : ils comportent tout d'abord un *volet financier* non négligeable. Dans son avis sur la demande d'adhésion de la Grèce, la Commission avait chiffré à quelque 450 millions d'unités de compte l'impact financier de l'entrée de la Grèce sur le budget communautaire. Plus de la moitié de ces dépenses, soit environ 280 millions d'unités de compte seraient la conséquence de l'intégration de l'agriculture grecque dans le marché commun agricole dont 220 millions à charge du FEOGA section garantie (dépenses de soutien des marchés du tabac, de l'huile d'olive, des fruits et légumes, du blé dur et du vin, avec, en revanche, une diminution des restitutions actuellement payées lors des exportations communautaires vers ce pays) et 60 millions environ à charge du FEOGA section orientation. Bien qu'une estimation précise soit difficile, un tel chiffre semble suffisant pour une mise en œuvre de toutes les directives socio-culturelles telles qu'elles fonctionnent actuellement. Replacées dans leur contexte, c'est-à-dire celui de la P.A.C. telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle, ces dépenses supplémentaires paraissent toutefois moins exorbitantes qu'à première vue. 450 millions d'unités de compte représentent 6 % environ du budget communautaire actuel, mais seulement 60 % des dépenses occasionnées par le fonctionnement des Montants Compensatoires Monétaires et 15 % environ du coût démesuré du secteur laitier.

Ils comportent en second lieu un *volet proprement économique*. L'agriculture grecque est une agriculture méditerranéenne et son adhésion est de nature à équilibrer un marché orienté davantage sur les productions nordiques, ce caractère même soulève toutefois trois sortes de problèmes :

— sur le marché intérieur, l'extension de la Politique Agricole Commune à l'agriculture grecque pourrait renforcer certaines difficultés saisonnières et régionales existant dans la Communauté actuelle.

Ce danger est présent dans le secteur des fruits — tels les pêches, les pommes ou les poires — pour le vin. Pour d'autres produits tels que l'huile d'olive ou le tabac, la production hellénique sous l'impulsion des conditions généreuses de l'organisation commune des marchés risque fort de s'accroître alors que la consommation aura tendance à baisser au profit de produits concurrents ;

— dans le cadre des échanges agricoles avec les pays tiers, l'adhésion de la Grèce entraînera sans doute une modification des courants d'échanges traditionnels, laquelle serait acceptable au nom du choix d'intégration des marchés et du jeu de la préférence communautaire si les pays les plus affectés par cette transformation ne devaient pas être justement des pays méditerranéens en voie de développement avec lesquels la Communauté a conclu des accords de coopération.

Enfin, logiquement, l'adhésion de la Grèce ne devrait précéder que de peu de temps l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, pays méditerranéens aux productions en concurrence parfois plus vive encore avec les produits des régions défavorisées de l'actuelle Communauté à Neuf, qui auront pour conséquence de redoubler les problèmes apparaissant pour l'organisation commune des marchés ;

— enfin, le troisième aspect du dossier agricole soulève des problèmes de nature *politique ou institutionnelle*. La lourdeur de la gestion de la Politique Agricole Commune est d'ores et déjà un handicap pour la survie de l'une des rares politiques communes qui existe et fonctionne dans la réalité concrète et quotidienne. Les progrès dans ce domaine ne sont obtenus, déjà dans la situation actuelle, qu'au prix de concessions de dernière minute aux Etats membres pour enlever un vote à l'unanimité. Ces concessions, souvent contraires aux objectifs de la politique agricole commune, à l'allocation souhaitable des ressources et à l'orientation désirable des productions mènent à des excès difficilement rattrapables. Non du fait de la Grèce sans doute, l'arrivée d'un dixième Etat membre dans ce contexte peut faire craindre le pire à moins de réformes institutionnelles profondes dont en premier lieu l'usage plus courant du vote à la majorité.

C'est au début de juillet que la Commission Européenne a transmis au Conseil de Ministres ses propositions de mandat pour la négociation agricole. Au-delà des difficultés liées à l'application des mécanismes de la politique agricole commune par la Grèce, qui ont été soulevées ci-dessus, il apparaît que sur le problème des aides et de l'alignement des prix grecs sur ceux des Neuf, l'une et l'autre partie ont des positions très divergentes. Reste à savoir si l'optimisme affiché par les Grecs sur base des assurances qu'ils semblent avoir reçues

de certains Etats membres sera l'indice d'une solution à ces problèmes au sein du Conseil.

L'un des points de divergence important concerne les aides au transport et à la production qui sont accordées aux produits agricoles exportés par la Grèce. Ces aides se montent à 40 % de la valeur du produit pour les raisins de table par exemple. Les Grecs estiment justifié de les maintenir même après l'adhésion pour quatre types de produits (agrumes, raisins de table, pêches et vins). Outre les perturbations conséquentes du marché communautaire, la Commission juge qu'il s'agit là d'une entorse inacceptable à la Politique Agricole Commune.

## Des solutions de compromis faites d'exceptions

Quelle formule de transition adopter pour donner l'assurance au gouvernement de Bonn qu'il ne devra pas faire face demain à un déferlement de travailleurs grecs mais aussi portugais, espagnols et turcs alors que la libre circulation des travailleurs est censée être l'un des fondements même du traité de Rome. La proposition de la Commission qui devait faire l'objet d'un long débat entre ministres consiste à suggérer une clause de suspension de l'immigration par un Etat membre au cas où des problèmes graves de chômage de la main-d'œuvre immigrée apparaîtraient. Athènes, sur ce dossier, n'a pas de position catégorique bien que du point de vue de l'ensemble des Etats membres actuels ou futurs, admettre ce type de formule consiste à ouvrir la porte aux abus.

Autre difficulté d'importance récemment apparue dans la négociation, la Communauté a déclaré son intention de négocier avec la Grèce la réintroduction de la clause de sauvegarde qui figurait dans l'accord d'association, non seulement pour les dispositions prévues pour l'association mais également pour celles qui seront contenues dans l'acte d'adhésion (une telle clause est inscrite dans les traités d'adhésion du premier élargissement de la Communauté). Le différend survenu récemment dans le secteur des textiles n'est pas étranger à cette nouvelle volonté des instances communautaires. Que l'on évoque le secteur des chantiers navals, de la flotte marchande, des produits industriels bénéficiant d'aides à la production, des contributions au fonds régional, de la réforme des institutions ou encore de l'inclusion de la Drachme dans le panier des monnaies européennes, on s'aperçoit que les travaux d'explorations ne sont pas encore



achevés ou que les négociations ont à peine commencé, faisant parfois surgir de nouvelles pommes de discorde entre les Neuf ou déjà entre les Dix.

## Des raisons de précipiter l'accord

Devant le paysage encore sombre de ces négociations, on peut se demander d'où vient l'optimisme affiché des deux parties quant au respect des principales échéances de la négociation ? La visite du Président Jenkins, à Athènes, aura sans doute contribué à révéler qu'il existe d'un côté comme de l'autre une volonté de conciliation politique nouvelle. D'un côté comme de l'autre, il semble d'ailleurs que l'on ait des raisons de précipiter les choses.

Pour le gouvernement de M. Caramanlis, dont le mandat vient à expiration en 1982, la rapidité des négociations d'adhésion à la CEE est devenue un enjeu important autant sur le plan électoral que pour le simple triomphe d'un idéal européen dont il s'est fait le principal défenseur. Le parti d'opposition socialiste, le PASOK, dirigé par M. Papandréou, est passé d'une représentation de 13 à 25 %

au cours des dernières élections de l'automne 1977. Les socialistes n'ont jamais caché leur opposition au projet européen. Dans un livre publié à Athènes en 1976 « *La Grèce et le Marché commun : la réplique* », le PASOK justifie son opposition à une adhésion qui ferait perdre au pays le contrôle de son développement en renforçant la structure de dépendance de son économie. Très critique vis-à-vis de la stratégie et de l'optimisme du gouvernement grec, le PASOK l'accuse de s'engager dans des négociations qui dureront si longtemps et qui prendront de telles formes que toutes les dispositions politiques et économiques que désire la Communauté seront mises en pratique aux dépens de la Grèce. Il est normal que l'actuel Président cherche à relever le défi, même si, comme on le rapporte, les positions de son adversaire vis-à-vis de l'Europe se sont considérablement assouplies.

Pour les Neuf, engagés par des déclarations et prises de positions passées, il serait très surprenant qu'ils laissent s'envenimer le débat sur les grands points de la négociation grecque. Au contraire, il apparaît de plus en plus clairement que plusieurs Etats membres souhaitent l'achever rapidement, ne serait-ce que pour que le temps passé entre les négociations grecque et espagnole permette un traitement et des concessions différents entre pays candidats.



# STRATÉGIES DE COMPÉTITIVITÉ ET POLITIQUE DE CONCURRENCE (\*)

Jacques  
VANDAMME (\*\*)

Aux yeux de nombreux agents économiques, il existe toujours une antinomie entre les exigences du développement économique et les postulats de la politique de concurrence. Les règles de concurrence de la C.E.E. ont été fréquemment vues par le monde industriel comme un obstacle à l'initiative privée et comme un frein à la réalisation d'accords jugés indispensables au déroulement normal des affaires ou à des concentrations et fusions considérées comme nécessaires pour atteindre un optimum dimensionnel.

Nous pensons que cette opinion n'est pas fondée et qu'au contraire les règles de concurrence et la politique de concurrence dans le Marché Commun sont le complément indispensable d'une politique industrielle dynamique.

## A. - Les exigences d'une stratégie de compétitivité

En quoi consiste une telle stratégie au niveau de l'entreprise ?

Des travaux récents menés tant dans les universités qu'au sein d'organisations spécialisées comme l'Institut de l'Entreprise, ont apporté des éléments précieux à la réflexion des chefs d'entreprise à ce sujet. Ils montrent que la compétitivité est étroitement liée :

- 1) à une politique de produit ;
- 2) à une politique d'innovation.

### I) UNE POLITIQUE DE PRODUIT

La compétitivité consiste à allouer les ressources humaines, techniques et financières de manière efficace (1). Pour atteindre ce but, il importe d'opérer une sélection et de faire des choix stratégiques. Il a été démontré que les entreprises les plus rentables sont celles dont la spécialisation dans certains segments est la plus forte (2). Dans ces segments, les entreprises tendent en quelque sorte à avoir une position très forte sur le marché.

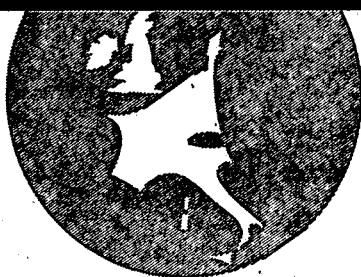
En conséquence, une bonne politique industrielle consiste à concentrer les efforts sur ces segments favorables et à se dégager à temps des autres.

(\*) Cet article est une version retravaillée d'un exposé présenté à « l'European Management Forum de Davos » en janvier 1978.

(\*\*) Jacques VANDAMME est Professeur de Droit européen à l'Université de Louvain (K.U. Leuven) et Directeur honoraire à la Commission des Communautés européennes. Il est l'auteur d'un ouvrage : « La réglementation de la concurrence dans la CEE », publié aux Presses Universitaires de France en 1974, Collection l'Economiste.

(1) Fr. DE CARBONNEL, Les objectifs de la politique industrielle et les stratégies d'entreprises dans : *Politique Industrielle et stratégie d'entreprise*, Institut de l'Entreprise, Masson, Paris, 1977.

(2) Fr. DE CARBONNEL, *Idem*.



La compétitivité provient en effet d'un avantage de coût sur les segments où une firme se trouve en concurrence avec d'autres fabricants. « L'expérience cumulée de l'entreprise sur son produit est un facteur décisif de la compétitivité. Quels que soient la qualité de la gestion et le niveau des salaires, on ne saurait espérer une utilisation optimum des ressources d'investissement, qu'en sélectionnant des segments de marché sur lesquels la production cumulée de l'entreprise est susceptible de devenir rapidement comparable à celle de son concurrent le mieux placé » (3).

Bien entendu, cette concurrence s'apprécie sur un marché dont l'ampleur varie selon la nature du produit : il sera local, régional, européen ou mondial.

« L'essentiel de l'approche nouvelle est de trouver quel type de produit peut être vendu et à quels consommateurs » (4).

Ces observations sont confirmées par les résultats d'une enquête effectuée il y a quelque temps par le Centre de Perfectionnement dans la direction de l'Entreprise de l'Université de Louvain (5). Elle établit que les performances économiques sont liées à trois variables-clés qui paraissent bien constituer les éléments déterminants de la stratégie :

- la politique du produit ;
- l'équilibre des fonctions de production, de marketing et de R.D. ;
- le système d'information interne et externe dont l'entreprise dispose.

Ces éléments semblent transcender la technologie, le secteur d'activité ou la dimension de l'entreprise. Le rapport du Centre (5) précise à ce sujet :

« Cela infirme des thèses selon lesquelles le secteur technologique et la dimension seraient des éléments déterminants du succès. Cela infirme surtout les thèses selon lesquelles la stratégie ne serait qu'un contenu qui varierait d'après les industries et les situations. La stratégie relève aussi d'une méthode et peut ainsi faire l'objet d'une approche systématique. S'il reste vrai que le contenu de la stratégie varie selon les circonstances, et que

chaque entreprise pratique une stratégie différente, il apparaît clairement que la façon dont une stratégie est établie est une variable beaucoup plus fondamentale et dont les caractéristiques sont les mêmes pour toutes les entreprises performantes quels que soient leur secteur ou leur dimension » (6).

Les conclusions sont claires : c'est la politique de produit qui va permettre de définir le segment vers lequel doivent tendre les efforts d'allocation optimum des ressources de l'entreprise, c'est-à-dire qui va déterminer sa stratégie de compétitivité. Mais elle n'est pas seule.

## 2) UNE POLITIQUE D'INNOVATION

Une seconde implication d'une stratégie compétitive se rapporte à l'innovation. Celle-ci doit être entendue dans un sens large. Elle concerne certes les « nouveautés » notamment au niveau du programme de fabrication et la recherche de produits mieux adaptés aux besoins des consommateurs. L'innovation se rapporte cependant aussi dans notre esprit à tout ce qui peut améliorer les conditions de production et les coûts de manière à rendre l'outil plus efficace également pour la fabrication de produits existants.

Il peut quelquefois être opportun de concentrer les efforts sur la recherche de procédés nouveaux pour obtenir à meilleur prix un produit déjà connu et dont les débouchés sont établis et certains, plutôt que sur la fabrication de produits nouveaux où l'effort technique se double d'un effort de promotion commerciale (7).

Cependant, dans de nombreux cas, le besoin d'innovation en matière de produits sera déterminant.

Les marchés de haute consommation qui sont les nôtres sont caractérisés par la grande variété, le volume considérable et le risque d'obsolescence des produits.

« La transition d'un marché de vendeurs à un marché d'acheteurs, parallèle à la précédente donne lieu à une concurrence plus forte, à une importance accrue des prix et des coûts et au besoin d'innovation en matière de produits » (8).

Qu'il s'agisse de la politique de produit ou de la politique d'innovation, toutes deux impliquent une valorisation de la fonction commerciale dans

(3) Extrait de « Pour une politique de compétitivité industrielle », ARES, mars 1977, cité par Fr. de CARBONNEL dans une note d'intervention au colloque de l'Institut de l'Entreprise « Les entreprises et l'Europe », Paris, 8-9 décembre 1977.

(4) H. VANDER HAAS, *The entreprise in transition*, traduit en français sous le titre « La mutation de l'entreprise européenne », Laffont, 1971.

(5) Université de Louvain, Centre de Perfectionnement dans la direction des entreprises, « Entreprises performantes et stratégie de progrès », sous la direction de Ph. De Woot de Trixhe.

(6) « Entreprises performantes et stratégie de progrès », Centre de Perfectionnement dans la direction des entreprises, p. 13.

(7) L. STOLERU, *L'Impératif Industriel, Le Seuil*, 1969, p. 64.

(8) VANDER HAAS, *op. cit.*, p. 107.

l'entreprise. C'est elle qui va déterminer le degré et l'importance de l'innovation dans la politique du produit. Bien souvent cette fonction est négligée dans les nombreuses entreprises ou bien elle est mal comprise.

Comme le dit Stoleru : « La fonction commerciale devient bien autre chose que l'attente et la transmission des commandes aux départements de production : elle devient agressive en allant constamment conquérir de nouveaux marchés, elle devient économique en appréciant les dépenses de publicité d'après l'efficacité de leur action et les gains sur le marché, elle devient scientifique en analysant méticuleusement les diverses sortes de commandes et leur évolution pour fouiller les causes des échecs commerciaux et les raisons des succès ; elle devient dynamique en programmant dans le temps l'avènement des nouveaux produits, la diversification des produits existants, la disparition des produits surannés et en dosant la politique de prix qui devra soutenir ce programme ; elle devient stratégique en envisageant les accords commerciaux, fusions, concentrations avec d'autres entreprises qui pourraient renforcer la position sur le marché ; elle devient l'œil ou plutôt le radar de l'entreprise qui scrute la voie où l'appareil de production devra s'engager » (9).

Ainsi, au niveau de l'entreprise, la politique industrielle est avant tout une politique de produit et d'innovation.

C'est ce qui va déterminer sa compétitivité.

Ces objectifs sont-ils en opposition avec la politique de concurrence, notamment au niveau européen ?

## B. — Les objectifs de la politique de concurrence européenne

La politique de concurrence dans la Communauté Européenne consiste à mettre en œuvre sur le territoire communautaire, les règles de concurrence fixées dans les traités. Elle est menée conjointement par le Conseil et la Commission et la Cour de Justice. La Commission en est cependant le moteur puisque, depuis le règlement 17/62 du Conseil (10), elle exerce une compétence propre.

(9) STOLERU L., op. cit., p. 77.

(10) Premier règlement d'application des articles 85 et 86 du Traité, JO, n° 13, du 21 février 1962.

Cette politique n'est pas toujours homogène. Ainsi, face à une certaine carence du Conseil dans l'exercice de sa fonction « législative », on a observé ces dernières années une jurisprudence « extensive » de la Cour dans l'interprétation des règles de droit.

Quoi qu'il en soit, la pratique de cette politique est restée très proche des exigences de compétitivité au niveau industriel.

On peut le relever à travers quelques caractéristiques essentielles de cette politique.

### 1) UN PREMIER OBJECTIF A CONSISTÉ A LIER ÉTROITEMENT LA POLITIQUE DE CONCURRENCE A LA RÉALISATION DE L'ESPACE NOUVEAU DU MARCHÉ ÉLARGI

Le sens de cette politique est de contribuer à faire pleinement jouer les effets de la suppression des frontières et d'empêcher en conséquence la reconstruction de barrières artificielles, notamment par des ententes privées de partage de marché ou par des accords de prix qui frustreraient les consommateurs des avantages de l'ouverture des frontières.

Un régime de concurrence non faussée dans un marché élargi implique non seulement la réalisation de conditions objectives visant le fonctionnement adéquat du marché lui-même (accès au marché, transparence des prix, suppression des distorsions fiscales ou dérivant du droit des sociétés, etc.), mais aussi la mise en œuvre de normes de comportement des agents, c'est-à-dire les règles de concurrence elles-mêmes.

Celles-ci prévoient à l'article 85, par. 1, une interdiction de principe des accords entre entreprises limitant la concurrence et affectant le commerce entre Etats : à certaines conditions les accords peuvent cependant être relevés de l'interdiction conformément à l'article 85, par. 3.

En outre, l'article 86 interdit l'abus des entreprises en position dominante et susceptible elles aussi d'affecter le commerce inter-communautaire.

A la suite des arrêts de la Cour, il convient de concevoir la notion d'affectation du commerce entre Etats « comme la question de savoir si l'accord incriminé est susceptible de mettre en cause... la liberté du commerce entre Etats membres dans un sens qui pourrait nuire à la réalisation des objectifs d'un marché unique entre Etats » (11).

L'accord sera jugé d'autant plus sévèrement qu'il tend à cloisonner le marché et à rendre plus difficile l'interpénétration économique voulue par le traité.

(11) Arrêt du 13 juillet 1966, Affaire Grundig-Consten.



La jurisprudence de la Cour et la politique de la Commission sont parfaitement concordantes dans ce sens, qu'il s'agisse des accords horizontaux entre producteurs ou des accords verticaux tendant à empêcher les importations parallèles.

Dans l'introduction au sixième rapport sur la politique de concurrence, la Commission a réaffirmé :

« Dans leurs efforts pour résoudre les problèmes prioritaires et surtout réconcilier la stabilité et le plein-emploi, les institutions communautaires, les gouvernements des Etats membres et les milieux socio-économiques doivent tenir compte de la nécessité où se trouve l'Europe de jouer son avenir à frontières ouvertes. Les structures industrielles et la technologie qui se préparent devront donc être compétitives. Le maintien de l'unité du marché commun reste la base du développement d'activités concurrentielles. Il faut éviter d'entretenir l'illusion qu'on peut résoudre les problèmes économiques et sociaux soit par le protectionnisme communautaire, soit par le protectionnisme national, qui mettrait en cause l'unité du marché commun » (12).

Cette orientation se traduit notamment aussi en ce qui concerne les accords de licence de brevet et de marque, qui sont très importants du point de vue de la stratégie « innovatrice » de l'entreprise.

L'idée de base de la politique communautaire est que la protection à laquelle donne droit la détention d'un brevet d'invention ou de fabrication ne doit pas être utilisée pour organiser un cloisonnement de marché. Il convient au contraire que le flux innovatif ait son impact sur l'ensemble du marché commun et que le consommateur puisse dans certains cas mettre en concurrence des licenciés établis dans différents pays.

Si donc il n'y a plus de problème du point de vue de droit de la concurrence, lorsque le donneur de licence désigne un licencié pour un territoire déterminé, par contre l'accord entre dans le champ de l'interdiction à partir du moment où le concédant s'oblige à accorder l'exclusivité de fabrication et de vente de ce produit au licencié : selon la Commission, une telle clause ne relève pas de l'essence du brevet.

Cependant, de tels accords peuvent dans certains cas être exemptés au titre de l'article 85, par. 3, lorsque l'exclusivité consentie aux licenciés se justifie par la nécessité d'assurer une rentabilité suffisante aux investissements qu'ils consentent (13).

(12) Commission, 6<sup>e</sup> rapport sur la politique de concurrence, avril 1977.

(13) Décisions Davidson Rubber du 9 juin 1972, AOIP Beyrard du 2 décembre 1975, Kabelmetal-Luchaire du 18 juillet 1975.

Dans son septième rapport sur la politique de concurrence, la Commission précise, à propos des licences exclusives de fabrication, qu'une exemption peut être accordée s'il s'avère que le territoire pour lequel la licence est concédée n'est pas trop étendu, qu'il existe dans ce territoire une concurrence de produits similaires et que subsiste la possibilité d'effectuer des importations parallèles.

En ce qui concerne les licences exclusives de vente et les interdictions d'exporter, qui constituent des entraves directes à la libre circulation des produits au sein du Marché commun, la Commission n'envisage d'accorder le bénéfice d'une exemption que dans des circonstances particulières lorsqu'il s'agit par exemple de fabriquer et de vendre des nouveaux produits ou de pénétrer sur un nouveau marché en considération de l'importance des investissements et par conséquent des risques économiques que ces opérations peuvent comporter (14).

Dans le projet d'exemption par catégorie que la Commission a soumis au Conseil, il est prévu qu'une exemption à une licence exclusive de fabrication est accordée à condition que le territoire concédé ne soit pas trop grand. Pour les licences exclusives de commercialisation, le projet confère une exemption pendant une période limitée en faveur des petites et moyennes entreprises (15).

Ainsi, tout en restant fidèle à la ligne générale selon laquelle la politique de concurrence doit contribuer à la réalisation effective d'un grand marché, la Commission admet aussi les nécessités d'une protection temporaire de personnes et d'entreprises qui sont amenées à faire des efforts particuliers pour pénétrer sur une partie de ce marché où leurs produits n'étaient pas encore mis en vente.

Dans ces cas l'effort d'innovation tant technique que commercial est une justification suffisante au bénéfice de l'exemption.

## 2) UN SECOND AXE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE EST LA NEUTRALITÉ VIS-A-VIS DES CHOIX DE DIMENSION OPTIMUM DES ENTREPRISES

S'il y a eu une politique de la Commission à cet égard, elle a plutôt consisté à créer les conditions objectives permettant de faire les choix nécessaires. Cela signifie en premier lieu la levée des obstacles de tout genre, d'ordre fiscal, législatif, etc., qui s'opposent à ce libre choix.

(14) Commission, 7<sup>e</sup> rapport sur la politique de concurrence, avril 1978 (commentaire en rapport avec l'affaire AGA Steel Radiators Ltd), avril 1978.

(15) Commission, 6<sup>e</sup> rapport sur la politique de concurrence, avril 1977.

En faveur des petites et moyennes entreprises, la position de la Commission a plutôt été favorable à toute forme de coopération susceptible de renforcer le pouvoir compétitif des unités coopérantes (16).

Dans son dernier rapport annuel, la Commission a rappelé l'ensemble des mesures prises en faveur de ces entreprises et annonce en même temps pour 1978 un memorandum sur ce problème. « Leur importance dans le développement économique, technique, industriel et commercial de la Communauté est reconnue ainsi que leur faculté d'adaptation aux conditions économiques changeantes et leur grande aptitude à satisfaire des besoins spécifiques ou différenciés en produits ou en services (17).

Vis-à-vis des concentrations ou fusions d'entreprises, la Commission a eu une action très limitée. Certes, l'article 85 et surtout l'article 86 lui donnaient peu de moyens d'intervention puisque, selon l'interprétation de la Cour dans son arrêt du 21 février 1973 (18), seules les concentrations menant à une monopolisation du marché constituent un abus au sens de l'article 86. Les grandes affaires telles que Agfa-Gevaert, Dunlop-Pirelli, etc., ont été traitées comme des fusions qui ne faisaient pas obstacle au fonctionnement normal de la concurrence.

Même dans son projet de règlement sur la concentration (19), la Commission ne considère comme incompatibles avec le Marché commun que les concentrations qui donnent aux entreprises le pouvoir de faire obstacle à une concurrence effective. Le seuil de contrôle a d'ailleurs été fixé à un niveau assez élevé (un milliard d'unités de compte pour l'ensemble de l'opération projetée).

Il en résulte donc que, contrairement à ce qui a été fréquemment affirmé, la politique de la Commission ne constitue pas un obstacle aux concentrations ou fusions nécessaires.

### 3) UN TROISIÈME AXE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE EST LA PRIORITÉ DONNÉE À LA QUALITÉ DE LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ PLUTÔT QU'À LA QUANTITÉ DE CONCURRENTS

Plusieurs décisions confirment cette thèse (20) : alors que dans les cas considérés la restriction de

concurrence entre les parties est assez forte, l'entente est cependant autorisée parce qu'elle constitue un contrepoids dans le marché oligopolistique.

Mais cette orientation a reçu une consécration dans l'arrêt de la Cour de Justice dans l'affaire Continental Can où l'accent a été mis sur la nécessité du maintien de structures compétitives :

« Attendu que par ailleurs, ainsi qu'il ressort des lettres c) et d) du paragraphe 2, cette disposition ne vise pas seulement les pratiques susceptibles de causer un préjudice immédiat aux consommateurs, mais également celles qui leur causent un préjudice en portant atteinte à une structure de concurrence effective, telle que mentionnée à l'article 3, lettre f) du Traité ; qu'est dès lors susceptible de constituer un abus, le fait pour une entreprise en position dominante, de renforcer cette position au point que le degré de domination ainsi atteint entraverait substantiellement la concurrence, c'est-à-dire ne laisserait subsister que des entreprises dépendantes, dans leur comportement, de l'entreprise dominante » (21).

C'est donc la structure de concurrence plus que le comportement individuel qui constitue le critère essentiel pour apprécier la nocivité d'une pratique restrictive de concurrence.

Dans son sixième rapport, la Commission a confirmé ce principe. « Le principe concurrentiel, fondamental dans le fonctionnement du Marché commun, n'a rien de rigide ou de dogmatique. En particulier il ne doit pas être vu comme la négation d'une politique structurelle dans la mesure où celle-ci se fonde sur l'unité du Marché commun et où elle vise, non pas la protection inadaptée, mais le développement d'activités compétitives » (22).

Et d'ailleurs la Commission a, dans la pratique, poursuivi cette approche, par exemple, à l'égard de l'industrie sidérurgique, à propos de laquelle elle écrit, dans le même rapport : « La sidérurgie communautaire doit rester compétitive ; elle devra accepter de se restructurer à cet effet. C'est pourquoi la Commission a poursuivi sa politique consistant à favoriser les regroupements susceptibles de déboucher sur des structures plus compétitives » (23).

En interprétant de cette façon la règle de droit, la Commission et la Cour s'inscrivent dans une évolution moderne de l'analyse économique.

« Cette approche, dit le P<sup>r</sup> A. Jacquemin, rejoint l'analyse économique récente qui montre que la

(16) Voir notamment la communication de juillet 1968 sur les accords de coopération, la communication de juin 1970 sur les accords d'importance mineure et le règlement d'exemption par catégorie 2779/72 du 21-12-1972 pour certains accords de spécialisation.

(17) 7<sup>e</sup> rapport annuel sur la politique de concurrence, avril 1978.

(18) Affaire 6/72, Continental Can.

(19) Journal officiel, n° C 92, du 31 octobre 1973.

(20) Par exemple les décisions Transocéan du 27-7-1967, et Papier-mince du 26-7-1972.

(21) Arrêt Continental Can du 21 février 1973 (cf. supra).

(22) Commission, 6<sup>e</sup> rapport annuel sur la politique de concurrence, avril 1977.

(23) Commission, 6<sup>e</sup> rapport annuel sur la politique de concurrence, avril 1977.



constitution ou le renforcement d'une position de monopole privé même quand elle accroît l'efficacité dans la production, porte en germe une atteinte aux intérêts du consommateur. Plus peut-être que l'exploitation directe d'une position dominante déjà acquise, les stratégies qui transforment généralement de façon irréversible, les structures mêmes du marché, sont dommageables. A la limite, il paraît vain d'attaquer une politique de prix parce qu'elle cause à l'utilisateur un dommage immédiat, si, en même temps on laisse se constituer des monopoles qui transforment les conditions d'offre et de demande et qui débouchent inévitablement sur des productions de prix et des formes de dépenses défavorables au consommateur » (24).

## Conclusion

Ainsi donc, les axes essentiels de la politique de concurrence communautaire, loin d'être en opposition avec les exigences d'une stratégie d'entreprise dynamique, contribuent au contraire à son développement.

En premier lieu, en s'opposant à tout ce qui pourrait nuire à la réalisation effective d'un grand marché, condition essentielle à la mise en œuvre d'une stratégie d'innovation et à la sélection des segments de marché les plus favorables.

En second lieu en ne s'opposant pas aux adaptations structurelles et à la recherche des dimensions

d'entreprise optimales (ce qui ne signifie pas des entreprises toujours plus grandes).

Enfin en favorisant l'avènement de structures de marché compétitives, créant ainsi à long terme les conditions du dynamisme industriel.

Certes, ce sont les entreprises qui sont les principaux acteurs de la politique industrielle, notamment par les choix de produits qu'elles vont s'efforcer de mettre sur le marché.

Mais, comme le dit Michel Drancourt, deux conditions complémentaires peuvent contribuer à faciliter ces choix, l'existence d'un grand marché de base et un véritable régime d'économie de marché.

« C'est dans cet esprit, dit-il, qu'a été créé le Marché commun qui a été l'instrument indirect peut-être, mais efficace d'une politique industrielle fondée sur des entreprises contraintes par la concurrence à devenir compétitives » (25).

Les règles de concurrence soumettent en effet les entreprises à une discipline sévère. Rien n'est plus pertinent que ce propos de Gélénier : « Dans de telles conditions, les entreprises ne peuvent subsister que par un progrès incessant : la concurrence engendre le progrès parce que dans ce système l'entreprise n'a pas d'autre issue » (26).

Ce sont des entreprises performantes qui contribuent le mieux au développement de l'emploi et du bien-être de nos populations.

(25) DRANCOURT M., Politiques offensives et politiques défensives, dans « Politique industrielle et stratégie d'entreprises », Institut de l'entreprise, Masson, Paris, 1977.

(26) GÉLÉNIER O., Morale de l'entreprise et destin de la Nation, Paris, Plon, 1965.

(24) JACQUEMIN A., Revue trimestrielle de Droit européen, juillet-août 1973.

# LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE (1976-1977) (\*)

Les règles applicables aux entreprises  
(Art. 85 et 86 du Traité de Rome et  
droit dérivé corrélatif)

Lazar FOCSANEANU

*Chargé de Cours à l'Institut d'Etudes Politiques  
et à l'Institut de Droit des Affaires  
de l'Université d'Aix-Marseille III*

(\*) La première partie de cet article a paru dans le n° 218 de juin-juillet 1978, la seconde dans le n° 219, août-septembre 1978 ; cette livraison constitue la troisième et dernière partie de l'étude.

## II. LES ARRÊTS DE L'ANNÉE 1977

### I. — INTRODUCTION

1. *Considérations générales.* Ainsi, qu'il résulte du tableau figurant au précédent article, sur la jurisprudence de 1976, la Cour de Luxembourg a rendu, pendant l'année 1977, sept arrêts en matière de droit de la concurrence applicable aux entreprises. Dans un seul de ces arrêts elle a eu à statuer sur un recours direct (arrêt *Métro/Saba* du 25 octobre 1977). Les six autres arrêts ont été rendus sur renvois en interprétation préjudicielle émanant de tribunaux nationaux, en vertu de l'article 177 du Traité de Rome.

Dans deux de ces arrêts, la demande d'interprétation portait sur des textes de droit dérivé, à savoir :

sur le règlement de la Commission n° 67-67 (Arrêt *Concordia*, du 1<sup>er</sup> février 1977) et sur les articles 15, paragraphe 7 et 18 du règlement du Conseil n° 17-62 (arrêt *S.A. Générale Sucrière et Société Béghin-Say/Commission* et autres, du 9 mars 1977).

Les quatre arrêts visant l'interprétation des articles 85 et 86 du Traité, concernent notamment : 1) l'applicabilité de l'article 177 du Traité à une procédure de référé fondée, entre autres, sur l'article 86 du Traité (arrêt *Hoffmann - Laróche/Centrafarm*, du 24 mai 1977) ; 2) l'application des articles 85 et 86 du Traité en matière d'assurance civile automobile (arrêt *Van Ameyde/UCI*, du 9 juin 1977) ; 3) l'abus de position dominante favorisé par une disposition législative nationale (arrêt *SA G.M.-INNO-B.M./ATAB* du 16 novembre 1977) et 4) l'effet suspensif de la notification en ce qui concerne les « anciens accords » (Arrêt de *Bloos/Bouyer*, du 14 décembre 1977).

### II. L'ARRÊT DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1977 (AFFAIRE 47-76)

ÉPOUX ALEXIS DE NORRE  
ET MARTINE DE CLERCQ

c. NV BROUWERIJ CONCORDIA  
Rec., 1977, 65

2. *Les faits.* Le 7 avril 1966, la Brasserie Concordia de Geraardsbergen (Belgique) a passé avec les époux Detant, exploitants d'un café, un contrat aux termes duquel elle leur prêtait une somme de 500 000 francs belges, remboursables dans un délai de dix ans, au taux de 5 % l'an.

Les époux Detant s'engageaient, « en contrepartie de ce prêt, à n'avoir ni à vendre des boissons autres que celles de la brasserie Concordia ou fournies par elle, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1966 et pour une durée de 25 années consécutives ». Ils s'engageaient également à « transmettre éventuellement cette obligation à leurs ayants cause ».





Le 9 février 1973, les époux de Norre ont acheté le café aux époux Detant en déclarant dans le contrat d'achat, être au courant des dispositions du contrat de 1966, conclu par les vendeurs avec la brasserie Concordia. Ils déclaraient assumer entièrement toutes les conditions de ce dernier contrat, « dans la mesure où elles sont toujours en vigueur ».

Les époux de Norre ayant vendu, dans le café, des boissons autres que celles de Concordia, celle-ci les a assignés devant le tribunal de première instance d'Oudenaarde qui, par jugement du 18 octobre 1973, a condamné lesdits époux à payer, par provision à Concordia 25 000 francs belges, à titre de dommages-intérêts, la fixation définitive du montant des dommages restant réservée.

Les époux de Norre ont interjeté appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Gand, en faisant valoir notamment que le contrat litigieux était frappé de nullité en vertu de l'article 85 du Traité de Rome.

Par arrêt interlocutoire du 26 mai 1976, la Cour de Gand a décidé de surseoir à statuer, pour soumettre à la Cour de Justice des Communautés européennes sept questions préjudicielles, qui peuvent être résumées et précisées de la manière suivante :

1° Quels sont les « critères complémentaires », outre l'effet cumulatif découlant de l'existence de contrats similaires, qui doivent être pris en considération aux fins de l'appréciation de l'application de l'article 85.1 à une convention d'approvisionnement exclusif conclue entre deux entreprises d'un même État membre ? La Cour de renvoi explique sa question en faisant référence à l'arrêt « Haecht I » du 12 décembre 1967 (affaire 25-67), aux termes duquel la Cour européenne a statué que, pour apprécier si un contrat tel que celui d'espèce, tombait sous l'interdiction de l'article 85.1, « l'existence de contrats similaires est une circonstance qui, avec d'autres doit être prise en considération ». Il s'agit d'expliquer les mots « avec d'autres ».

2° Peut-on déduire par analogie de l'arrêt Fonderies de Roubaix du 3 février 1976 que l'exemption par catégorie du règlement 67-67 de la Commission est applicable à toutes les conventions d'approvisionnement exclusif du type de celle en litige, lorsqu'elles sont conclues entre entreprises d'un seul et même État membre ? Dans ses explications complémentaires, la Cour du renvoi précise que ses doutes sont notamment fondés sur le fait qu'en règle générale les accords du type de celui en litige ne définissent aucun territoire, ainsi que semble l'exiger l'article 1, paragraphe 1 du règlement n° 67-67.

3° Les conventions précitées peuvent-elles être considérées comme exemptées de l'obligation de notification en vertu de l'article 4, paragraphe 2, (1), du règlement du Conseil n° 17-62 bien qu'elles aboutissent, en réalité, à une interdiction d'importer pour l'une des parties ?

4° Une convention d'approvisionnement exclusif, relativement sans importance, et à laquelle l'article 85, paragraphe 1 ne serait applicable qu'en raison de l'effet cumulatif de toutes les conventions de même nature, conclues par l'une des parties, peut-elle échapper à la nullité de l'article 85, paragraphe 2, et, dans l'affirmative, sur la base de quel critère ?

5° Existe-t-il, pour les tribunaux nationaux, une obligation de surseoir à statuer sur une action ou exception de nullité, lorsqu'une exemption au titre de l'article 85, paragraphe 3 reste possible ?

Si le sursis à statuer constitue une simple faculté, les tribunaux nationaux peuvent-ils se prononcer négativement sur l'application de l'article 85, paragraphe 3 ?

6° Une « nouvelle convention », dûment notifiée ou dispensée de notification, doit-elle être considérée comme provisoirement nulle ou comme provisoirement valable ?

Dans cette dernière hypothèse, quel contenu faut-il attribuer à la notion de validité provisoire ?

La Cour de Gand précise qu'à son avis la Cour européenne n'aurait pas clairement tranché ces questions dans l'arrêt « Haecht II » du 6 février 1973. C'est pourquoi la doctrine serait partagée entre l'option de la *nullité provisoire* et celle de la *validité provisoire*. Si la dernière solution était admise, il conviendrait encore de dire s'il s'agit d'une *validité provisoire complète*, au sens de l'arrêt « Portelange », du 9 juillet 1969, ou d'une validité provisoire limitée, au sens de l'arrêt « Haecht II », de 1973, aux termes duquel les parties ont la *faculté d'exécuter volontairement* la convention, mais non le droit d'en demander l'exécution forcée en justice.

Enfin, il est encore nécessaire de préciser si, pendant la durée du régime provisoire, les tribunaux nationaux, saisis de la convention litigieuse, ont ou non la faculté d'ordonner des mesures provisoires.

7° Quels sont les éléments d'interprétation de droit communautaire à la lumière desquels le juge belge pourra apprécier si les dispositions de l'arrêté royal belge du 25 septembre 1964 (Moniteur belge du 21 octobre 1964) sont compatibles avec le droit communautaire ?

La Cour du renvoi précise qu'aux termes de l'arrêté royal belge du 25 septembre 1964, les péna-



lités prévues dans les contrats de brasserie, pour le cas d'une infraction entraînant la rupture du contrat, ne devraient pas dépasser 25 % du montant du prêt multipliés par le nombre d'années restant à courir depuis la dissolution du contrat, sans pouvoir dépasser 100 % du prêt. Il paraît nécessaire de statuer si les dispositions susmentionnées du droit belge sont compatibles avec les articles 85 et 86 du Traité, et préciser lesquelles devraient prévaloir en cas d'incompatibilité. A cet égard, les juges de Gand font référence à l'arrêt Scheer du 17 décembre 1970 (affaires 30-70, Recueil 1970, 1197).

3. *Les thèses juridiques soutenues devant la Cour de justice des Communautés européennes.* Des observations écrites ont été présentées à la Cour par Concordia, demanderesse en première instance et défenderesse en appel, par le Gouvernement belge et par la Commission des Communautés européennes. Au cours de la procédure orale, qui a eu lieu le 16 novembre 1976, les parties susmentionnées ont développé les arguments exposés au cours de la procédure écrite. L'avocat général M. Henri Mayras a été entendu, dans ses conclusions, le 7 décembre 1976. Les thèses soutenues par les parties dans leurs observations écrites et dans leurs argumentations orales, ainsi que dans les conclusions de l'avocat général seront résumées ci-après.

#### A. — *Les thèses juridiques de Concordia*

Dans ses observations écrites et son argumentation orale, la défenderesse en appel estime qu'il conviendrait de répondre de la manière suivante aux sept questions de la Cour de Gand.

a) S'il apparaît que le marché belge de la bière n'a pas une structure monopolistique, qu'il se caractérise par un pourcentage assez élevé de cafetiers et de restaurateurs non liés par des contrats de brasserie ou que ces contrats augmentent la capacité concurrentielle des brasseries ayant un faible rayon d'action ou s'il apparaît que le commerce belge de la bière avec d'autres États membres se maintient à un niveau raisonnable, ou même augmenté, ou encore s'il apparaît que les contrats de fourniture sont un moyen de pénétrer les marchés d'autres États membres, il n'y a pas lieu de supposer qu'une convention d'approvisionnement exclusif isolé sur le plan national tombe sous le coup de l'interdiction de l'article 75, paragraphe 1. Dans l'appréciation des faits susmentionnés, il est nécessaire de tenir compte des divergences dans les législations nationales, des habitudes de consommation et des traditions, ainsi que des coûts de transport élevés (Rec. 1977, p. 72).

Au cours de la procédure orale, Concordia a soumis à la Cour des éléments nouveaux concer-

nant la *première question*, dont l'essentiel peut être résumé comme suit :

— la Commission aurait abusé de la procédure préjudicielle en invitant la Cour à dire pour droit qu'un *réseau de conventions* tombe sous le coup de l'article 85 dès lors qu'il couvre des transactions dépassant un certain plafond. En procédant ainsi, la Cour rendrait un *arrêt réglementaire*, en édictant une règle de droit dont l'adoption relève de la compétence du Conseil ou de la Commission. (Rec. 1977, p. 86) ;

— les critères suggérés par la Commission aboutiraient à ajouter aux trois catégories d'actes visés par l'article 85 (accords, décisions d'associations et pratiques concertées), une quatrième catégorie, celle du « *réseau de conventions* » (Rec. 1977, p. 87) ;

— le marché à prendre en considération en l'espèce ne se limite pas au seul secteur « Horeca » (hôtels, restaurants, cafés), mais inclut également la bière écoulée dans les épiceries, les grands magasins et les supermarchés, où les producteurs étrangers peuvent, de toute façon, écouler librement leur bière (Rec. 1977, p. 87) ;

— les conventions formant le réseau litigieux expirent à des dates différentes ce qui donne aux concurrents étrangers la possibilité de reprendre des débits de boissons à leur compte (Rec. 1977, p. 87).

b) En ce qui concerne la *deuxième question* posée par les juges du renvoi préjudiciel, Concordia estime que le problème a été tranché par l'arrêt Roubaix Watrelos du 3 février 1976, dans lequel la Cour européenne a statué que l'article 1, paragraphe 2 du règlement de la Commission N° 67-67 n'a pas pour objet d'exclure du bénéfice de l'exemption par catégorie des accords qui, quoique passés entre deux entreprises d'un même État membre, sont néanmoins, à titre exceptionnel, susceptibles d'affecter de façon sensible le commerce entre États membres mais qui, pour le surplus remplissent toutes les conditions prévues à l'article 1 du règlement 67-67.

Selon Concordia, ce serait à tort que la Cour de Gand doute de l'applicabilité du règlement 67-67 aux contrats du type litigieux, à cause du fait que ces derniers ne définissent pas la partie du territoire du marché commun à l'intérieur de laquelle la revente peut et doit avoir lieu. L'exigence d'une définition du territoire de l'exclusivité n'est applicable qu'aux contrats de concession de vente exclusive visés à l'article 1, paragraphe 1, lettre a) du règlement N° 67-67 et non pas aux accords d'approvisionnement exclusif, visés par la lettre b) du même paragraphe. Cela résulterait, d'une part, du fait que la lettre b) ne reprend pas l'exigence de la définition d'un territoire et, d'autre part, de la



nature différente des accords envisagés respectivement aux a) et b) susmentionnés. En effet, alors que pour les accords de concession de vente exclusive il est nécessaire de définir le territoire afin de délimiter le droit exclusif de vente, tel n'est pas le cas pour l'engagement d'approvisionnement exclusif, celui-ci de par sa nature même, étant limité territorialement, c'est-à-dire localisé à l'intérieur de l'entreprise de l'acheteur.

En conséquence Concordia estime que la deuxième question des juges du renvoi devrait recevoir une réponse affirmative.

c) Au sujet de la *troisième question* posée par les juges de Gand, Concordia estime qu'il y aurait lieu de répondre affirmativement, en renvoyant à la jurisprudence antérieure de la Cour européenne et notamment aux arrêts Bilger du 18 mars 1970 (affaire 43-69, Rec. 1970, 127) et Roubaix Wattrelos du 3 février 1976 (affaire 63-75, Rec. 1976, 111).

d) Concernant la *quatrième question* soumise à l'interprétation préjudicielle, Concordia estime que l'application inconditionnelle de l'article 85, paragraphe 2 aboutit à des résultats incertains et peu satisfaisants, lorsqu'elle frappe des accords anodins en eux-mêmes, qui ne tombent sous l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, qu'en raison de l'effet cumulatif résultant d'autres accords de même nature.

En effet lorsque le nombre des détaillants liés à une brasserie atteint un certain seuil, il faudrait se demander si tous les contrats conclus ultérieurement sont nuls, de plein droit, ou bien, si certains contrats passés antérieurement, par exemple les plus importants, perdent brusquement leur validité (Recueil 1977, p. 78).

Aucune des deux solutions ne serait conforme au principe de la sécurité juridique.

La meilleure façon de régler le problème consisterait, soit à accorder l'exemption par catégorie aux réseaux d'accords soit à leur reconnaître l'exemption de l'obligation de notification. Toutefois cette dernière solution ne serait satisfaisante que lorsque la Commission accorde aux intéressés sur leur demande et en application de l'article 85, paragraphe 3, une exemption individuelle à caractère rétroactif. En revanche, lorsque la Commission refuse l'exemption, la nullité de l'accord aurait elle aussi, un effet rétroactif.

En définitive, le problème des accords du type litigieux serait résolu de la manière la plus adéquate si l'on considérait que l'exemption par catégories prévue par le règlement n° 67-67 est applicable aux accords faisant partie de réseaux de conventions.

e) Concernant la *cinquième question* formulée par la Cour de Gand, Concordia estime qu'elle devrait être résolue à la lumière des principes posés par la Cour européenne dans les arrêts « Haecht II » du 6 février 1973 (Rec. 1973, 77) et BRT I du 30 janvier 1974 (Rec. 1974, 51).

En conséquence, de l'avis de Concordia, le juge national serait obligé, sous peine de se rendre coupable d'un déni de justice, de se prononcer sur la validité de l'accord qui lui est soumis, et donc, sur la compatibilité de cet accord avec les articles 85 et 86 du Traité. Il aurait toutefois la faculté mais non l'obligation de surseoir à statuer, conformément à ses règles nationales de procédure, dans l'attente d'une décision de la Commission, sauf lorsqu'il est évident que l'accord est soit compatible, soit incompatible avec l'article 85 ou avec l'article 86. Le juge national fera usage de cette faculté lorsque la sécurité juridique ou la bonne marche de la procédure l'exigent. Tel serait le cas si la poursuite immédiate de la procédure pouvait donner lieu à des décisions contradictoires, émanant respectivement du juge national et de la Commission, situation qui pourrait se présenter notamment lorsque l'accord litigieux a été notifié ou peut encore l'être en temps utile.

Afin de rassurer les juges du renvoi, Concordia tient à préciser qu'en refusant de surseoir à statuer, le juge national n'agirait pas pour exempter l'accord de l'interdiction énoncée à l'article 85, paragraphe 1 — décision qui est de la compétence exclusive de la Commission —, mais, bien au contraire, parce qu'il considère comme vraisemblable que la Commission refuse l'exemption. Toutefois, de l'avis de Concordia le juge national ferait bien de refuser le sursis à statuer uniquement lorsqu'il est pratiquement certain du sens dans lequel interviendra la décision de la Commission, par exemple lorsque l'accord litigieux est identique à un accord ayant déjà fait l'objet d'une décision négative de la Commission.

D'ailleurs, la compétence pour décider si un accord bénéficie de l'exemption par catégories prévue au règlement n° 67-67, habilite le juge national à statuer indirectement sur l'applicabilité de l'article 85, paragraphe 3 (Rec. 1977, pp. 80-81).

f) Selon Concordia, la *sixième question* des juges du renvoi préjudiciel est due au manque de clarté de l'arrêt Haecht II, du 6 février 1973 (Rec. 1973, 77), qui a opposé la doctrine de la « nullité provisoire » à celle de la « validité provisoire ».

De l'avis de Concordia, les motifs de l'arrêt « Haecht II » qui déclarent qu'une entente sur laquelle la Commission ne s'est pas prononcée « ne peut être mise en œuvre qu'aux risques et périls des parties », signifient qu'une telle entente est provisoirement valable. Au cas où il s'avérerait par

la suite que l'accord est nul, la partie au profit de laquelle il a été exécuté devra, à ses propres frais, rétablir la situation telle qu'elle existait avant l'exécution.

Il résulterait du même arrêt que le juge ne saurait être dispensé de faire droit aux justiciables qui invoqueraient la nullité de plein droit de l'accord litigieux, la notification n'ayant pas automatiquement pour effet d'interdire aux intéressés d'invoquer cette nullité. Toutefois, il appartient au juge d'apprécier s'il y a lieu de suspendre la procédure, dans l'attente d'une décision de la Commission, en d'autres termes de décider si la nullité est immédiatement applicable — ce qui sera l'exception — ou si son application doit être différée, auquel cas l'accord resterait provisoirement valable.

En ce qui concerne le contenu à attribuer à la validité provisoire, Concordia estime qu'en ce qui concerne les ententes « nouvelles », la validité provisoire a pour conséquence que les parties ne peuvent obtenir en justice que des mesures provisoires telles qu'elles sont prévues par le droit national.

g) Sur la *septième question*, Concordia a fait valoir qu'étant donné le libellé de cette question, il serait impossible d'y répondre avec précision. En tout état de cause, l'arrêté royal du 25 septembre 1964 ne saurait être incompatible avec les articles 85, 86 ou 90 du Traité, qui ne viseraient que des actes d'entreprises.

#### B. — Les thèses juridiques du Gouvernement belge

a) En ce qui concerne la *première question*, le Gouvernement belge expose que la plupart des accords de brasserie seraient de faible importance et ne rempliraient pas, par eux-mêmes, les conditions d'application de l'article 85, paragraphe 1:

Pour ce qui est de l'aspect cumulatif des accords de même nature, le Gouvernement belge estime qu'il serait inadmissible, pour des raisons d'équité, qu'une décision d'interdiction intervienne uniquement à l'égard d'un accord antérieur de même nature, qui est en soi compatible avec le marché commun. S'il apparaît, par la suite, que l'ensemble des accords conclus produit des effets contraires à l'article 85, il serait indiqué, soit d'agir à l'encontre des nouveaux accords de même nature, soit de traiter, sinon globalement, tout au moins par groupes, tant les anciens, que les nouveaux accords.

Les « critères complémentaires » à prendre en considération, outre l'effet cumulatif, aux fins de l'appréciation de l'application de l'article 85, paragraphe 1, ne sauraient être indiqués de façon abstraite. Une enquête préalable approfondie est indispensable à cet effet. A cet égard, il y aurait lieu de distinguer entre les caractères intrinsèques et les éléments externes.

Les caractères intrinsèques sont notamment la nationalité ; la renommée ; l'importance et la capacité de production des parties ; la nature, la qualité et la quantité de la bière visée dans l'accord ; le caractère exclusif ou non des clauses relatives à l'approvisionnement ; la fourniture éventuelle d'autres produits, etc.

Les éléments externes à prendre en considération seraient, entre autres, les données concernant la vente au détail ; les accords entre producteurs ; les accords entre grossistes ; la structure des entreprises et leur position sur le marché, etc. (Rec. 1977, p. 72).

b) Sur la *deuxième question*, le Gouvernement belge propose de répondre que l'exemption par catégories prévue par le règlement n° 67-67 est applicable à toutes les conventions d'approvisionnement exclusif conclues dans le secteur de la brasserie entre deux entreprises d'un seul et même État membre, lorsqu'elles sont susceptibles à titre exceptionnel d'affecter le commerce entre États membres et lorsqu'elles remplissent les critères exigés par ledit règlement.

Le Gouvernement estime, par ailleurs, que l'effet cumulatif qui pourrait résulter de l'ensemble des accords de même nature, ne ferait pas obstacle à l'application du règlement n° 67-67 (Rec. 1977, 76).

c) Au sujet de la *troisième question*, le Gouvernement belge estime que les accords du type en litige ne sauraient être considérés comme « concernant l'importation ou l'exportation entre États membres », au sens de l'article 4, paragraphe 2, sous-paragraphe 1, du règlement du Conseil n° 17-62, malgré l'interdiction d'importer qui résulte, de manière implicite, de ces accords. En conséquence, lesdits accords échappent à l'obligation de notification.

En outre, les accords relevant du règlement n° 67-67 n'ont pas besoin d'être notifiés (Rec. 1977, 77).

d) Pour ce qui est de la *quatrième question*, le Gouvernement belge estime que les conventions d'approvisionnement exclusif, relativement peu importantes et ne tombant sous l'interdiction de l'article 85 paragraphe 1 qu'en raison de l'effet cumulatif de toutes les conventions de même nature, peuvent échapper à la nullité sur la base de l'article 85, paragraphe 3. Les accords n'ayant pas un caractère purement national, conclus entre deux entreprises, peuvent également prétendre à l'application du règlement n° 67-67, si les conditions exigées par celui-ci sont remplies.

e) A la *cinquième question*, le Gouvernement belge est d'avis qu'il conviendrait de répondre comme suit :



« Les juridictions nationales ne sont pas autorisées à appliquer l'article 85, paragraphe 3. Pour des raisons de sécurité juridique générale, elles ont l'obligation de suspendre la procédure lorsqu'il s'agit d'apprécier d'anciens accords qui ont été notifiés ; en revanche, en ce qui concerne les nouveaux accords, elles ne sont pas obligées de surseoir à statuer lorsqu'elles peuvent décider avec certitude que les accords, ou bien restent en dehors du champ d'application de l'article 85, ou bien sont incompatibles avec le marché commun. »

f) Selon le gouvernement belge, la réponse à la *sixième question* concernant les accords conclus après l'entrée en vigueur du règlement n° 67-67 et dûment notifiés ou dispensés de notification, aurait été donnée par la Cour dans l'arrêt « Portelange », du 9 juillet 1969 (affaire 10-69, Rec. 1969, 309). D'après l'arrêt susmentionné, ces accords sortent leur plein effet aussi longtemps que la Commission n'aura pas statué à leur égard en vertu de l'article 85 paragraphe 3 du Traité. Ils peuvent être exécutés en recourant à tous les moyens légaux.

L'arrêt « Haecht II » du 6 février 1973 (affaire 48-72, Rec. 1973, 77) n'infirmerait pas ce principe, mais indiquerait seulement que la Commission peut prendre une décision refusant l'exemption et rendant ainsi l'accord en question rétroactivement nul.

g) Au sujet de la *septième question*, le Gouvernement belge souligne que l'arrêté royal du 25 septembre 1964 a interdit d'insérer dans les contrats de brasserie certaines clauses particulièrement restrictives, en vue de protéger les détaillants. L'arrêté ne distingue pas selon la nationalité des parties ou selon l'origine de la bière. Il fixe, en substance, la durée maximale des contrats et le montant maximum des pénalités.

Dans ces conditions, il n'apparaîtrait pas que l'une quelconque des dispositions de l'arrêté soit incompatible avec le traité CEE et notamment avec ses articles 5 et 7 ainsi qu'avec ses dispositions relatives à la libre circulation des marchandises.

#### C. — Les thèses juridiques de la Commission des Communautés européennes

a) Au sujet des « critères complémentaires » d'application de l'article 85, paragraphe 1 du Traité, visés dans la *première question* des juges de renvoi, la Commission estime que ces critères présentent un aspect quantitatif et un aspect qualitatif.

Du point de vue quantitatif, les critères complémentaires suivants pourraient être dégagés :

— Selon toute probabilité, un grand réseau d'accords d'exclusivité, constitué par une brasserie importante, tomberait, par lui-même, sous le coup de l'article 85, paragraphe 1. La probabilité devien-

drait une quasi-certitude lorsqu'il existe, sur un marché déterminé, plusieurs réseaux de grande dimension.

— En revanche, il apparaîtrait raisonnable d'envisager avec plus de bienveillance les petits réseaux créés par des producteurs plus modestes. Lorsque la contribution fournie par une entreprise déterminée à l'effet cumulatif émanant de l'ensemble des accords du même type est minime, cette entreprise échappe à l'interdiction de l'article 85.

La Commission précise, par ailleurs, qu'il ne serait guère indiqué d'appliquer au secteur de la bière les critères énoncés au point II de la communication concernant les accords d'importance mineure (JOCE n° C64 du 2 juin 1970). Ces critères ont trait au volume relatif des produits concernés par l'accord et au chiffre d'affaires réalisé par les entreprises contractantes.

En effet, étant donné qu'en Allemagne, il existerait un très grand nombre de petites brasseries, une telle application aboutirait à ce que, dans cet État membre, une partie fort élevée des contrats de brasserie échapperaient à l'interdiction de l'article 85, bien que, dans leur ensemble, les brasseries en question détiennent une part de marché considérable.

La solution la plus acceptable, selon la Commission, serait de retenir le principe selon lequel — sauf exceptions dans un sens et dans l'autre — un réseau d'approvisionnement exclusif ne relève pas de l'article 85 dès lors qu'il couvre des transactions ne dépassant pas, au total, 100 000 hectolitres de bière.

Sous l'aspect qualitatif, les effets des accords du type litigieux dépendraient de la nature des liens qu'ils établissent : obligation générale de s'approvisionner exclusivement auprès d'un fournisseur ou bien obligation limitée à une quantité minimum ; la durée de l'obligation ; la durée du prêt constituant la contrepartie de l'obligation.

En somme, la Commission propose de répondre à la première question que l'application de l'article 85, paragraphe 1 aux contrats de brasserie dépend de l'importance des réseaux de conventions d'approvisionnement de même nature et de la sévérité des clauses d'exclusivité.

Au cas où une partie substantielle de la demande serait soustraite au libre choix du fournisseur, à cause de l'existence d'un ou de plusieurs réseaux importants de contrats d'exclusivité, certains réseaux d'importance mineure peuvent échapper à l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1. (Rec. 1977, pp. 73-74).

Enfin, il convient d'ajouter que, selon la Commission, l'effet cumulatif des contrats de brasserie doit être apprécié dans le cadre limité du marché

des détaillants du secteur « Horeca » (hôtels, restaurants, cafés), à l'exclusion des épiceries et des grands magasins. En effet, les achats et reventes dudit secteur présentent des caractéristiques particulières par rapport à la consommation domestique. La bière vendue au verre dans le secteur « Horeca » est nettement plus chère que celle destinée à la consommation domestique. Elle s'achète par grandes quantités et sa revente nécessite des installations spéciales et exigerait une certaine qualification professionnelle.

Répondant aux arguments développés par Concordia, dans la procédure orale (voir supra A, a), la Commission a précisé qu'elle ne viserait nullement à éliminer toutes les conventions exclusives d'approvisionnement. Les réseaux des contrats passés par de petites brasseries, comme Concordia, ne tomberaient pas sous le coup de l'article 85. Des problèmes ne se poseraient que pour les grands réseaux. Ceux-ci fausseraient la concurrence de manière sensible et constitueraient un obstacle dirimant à l'interpénétration des marchés, ce qui arriverait notamment lorsque les points de vente restés libres sont éloignés des producteurs étrangers.

b) La Commission estime que la *deuxième question* du renvoi préjudiciel devrait recevoir une réponse négative, l'exemption par catégories du règlement 67-67 n'étant pas applicable aux contrats de brasserie.

A l'appui de sa thèse, la Commission invoque trois arguments.

1° Il ressortirait de l'économie de l'article 1, paragraphe 1, ainsi que du sixième considérant de l'exposé de motifs du règlement n° 67-67, que ce dernier ne vise que des accords contenant une *clause définissant le territoire* auquel les accords sont applicables. L'exigence d'une délimitation territoriale est générale et s'applique indépendamment du point de savoir si l'accord relève de la lettre a), b) ou c) de l'article 1, paragraphe 1.

2° Le règlement 67-67 a pour but de permettre aux entreprises d'apprécier elles-mêmes si les accords qu'elles ont conclus bénéficient ou non de l'exemption par catégories. Or, une telle possibilité d'appréciation n'existerait pas à l'égard d'accords dont l'incompatibilité éventuelle avec l'article 85 résulterait d'éléments extérieurs, inconnus par les parties, telle que l'existence de réseaux d'accords du même type.

3° Les accords de brasserie comporteraient souvent des clauses excessivement strictes et plus restrictives que ne l'exige la réalisation d'objectifs justifiant une exemption par catégories. Celle-ci ne saurait leur être appliquée, bien que l'article 2 du règlement 67-67 ne contienne aucun élément per-

mettant de refuser à ces clauses le bénéfice de l'exemption. (Rec. 1977, pp. 76-77).

Dans son argumentation orale, la Commission a soumis à la Cour les éléments complémentaires suivants :

— La thèse selon laquelle le règlement 67-67 ne concerne que des accords définissant le territoire de leur application serait corroborée par ses articles 1, paragraphe 1, lettre a ; 2 paragraphe 1, lettre b ; 3 et 6. Toutes ces dispositions évoquent « le territoire concédé ».

— La jurisprudence de l'arrêt « Roubaix Watrelos », du 3 février 1976, selon laquelle l'exemption par catégories prévue par le règlement n° 67-67 devrait profiter également aux accords « semblables » conclus entre entreprises du même État membre, ne serait pas applicable aux contrats de brasseries. En effet, ceux-ci ont une nature entièrement différente des contrats passés par des intermédiaires opérant à l'intérieur d'une zone déterminée. (Rec. 1977, pp. 88-89).

c) Selon la Commission, la *troisième question* devrait recevoir une réponse affirmative, à la lumière des arrêts « Bilger », du 18 mars 1970 (affaire 43-69, Rec. 1970, 127) et « Roubaix Watrelos », du 3 février 1976 (affaire 63-75, Rec. 1976, 111).

En effet, considérés isolément, les accords de brasserie relèveraient de toute évidence de la catégorie de conventions définie à l'article 4, paragraphe 2, sous-paragraphe 1, du règlement n° 17-62.

La circonstance que ces accords puissent néanmoins tomber sous le coup de l'article 85, paragraphe 1, en raison de l'effet cumulatif exercé par l'ensemble des réseaux de contrats exclusifs, constituerait pour les opérateurs économiques une base d'appréciation trop imprécise pour qu'il fut justifié de leur imposer de ce fait une obligation de notification (Rec. 1977, 78).

d) Au sujet de la *quatrième question* la Commission estime que seuls les accords s'inscrivant dans le cadre d'un réseau d'importance mineure échapperaient à l'application de l'article 85, paragraphe 1.

Toutefois, à partir du moment où l'ensemble des réseaux existants a abouti à un certain degré de fermeture du marché toutes les aggravations ultérieures de cette situation, même marginales, tomberaient sous le coup de l'interdiction.

A l'intérieur des grands réseaux, il ne serait pas possible d'établir une distinction selon le degré dans lequel chacun des contrats afférents contribue à fermer l'accès au marché. L'idée générale d'un effet cumulatif d'un certain nombre d'exclusivités repose sur une analyse globale à entreprendre. Cet effet réside, pour une partie, dans la puissance industrielle des grandes brasseries. En raison de



cette puissance les réseaux acquièrent individuellement ou collectivement leur importance. L'importance commerciale du contractant et le volume de la distribution lié à chaque contrat, restent à l'arrière-plan.

De même, pour l'application de l'article 85, paragraphe 3, il n'est pas possible d'établir, à l'intérieur d'un réseau déterminé, une distinction fondée sur l'importance quantitative des divers accords qui en font partie.

En conséquence, la Commission propose de répondre comme suit à la quatrième question :

« La validité des conventions... qui, en soi, sont d'importance mineure, est déterminée par la validité du réseau dont elles font partie », (Rec. 1977, pp. 79-80).

e) La prise de position de la Commission sur la *cinquième question* préjudicielle met l'accent sur la *sécurité juridique*.

Selon la Commission, l'exercice de la compétence judiciaire par les tribunaux nationaux devrait viser principalement à réduire au minimum le risque de décisions contradictoires.

Il faudrait que le juge national examine d'abord *la pratique suivie par la Commission*. Cette pratique ne se manifesterait pas seulement dans les décisions, mais également dans les indications fournies ailleurs, par exemple, dans les observations présentées par la Commission dans le cadre des affaires préjudicielles. Dans la mesure où cette pratique n'a pas été contredite par la jurisprudence de la Cour, et où elle offre audit juge une ligne de conduite suffisamment claire, il pourrait trancher l'espèce qui lui est soumise sans surseoir à statuer.

En revanche, un tel *sursis* serait *souhaitable* lorsque le juge se trouve en présence de problèmes d'interprétation ou d'application au sujet desquels, ni la Commission, ni la Cour ne s'est encore prononcée.

L'incertitude pourrait concerner, non seulement l'appréciation matérielle de l'accord, mais encore, l'effet rétroactif que la Commission peut conférer à une exemption, notamment s'il s'agit d'un accord dispensé de notification.

Le risque de décisions contradictoires serait particulièrement grand lorsque la Commission a ouvert une procédure en application de l'article 6 du règlement n° 17-62, en vue de l'application de l'article 85, paragraphe 3. Il arriverait souvent qu'en cours de procédure, des conditions de modification de l'accord soient posées par la Commission et acceptées par les intéressés. Or, il se pourrait que le litige soumis au juge national porte sur des clauses autres que celles qui posent des questions à la Commission.

Le juge national devrait disposer de la faculté de se prononcer négativement sur l'application de l'article 85, paragraphe 3. Dans ce domaine, le risque de décisions contradictoires se trouverait amoindri du fait qu'au cours des dernières années la Commission a rendu un nombre suffisamment grand de décisions refusant l'exemption sollicitée, pour que ledit juge soit en mesure de statuer en connaissance de cause (Rec. 1977, p. 82).

En définitive, la Commission a proposé la réponse suivante :

« Une juridiction nationale appelée à statuer sur « la validité d'une convention d'approvisionnement exclusif conclue entre une entreprise produisant, important ou commercialisant en gros la bière au tonneau peut surseoir à statuer pour des raisons de sécurité juridique, afin de mettre la Commission en mesure d'arrêter une décision ».

« ... une juridiction nationale peut se prononcer soit négativement sur l'applicabilité de l'article 85, paragraphe 3, soit positivement sur la probabilité d'une application rétroactive ultérieure, par la Commission, de cette disposition au cas visé. » (Rec. 1977, p. 83).

Au cours de la procédure orale la Commission a encore précisé son point de vue en déclarant que, lorsqu'à la lumière de la pratique et de la jurisprudence communautaire, il n'existe pas de doute raisonnable qu'un accord déterminé est susceptible de bénéficier d'une exemption, au titre de l'article 85, paragraphe 3, le juge national a la faculté de rejeter l'exception de nullité soulevée par une partie. Du fait de ce rejet, l'accord deviendrait obligatoire entre les parties. Il pourrait alors également être opposé au tiers. Le juge national devrait cependant procéder avec la plus grande prudence, étant donné, notamment, que l'applicabilité de l'article 85, paragraphe 3, dépendrait de l'appréciation de faits économiques complexes (Rec. 1977, p. 89).

f) En ce qui concerne la *sixième question*, une différence significative peut être relevée entre les observations écrites de la Commission et son argumentation orale. Dans ses observations écrites, la Commission a manifestement mal interprété le sens des mots « nouvelle convention » figurant dans le libellé des questions de la Cour de Gand. En effet, la Commission a cru que ces mots désignaient les nouveaux accords de brasserie s'ajoutant à un réseau existant. Or il résulterait assez clairement du contexte de la question que celle-ci visait les accords conclus après l'entrée en vigueur du règlement du Conseil n° 17-62, que la Cour européenne désigne comme « nouveaux accords ».

Rectifiant son interprétation dans l'argumentation orale, la Commission a restitué à la question

sa signification exacte. Toutefois, la réponse qu'elle propose à donner aux juges du renvoi manque de clarté et de cohérence.

En effet, d'un côté, la Commission estime que « *les entreprises ne courent guère de risque lorsqu'elles exécutent un accord dont elles peuvent escompter, à la lumière de la pratique communautaire, qu'il est susceptible de faire l'objet d'une décision d'exemption* ».

Mais, d'autre part, la Commission paraît adopter la doctrine de la nullité provisoire des nouveaux accords notifiés :

« ... lorsque le juge national décide de surseoir à statuer, l'accord continue à devoir être considéré comme nul. Dès lors, ce juge ne saurait à la fois surseoir à statuer et prendre des mesures tendant à faire bénéficier l'accord d'une validité provisoire (Rec. 1977, 90). »

En ce qui concerne la septième question, la Commission est d'avis que l'arrêté royal du 25 septembre 1964 ne compromet pas l'application uniforme de l'article 85. Toutefois, les interdictions édictées par cet arrêté ne réduisent pas l'effet négatif que les réseaux belges d'exclusivité exerceraient sur la concurrence.

#### D. — Les conclusions de l'avocat général M. Henri Mayras

Dans ses conclusions, l'avocat général ne s'est pas astreint à indiquer une réponse précise pour chacune des sept questions préjudicielles. Globalisant ses conclusions, il a invité la Cour à dire pour droit que :

1° Un contrat de brasserie postérieur au 13 mars 1962, dispensé de notification et n'ayant pas été notifié, qui n'a pas fait l'objet de l'engagement d'une procédure par la Commission, pourrait être, de façon générale, nocif pour le marché commun, mais les indications qui existent à cet égard ne sont pas décisives.

2° Si la nullité d'un tel accord est invoquée, à titre incident, devant un juge national, celui-ci est tenu de statuer et de constater, soit que l'accord n'entre manifestement pas dans le champ d'application de l'article 85, paragraphe 1, soit que son incompatibilité avec cette disposition ne fait pas de doute.

3° A cet effet, il devra rechercher si, par-delà, l'accord en question, il n'existe pas une ou des pratiques concertées entre certains producteurs et certains distributeurs, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet ou pour effet, d'empêcher, de restreindre ou de fausser la concurrence à l'intérieur du marché commun.

4° Si le juge constate que ces pratiques ne sont manifestement pas susceptibles d'avoir cet effet,

cet accord est pleinement valide, sous réserve de l'application ultérieure par la Commission de l'article 6 du règlement n° 17-62 concernant l'exemption prévue par l'article 85, paragraphe 3.

5° S'il constate que l'incompatibilité de ces pratiques ou de cet accord avec l'article 85, paragraphe 1 ne fait pas de doute, cet accord est nul à partir du jour de sa conclusion, sous la même réserve.

En ce qui concerne la septième question préjudicielle relative à la compatibilité avec le droit communautaire de l'arrêté royal belge du 25 septembre 1964, l'avocat général estime que la Cour européenne n'est pas compétente pour répondre, car il s'agit de se prononcer sur les mérites de la réglementation belge. La seule voie ouverte à cet égard serait le recours en manquement de l'article 169.

4. *Les motifs de l'arrêt.* Dans ses attendus, la Cour européenne commence par déclarer qu'il convenait de traiter d'abord la deuxième question de la juridiction nationale (motif 3), qu'elle examine en profondeur, pour conclure ensuite, qu'il n'y avait pas lieu de répondre aux autres questions soulevées par cette juridiction (motif 39).

En ce qui concerne la deuxième question, elle doit être comprise comme tendant à savoir si, à supposer que des accords tels que celui d'espèce tombent sous le coup de l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, en raison de l'effet cumulatif de l'ensemble des accords similaires, ils bénéficient de l'exemption par catégories édictée par le règlement n° 67-67 (motif 8).

En ce qui concerne l'application de ce règlement, la Cour commence par rejeter la thèse de la Commission selon laquelle la disposition de l'article 1, paragraphe 1 du règlement 67-67 — dans la rédaction qu'elle a reçue en vertu du règlement n° 2591 de la Commission du 8 décembre 1972 (JOCE n° L276, p. 15) — ne s'appliquerait pas aux accords qui ne définissent pas la partie du territoire du marché commun à l'intérieur de laquelle la revente des produits concernés doit avoir lieu (motifs 9 et 10).

La présence d'une clause territoriale dans l'accord est exigée aux fins de l'application de la lettre a) de l'article 1, paragraphe 1 du règlement n° 67-67, relative aux accords de livraison exclusive, auxquels la délimitation du territoire d'application est inhérente (motif 11).

En revanche, pour ce qui est des accords d'approvisionnement exclusif, la délimitation de la zone d'application sera, en règle générale superflue, notamment lorsqu'il s'agit de contrat de brasserie, puisqu'il va de soi que le cafetier n'écoulera que





dans son établissement les boissons faisant l'objet du contrat (motif 12). Dès lors, les accords dont il s'agit remplissent les conditions énoncées à l'article 1, paragraphe 1, lettre b) du règlement n° 67-67 (motif 13).

Cependant, en vertu du paragraphe 2 du même article, le paragraphe 1 n'est pas applicable aux accords auxquels ne participent que des entreprises d'un même État membre et qui concernent la revente de produits à l'intérieur de cet État (motif 14). Il y a donc lieu de rechercher si des accords tels que ceux en cause bénéficient néanmoins de l'exemption collective, dans la mesure où ils relèveraient de l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1 du Traité (motif 15).

Dans l'arrêt Roubaix-Wattrelos, invoqué par la juridiction nationale, la Cour a considéré que la portée dudit deuxième paragraphe « est d'exclure du champ d'application de l'article 85, paragraphe 1, et, par voie de conséquence du règlement n° 67-67, les accords d'exclusivité ayant un caractère purement national et non susceptibles d'affecter de façon sensible le commerce entre États membres », mais que, par contre, il « n'a pas pour objet d'exclure du bénéfice de l'exemption par catégorie des accords qui, quoique passés entre deux entreprises d'un même État membre, sont néanmoins, à titre exceptionnel, susceptibles d'affecter de façon sensible le commerce entre États membres mais qui, pour le surplus, remplissent les conditions prévues à l'article 1 du règlement n° 67-67 (motif 16).

Si le deuxième paragraphe de l'article 1 du règlement exclut les accords purement nationaux de l'exemption collective, cela s'explique du fait qu'il les considère, en règle générale, à tel point anodins en ce qui concerne leur effet sur les échanges entre États membres qu'ils n'ont pas besoin d'être exemptés d'une interdiction qui ne les frappera qu'exceptionnellement (motif 18).

Dès lors, l'article 1, paragraphe 2 du règlement n° 62-62 doit être interprété en ce sens que de tels accords bénéficient de l'exemption lorsqu'ils relèvent, à titre exceptionnel, de l'interdiction énoncée à l'article 85, paragraphe 1 du Traité, seule cette interprétation permettant d'éviter la conséquence absurde que de tels accords purement nationaux, d'un type déterminé, seraient traités de manière moins favorable que des accords plurinationaux du même type, alors que normalement, ces derniers apparaissent davantage susceptible de compromettre le fonctionnement du marché commun (motif 19).

L'interprétation ci-dessus indiquée s'impose, non seulement au regard des accords de livraison exclusive, mais également au regard des accords d'approvisionnement exclusif (motif 20).

Les considérations qui précèdent suggèrent une réponse affirmative à la question soulevée par la

juridiction nationale. Il convient cependant de rechercher si une telle réponse ne se heurterait pas à certaines objections soulevées en cours de procédure (motif 24).

a) Il a été allégué que la solution consistant à affirmer l'applicabilité du règlement n° 67-67 aux accords en cause serait incompatible avec la jurisprudence de la Cour selon laquelle les conventions de livraison ou d'approvisionnement exclusifs, tout en ne tombant pas, prises isolément, sous l'interdiction de l'article 85, n'en peuvent pas moins relever de celle-ci dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'un certain nombre d'accords similaires qui, dans leur ensemble, sont susceptibles d'affecter de manière sensible le commerce entre États membres et le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun (motif 25).

La Cour réplique que les éléments de jurisprudence ainsi visés ne concernaient que la question de savoir si, et le cas échéant dans quelles conditions, les accords susmentionnés sont interdits en vertu de l'article 85, paragraphe 1, mais non la question de savoir dans quelles conditions, en ce cas ils bénéficient, ou peuvent bénéficier, d'une exemption collective ou individuelle, au titre du troisième paragraphe du même article (motif 26).

Le seul arrêt de la Cour ayant traité un problème voisin à celui à trancher en l'espèce, à savoir l'arrêt Roubaix-Wattrelos, est à l'appui d'une réponse affirmative à la question de la juridiction nationale (motif 27).

L'on ne saurait affirmer qu'il serait contraire à l'esprit et aux objectifs du règlement n° 67-67 d'affirmer l'applicabilité de celui-ci à des accords qui ne relèvent de l'interdiction de l'article 85 qu'en raison de l'effet cumulatif résultant de l'existence d'un ou de plusieurs réseaux d'accords similaires (motif 28).

Bien au contraire, cette thèse outre qu'elle ne trouve aucun appui dans le texte du règlement, aboutirait à priver celui-ci, dans une large mesure, de son objet, étant donné qu'il vise précisément des catégories d'accords s'inscrivant fréquemment dans le cadre de tels réseaux (motif 29).

La manière de voir de la Cour est confirmée par la considération que le règlement n° 67-67 tend à promouvoir la sécurité juridique en faveur des justiciables... en matière de concurrence (motif 30).

En effet, il y a tout intérêt à prévoir une exemption collective en faveur d'accords qui ne rentrent dans le champ d'application de l'article 85 que du fait de l'effet cumulatif exercé par l'existence d'un ou de plusieurs réseaux d'accords similaires, donc d'éléments externes à l'accord en question, échappant dès lors normalement à la connaissance exacte des parties contractantes et dont l'appréciation



exige un examen de faits à tel point nombreux et complexes qu'elle peut placer les juridictions nationales devant des difficultés extrêmement grandes (motif 31).

Si la Commission devait estimer que l'*effet cumulatif* de l'ensemble des accords dont il s'agit est à tel point restrictif qu'une exemption collective n'apparaît justifiée, elle aurait la faculté et l'obligation de faire usage des pouvoirs que lui confère l'article 7 du règlement n° 19/65..., en retirant le bénéfice de l'application de ce règlement et en prenant une décision, conformément aux articles 6 et 8 du règlement n° 17-62, sans que la notification visée à l'article 4, paragraphe 1 dudit règlement soit requise (motif 32).

b) Enfin, l'applicabilité du règlement n° 67-67 aux accords en cause ne saurait être contestable au motif que ceux-ci, relevant de l'article 4, paragraphe 2, sous-paragraphe 1, du règlement n° 17-62, seraient dispensés de notification alors que le règlement n° 67-67 ne contiendrait aucune disposition réglant le sort d'accords faisant l'objet d'une telle dispense (motif 34).

En effet, il serait déraisonnable de ne pas faire bénéficier de l'exemption collective des accords non soumis à l'obligation de notification — et, par tant, jugés, en règle générale, moins nocifs au fonctionnement du marché commun — lorsque ces accords tombent sous le coup de l'interdiction de l'article 85 du traité tout en remplissant les conditions d'application du règlement n° 67-67 (motif 35).

Les motifs ci-dessus énoncés conduisent à admettre que « des accords tels que définis par la juridiction nationale sont valides du fait, soit d'échapper à l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, du traité, soit de bénéficier de l'exemption collective édictée par le règlement n° 67-67 (motif 38).

Étant arrivée à cette conclusion, la Cour estime que « dans ces conditions, il n'y a pas lieu de répondre aux autres questions soulevées par cette juridiction ».

5. *Le dispositif.* Statuant sur les questions à elle soumises par la Cour d'appel de Gand, la Cour européenne a dit pour droit :

« Les accords auxquels ne participent que deux entreprises ressortissant d'un seul État membre, dans lesquels l'une s'engage vis-à-vis de l'autre, à n'acheter certains produits qu'à celle-ci dans le but de la revente, et qui ne présentent pas les caractéristiques énoncées à l'article 3 du règlement n° 67-67 de la Commission, relèvent de l'exemption par catégorie édictée par ce dernier, pour autant qu'à défaut d'exemption, ils tomberaient sous le coup de l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, du traité CEE.

6. *Observations sur l'arrêt du 1<sup>er</sup> février 1977.* La réponse donnée par la Cour de Luxembourg à la deuxième question préjudicielle posée par les juges de Gand nous semble devoir être pleinement approuvée, car elle est juridiquement correcte et apporte aux opérateurs économiques la sécurité requise pour le déroulement normal de leurs affaires.

On doit toutefois regretter que la Cour européenne ait éludé la réponse aux six autres questions des juges du renvoi.

Ce qui est plus grave, elle n'a même pas indiqué les motifs pour lesquels elle estimait qu'il n'y avait pas lieu de répondre aux autres questions soulevées par ces juges.

En procédant ainsi, la Cour européenne a renié sa propre jurisprudence.

Dans son arrêt du 7 mai 1969 (affaire 28-69, Caisse régionale de sécurité sociale du nord de la France c. Achille Torrekens), la Cour a statué que :

« ... les considérations qui ont pu guider la juridiction nationale dans le choix des questions soulevées, ainsi que la pertinence qu'elle entend leur attribuer dans le cadre du litige soumis à son jugement, restent soustraites à l'appréciation de la Cour » (Rec. 1969, p. 134, motif 7).

Dans l'arrêt du 14 décembre 1971 (affaire 43-71, Politi S.A.S. c. Ministère des finances de la République italienne (Rec. 1971, p. 1048), la Cour déclare :

« attendu cependant, que l'article 177 du traité ne permet pas à la Cour d'apprécier l'intérêt actuel, dans le cadre de la procédure devant le juge national, de la question posée, même en présence de modifications du droit interne concernant l'espèce (motif 3).

« attendu qu'il suffit de constater que le président du Tribunal de Turin exerce une fonction juridictionnelle au sens de l'article 177 et qu'une interprétation du droit communautaire a été, par lui, estimée nécessaire pour rendre sa décision, sans qu'il y ait lieu pour la Cour de considérer le stade de la procédure où la question a été posée (motif 5).

Il résulte des arrêts précités que, selon sa jurisprudence antérieure, il n'appartient à la Cour de justice des Communautés européennes, ni de censurer le choix des questions préjudicielles soulevées par la juridiction nationale, ni d'apprécier la pertinence ou l'intérêt actuel de ces questions pour le litige en instance devant les juges du renvoi.

Dans l'affaire faisant l'objet de l'arrêt du 1<sup>er</sup> février 1977, les questions d'interprétation soulevées par la Cour d'appel de Gand étaient manifestement pertinentes et témoignaient d'une remarquable



connaissance du droit communautaire de la concurrence et de la jurisprudence.

Ajoutons que, dans leurs observations écrites et leur argumentation orale, ni la Commission des Communautés européennes, ni le Gouvernement belge ou la brasserie Concordia, n'ont, à aucun moment, contesté la pertinence ou l'utilité des sept questions préjudicielles formulées par la juridiction nationale.

Dans ces conditions on est tenté de voir un véritable déni de justice dans le refus injustifié de répondre à six de ces questions.

III. L'ARRÊT DU 9 MARS 1977  
(AFFAIRES JOINTES 41, 43 ET 44-73)  
SOCIÉTÉ ANONYME GÉNÉRALE SUCRIÈRE  
ET AUTRES c. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS  
EUROPÉENNES ET AUTRES  
(Rec., 1977, 445)

7. *Les faits.* L'arrêt du 9 mars 1977 a été rendu par la Cour sur un recours en interprétation de son précédent arrêt du 16 décembre 1975 (Rec. 1975 p. 1663) (1).

Il convient de rappeler qu'aux termes d'une décision du 2 janvier 1973, la Commission avait constaté des infractions aux articles 85 et 86 du Traité CEE, dans le chef d'un certain nombre d'entreprises sucrières, et avait infligé des amendes à ces entreprises.

Les entreprises sanctionnées ont intenté des recours contre la décision de la Commission du 2 janvier 1973.

Ces recours ont été tranchés par arrêt de la Cour du 16 décembre 1975, aux termes duquel les amendes prononcées contre plusieurs des requérantes ont été annulées, tandis que celles infligées à trois autres entreprises ont été réduites, et notamment :

- pour *Générale Sucrière* (affaire 41-73) à 80 000 unités de compte (444 355,20 francs français) ;
- pour *Say* (affaire 43-73) à 80 000 unités de compte (444 355,20 francs français) ;
- pour *Béghin* (affaire 44-73) à 100 000 unités de compte (555 419 francs français).

Les sociétés *Say* et *Béghin* ont ultérieurement fusionné et constituent désormais la Société *Béghin-Say* (Rec. 1977, p. 448).

Dans chaque cas, la Cour a exprimé l'amende réduite en unités de compte et, entre parenthèses, dans la monnaie nationale de l'Etat membre dans

lequel la requérante concernée avait son siège. Ce faisant, la Cour a appliqué le *taux de change* prévu par les articles 10 et 27 du Règlement financier du Conseil, du 25 avril 1973, applicable au budget général des Communautés européennes, c'est-à-dire le *taux de conversion* calculé sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans une unité de compte (0,88867088 gramme) et le poids d'or fin correspondant à la parité de chacune des monnaies nationales, telle qu'elle a été déclarée au Fonds monétaire international.

Les requérantes ont interprété l'arrêt de la Cour en ce sens que le montant de leurs amendes avait été fixé en unités de compte et que ce montant pouvait être payé dans la monnaie de n'importe quel Etat membre, convertie au taux fixé par le Règlement financier.

Comme la *lire italienne* était à l'époque la monnaie communautaire la plus faible, toutes les requérantes, (à l'exception d'une seule), ont choisi de payer leurs amendes en liras, converties au taux prescrit par le Règlement financier.

Générale sucrière a versé à la Commission, le 6 février 1976, la somme de 50 000 000 liras italiennes, tandis que Béghin-Say a versé 62 500 000 liras italiennes, au titre des amendes infligées respectivement aux anciennes sociétés *Say* et *Béghin*.

La Commission a fait savoir auxdites sociétés que leurs paiements n'auraient pas pleine valeur libératoire. Elle ne s'opposait pas à ce que les intéressés s'acquittent de leurs dettes dans la monnaie de n'importe quel Etat membre ; toutefois, l'ampleur de la dette serait déterminée par le montant en monnaie nationale indiqué dans l'arrêt. Dès lors, si les sociétés désiraient payer en liras, elles auraient dû verser le montant correspondant, selon le taux de change applicable au jour du versement. En conséquence, Générale sucrière et Béghin-Say seraient encore redevables, respectivement, de 144 510,20 et de 153 210,20 francs français.

Les sociétés susmentionnées ont contesté le point de vue de la Commission. Selon elles, l'ampleur de leur dette est déterminée par les montants fixés par la Cour en UC, les sommes exprimées en monnaie nationale n'ayant qu'une valeur indicative. Il résulterait des dispositions combinées des articles 10 et 27 du Règlement financier du Conseil, du 25 avril 1973, « applicable au budget général des Communautés européennes » (JOCE n° L 116, p. 1), d'une part que la valeur de l'unité de compte est égale à 0,88867088 gramme d'or fin et, d'autre part, que la conversion de l'UC dans les monnaies nationales doit se faire sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans l'UC et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune de ces monnaies, tel qu'il a été déclaré au Fonds monétaire

(1) Voir sur cette affaire et sur l'arrêt du 16 décembre 1975 « L.F. Jurisprudence », n° 104, p. 122 et n° 121, p. 136.

international. Ainsi calculée, l'UC correspondrait à 625 livres italiennes ; les sociétés se seraient donc entièrement acquittées de leurs dettes.

L'échange de vues entre les sociétés et la Commission n'ayant pas abouti à un accord, Générale sucrière et Béghin-Say ont introduit un recours en interprétation de l'arrêt de 1973.

8. *La procédure.* Selon l'article 102 du Règlement de procédure de la Cour, toutes les parties en cause à l'arrêt litigieux ont été mises en mesure de présenter des observations écrites. De telles observations ont été produites par six entreprises, autres que les requérantes, et par la Commission. Au cours de la procédure écrite, Générale sucrière et Béghin-Say ont développé les moyens et arguments à l'appui de leur conclusion. Lors de la procédure orale, qui a eu lieu le 14 décembre 1976, les demanderesses en recours et deux autres entreprises ont apporté certains éléments complémentaires. L'avocat général, M. Jean-Pierre Warner a présenté ses conclusions à l'audience du 15 février 1977.

Comme les motifs de l'arrêt sont amples et explicites, il ne paraît pas indispensable de reproduire les détails de l'argumentation des parties. Par contre, il n'est pas inutile de résumer les thèses juridiques développées par la Commission.

9. *Les thèses juridiques de la Commission.* Dans ses observations écrites, la Commission signale que toutes les entreprises auxquelles l'arrêt litigieux a infligé des amendes (à l'exception de Südzucker-Verkauf GmbH) ont payé ces amendes en livres italiennes, en se basant sur la valeur d'une UC égale à 625 livres. A l'époque des paiements, la valeur de la lire italienne sur le marché des devises était, en moyenne, inférieure de 40 % à la valeur de cette monnaie telle qu'elle découlait des parités déclarées au FMI. En payant dans cette monnaie, les entreprises auraient fait un gain allant de 33 % pour le franc français, à 43 % pour le Deutsche Mark.

La Commission a décrit ensuite la pratique qu'elle a suivie quant au mode de fixation des amendes.

Au début la Commission s'est bornée à fixer les amendes en UC. Dans un cas où elle a dû tenter la procédure d'exécution forcée, il s'est avéré que le titre n'était pas exécutoire, le droit national en question ne permettant pas d'exécuter un titre exprimé en UC.

Cette expérience a amené la Commission, depuis 1972, à ne pas se contenter d'exprimer les amendes en UC, mais à les convertir, en même temps, dans la monnaie nationale de l'entreprise en cause, sur la base de la parité de cette monnaie telle que déclarée au FMI. Dans le cas où il s'agissait

d'une entreprise établie à l'intérieur de la Communauté, la Commission a exprimé le montant de l'amende dans la monnaie nationale du siège principal de celle-ci. Dans les autres cas, elle a choisi la monnaie du pays membre où l'entreprise était représentée par une filiale et, s'il y en avait plusieurs, par la plus importante, ou bien elle a choisi la monnaie du pays où l'entreprise possédait des avoirs pouvant faire l'objet d'une exécution forcée.

La Cour européenne a suivi la pratique de la Commission. Dans l'arrêt *Istituto Chemioterapico Italiano et Commercial Solvents Corporation c. Commission des CE* (affaires jointes 6 et 7-73, Rec. 1974, p. 223) elle a fixé l'amende infligée aux requérantes à « 100 000 unités de compte, soit 62 500 000 livres ». La conversion de UC en livres a été faite conformément à l'article 17 du Règlement financier du 30 juin 1968, en vigueur à l'époque.

Dans des arrêts concernant des domaines du droit communautaire, autres que la concurrence, la Cour européenne a statué que l'UC « n'est qu'un *expédient comptable* » et que les dettes des entreprises, « même si elles étaient calculées sous forme d'UC, ne s'établissent en fait qu'en monnaie nationale » (Voir, par exemple, l'arrêt du 13 juillet 1965, *Mannesmann AG contre Haute Autorité de la CECA*, affaire 37-64, Rec. 1965, p. 893, notamment pp. 911-912).

Quant au fond, la Commission estime qu'il y aurait lieu de prendre en considération les articles 207 et 209 du Traité CEE et le Règlement financier du 25 avril 1973. En vertu de ces textes, l'obligation des Etats membres de verser leurs contributions dans leur monnaie nationale avait pour but de réduire au minimum les transferts d'avoirs d'un Etat à l'autre.

En ce qui concerne le renvoi fait par l'article 18 du Règlement n° 17-62 au Règlement financier, il viserait, d'une part, la *définition de l'UC et sa valeur intrinsèque et théorique* exprimée en poids d'or fin et, d'autre part, la *règle de conversion* en monnaie nationale qui détermine la *valeur extérieure réelle* de l'UC. Or l'unité de compte ne serait pas une unité monétaire, mais une simple expression comptable. La définition d'une UC qui ne serait pas accompagnée d'un système de conversion n'aurait aucun sens. Le système de conversion devrait déterminer quelle est la monnaie dans laquelle doit se convertir un montant exprimé en UC. A ce sujet le Règlement financier est explicite pour ce qui concerne les contributions des Etats membres. Il garde le silence pour ce qui est des autres ressources exprimées en UC.

L'article 18 du Règlement 17-62 aurait assimilé les amendes et astreintes aux contributions des Etats. Ces amendes et astreintes devraient donc nécessairement être converties en monnaie natio-



nale. Les entreprises auxquelles des amendes ont été infligées en vertu d'une décision de la Commission ou d'un arrêt de la Cour n'ont pas le libre choix de la monnaie dans laquelle les UC doivent être converties. Celle-ci est, comme pour les contributions, la monnaie nationale du débiteur.

Si la Commission a adopté une attitude libérale quant au choix de la monnaie de paiement, la liberté laissée, à cet égard, aux entreprises ne porte pas atteinte à la règle de conversion qui fixe le montant réel de la dette.

Au cours de la procédure orale, la Commission a développé les arguments nouveaux suivants.

Pour qu'il y ait titre exécutoire, la Cour devait convertir les amendes en monnaie nationale. Cette conversion aurait une nature non pas indicative, mais impérative.

L'article 15 du Règlement n° 17-62 se bornerait à établir les limites à l'intérieur desquelles l'amende pouvait être fixée. Ce faisant, il s'est référé également au chiffre d'affaires de l'entreprise concernée, exprimé nécessairement en monnaie nationale. Or, il serait impossible d'appliquer à plusieurs entreprises participant à une infraction, les critères de gravité et de durée des infractions sans tenir compte du chiffre d'affaires des entreprises concernées. La Commission aurait toujours établi les amendes en fonction des chiffres d'affaires. Cela implique que les montants des amendes doivent être fixés également en monnaie nationale.

En outre, l'UC ne constituerait qu'une *valeur de référence* à laquelle la *conversion en monnaie nationale* serait inhérente.

L'UC n'a pas le caractère d'une monnaie de compte. Elle n'est qu'une *expression comptable* nécessitant la conversion pour pouvoir avoir un sens concret.

La thèse de la Commission serait confirmée par les règles appliquées dans d'autres secteurs du droit communautaire, tels que l'administration du FEOGA ou la perception des droits de douane en vertu du Tarif douanier commun. Dans aucun de ces cas, le débiteur ne serait libre de choisir la monnaie de paiement.

Si, en l'espèce, la Commission a accepté des paiements dans une monnaie nationale autre que celles dans lesquelles les amendes avaient été respectivement fixées, elle n'aurait pas agi en vertu d'une règle qui la lierait, mais dans le souci de permettre aux entreprises de prendre les mesures qui convenaient le mieux à leur trésorerie.

Parmi les objections formulées contre les thèses et arguments de la Commission, les deux suivantes méritent d'être particulièrement mentionnées.

La société Pfeifer et Langen a fait observer que la disposition de l'article 207 du Traité, en vertu

de laquelle la contribution financière des Etats membres est payable dans leur monnaie nationale serait dépourvue de sens si, à défaut de cette disposition, le débiteur n'avait pas la possibilité de s'acquitter de sa dette dans n'importe quelle monnaie nationale.

La Raffinerie tirelemontoise a relevé que la Commission ne saurait tirer argument du fait que l'article 15 du Règlement n° 17-62 se référerait également au chiffre d'affaires. Cet argument serait dépourvu de pertinence pour la détermination de la monnaie de paiement dans le cas des entreprises réalisant leur chiffre d'affaires dans plusieurs Etats membres.

10. *Les motifs de l'arrêt.* L'arrêt du 9 mars 1977 précise qu'aux fins d'établir la parité entre chaque montant exprimé en unités de compte et le montant correspondant en monnaie nationale, la Cour, dans son arrêt litigieux du 16 décembre 1975 — comme la Commission dans sa décision — a tenu compte de l'article 18 du Règlement n° 17-62, selon lequel, l'UC visée à l'article 15 dudit règlement est celle retenue pour l'établissement du budget de la Communauté (motif 4).

Or, selon les articles 10 paragraphe 1 et 27 du Règlement financier du Conseil, du 25 avril 1973, la valeur de l'UC est égale à 0,88867088 gramme d'or fin et les contributions financières des Etats membres sont *exprimées en UC et converties dans les monnaies nationales respectives* sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans l'UC et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune de ces monnaies, tel qu'il a été déclaré au Fonds monétaire international. La Cour déclare avoir appliqué ces dispositions dans son arrêt du 16 décembre 1975 (motif 5).

L'article 15 paragraphe 2 du Règlement n° 17-62 interdit à la Commission, et le cas échéant à la Cour, d'infliger aux entreprises des amendes dont le montant sortirait du cadre tracé dans l'article susmentionné (motifs 9 et 10).

Cependant, rien dans le libellé de l'article 15 du Règlement n° 17-62 ne permet de conclure que la Commission et la Cour seraient obligées d'exprimer le montant d'une amende en UC ou par référence à un montant chiffré en UC (motif 12).

Une telle conclusion se heurte d'ailleurs au fait que l'article 15, en vue de fixer le montant maximal des amendes, se réfère non seulement à un montant spécifié en UC, mais également à un montant à calculer à partir du chiffre d'affaires de l'entreprise concernée, valeur ne pouvant s'exprimer qu'en une monnaie nationale (motif 13).

Il convient, en outre, de tenir compte des dispositions des articles 187 et 192 du Traité, en vertu desquelles les décisions de la Commission et de

la Cour comportant à la charge de personnes, autres que les Etats, une obligation financière, forment titre exécutoire, l'exécution forcée éventuelle étant régie par les règles de procédure de l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu (motif 14).

Ainsi, l'UC n'étant pas une monnaie de paiement, la Commission et la Cour sont nécessairement amenées à déterminer le montant de l'amende en monnaie nationale (motif 15).

Les considérations qui précèdent ne sont pas infirmées par la circonstance que le choix de la monnaie nationale appropriée pourrait soulever des difficultés dans le cas d'entreprises dont l'activité économique et financière se répartit sur plusieurs Etats membres ou d'entreprises établies dans des pays tiers (motif 16).

Dans ces conditions, l'arrêt du 16 décembre 1975 doit être compris en ce sens que l'étendue des dettes respectives des demanderesse est déterminée par les montants exprimés en francs français, les montants en UC n'ayant été indiqués qu'en vue de permettre le contrôle du respect du cadre à l'intérieur duquel les amendes devaient se situer (motif 17). L'ordre dans lequel l'arrêt a chaque fois indiqué les deux montants en question et la façon dont il les a juxtaposés n'ont pas d'importance décisive (motif 16). Dès lors, la Commission pouvait et peut exiger que les demanderesse s'acquittent de leurs dettes en francs français (motif 19).

Toutefois, aucun texte n'interdit à la Commission d'accepter des paiements dans une autre monnaie nationale de la Communauté (motif 20). Quant au taux à appliquer en ce cas aux fins de la conversion de l'une de ces monnaies dans l'autre, les demanderesse ne sauraient tirer argument du fait que l'article 18 du Règlement n° 17-62 renvoie aux dispositions applicables au budget de la Communauté (motif 21).

En effet, les parités entre les différentes monnaies nationales telles qu'elles ont été retenues par ces dispositions ne correspondant plus, dans la plupart des cas, aux réalités du marché, on ne saurait admettre qu'elles s'appliquent, par analogie, à des hypothèses qui, comme celle de l'espèce, ne sont pas expressément réglées par aucun texte (motif 22).

Si la Commission est habilitée à accepter des paiements dans une monnaie nationale de la Communauté, autre que celle dans laquelle la dette a été établie, il n'en reste pas moins quelle est tenue de veiller à ce que la valeur effective des versements effectués dans une autre monnaie corresponde à celle du montant en monnaie nationale fixé dans l'arrêt de la Cour (motif 23). Dès lors, la conversion entre les deux monnaies nationales en cause doit se faire au taux de change libre applicable le jour du paiement (motif 24).

Les demanderesse contestent cette solution, au motif qu'elle conduirait à des discriminations au profit d'entreprises établies dans des pays à monnaie dite faible (motif 25), mais leur argumentation repose sur la prémisse erronée selon laquelle la Commission et la Cour seraient tenues de déterminer l'amende en UC.

Les attendus 28 à 33 de l'arrêt ne présentant qu'un intérêt d'espèce ou concernant les dépens, il ne paraît pas utile de les évoquer.

11. *Le dispositif.* Pour les motifs ci-dessus énoncés, le dispositif de l'arrêt du 9 mars 1977 « déclare et arrête » :

« 1) Le point 3, lettre b, du dispositif de l'arrêt de la Cour du 16 décembre 1975, rendu dans les affaires jointes 40-73, etc. (Suiker Unie e.a./Commission Recueil 1975, p. 2030 et 2031 est interprété en ce sens que :

« a) l'étendue des dettes résultant des amendes retenues respectivement à l'égard de chacune des entreprises concernées aux termes de ladite lettre b, est déterminée par le montant fixé dans la monnaie nationale de chaque entreprise, donc, en ce qui concerne les demanderesse, en francs français ;

« b) toutefois, la Commission, sans y être obligée, est habilitée à accepter de la part de chacune des dites entreprises, le paiement dans une monnaie nationale de la Communauté autre que celle résultant du point a) ci-dessus, la conversion d'une de ces monnaies dans l'autre devant se faire selon le taux de change libre applicable à la date du paiement ;

« Chacune des sociétés Générale sucrière, Beghin-Say, Centrale Suiker Maatschappij, Raffinerie tirlémontoise, Sucres et Denrées, Süddeutsche Zucker AG, Südzucker-Verkauf GmbH et Pfeifer et Langen supportera ses propres dépens et un huitième des dépens de la Commission. »

12. *Observations critiques sur l'arrêt du 9 mars 1977.* L'analyse des motifs et du dispositif de l'arrêt ici examiné, semble révéler l'existence de trois catégories de thèses et dispositions, à savoir : a) thèses juridiquement correctes, b) affirmations dont la justesse est douteuse et c) dispositions qui dépassent la compétence de la Cour et empiètent sur celle de la Commission. Les trois groupes d'énoncés seront examinés ci-après.

#### A. — Thèses juridiquement correctes

1° Il est exact que le libellé de l'article 15 du Règlement n° 17-62 ne permet pas de conclure que la Commission et la Cour seraient obligées d'ex-



primer le montant des amendes en unités de compte ou par référence à un montant chiffré en UC (motif 12). L'article 15 susmentionné utilise le concept de l'unité de compte uniquement pour la fixation du minimum et du maximum des amendes.

2° Le même article 15 prévoit expressément la possibilité de fixer les amendes directement en monnaie nationale, sans passer par l'intermédiaire de l'unité de compte. En effet ledit article permet de fixer les amendes à un montant à calculer à partir du chiffre d'affaires de l'entreprise concernée. Ce montant est nécessairement exprimé en monnaie nationale (motif 13).

3° L'UC n'est pas une monnaie de paiement. En conséquence la Commission et la Cour sont nécessairement amenées à déterminer le montant de l'amende en monnaie nationale (motif 15.) Il aurait, peut-être, été préférable de dire que la Commission et la Cour ont la faculté de déterminer l'équivalent en monnaie nationale des amendes exprimées en UC. En effet, il serait concevable que la Commission et la Cour expriment les amendes uniquement en unités de compte, en laissant au juge de l'exécution le soin de faire la conversion en monnaie nationale. Compte tenu du peu d'expérience des juges nationaux en droit communautaire monétaire, il paraît certainement préférable que la conversion soit effectuée par les auteurs de la décision ou de l'arrêt.

4° Le Règlement n° 17-62 ne définit pas l'unité de compte mais renvoie à cette fin à la définition retenue pour l'établissement du budget de la Commission en vertu des articles 207 et 209 du Traité. Le règlement est muet en ce qui concerne la conversion en monnaie nationale des montants exprimés en unités de compte.

L'article 207 du Traité stipule que le budget de la Communauté sera établi dans l'unité de compte fixée conformément au règlement pris en exécution de l'article 209.

L'alinéa 2 de l'article 207 prévoit que les contributions financières sont mises à la disposition de la Commission par les Etats membres dans leur monnaie nationale.

Enfin l'article 209 dispose que le Conseil arrête les règlements financiers relatifs à l'établissement et à l'exécution du budget et fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les contributions des Etats membres doivent être mises à la disposition de la Commission.

L'article 10 du Règlement financier du Conseil, du 25 avril 1973, applicable à l'affaire litigieuse, définit la valeur de l'unité de compte comme étant égale à celle de 0,88867088 gramme d'or fin, tandis que l'article 27 du même règlement prévoit que les contributions financières des Etats membres sont

exprimées en UC et converties dans les monnaies nationales respectives sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans l'UC et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune de ces monnaies, tel qu'il a été déclaré au Fonds monétaire international.

L'arrêt du 9 mars 1977 affirme que, dans l'arrêt litigieux du 16 décembre 1975, la Cour a effectué la conversion de l'UC en francs français conformément aux dispositions susmentionnées de Règlement financier de 1973. Cette affirmation n'a été contestée par aucune des parties en litige.

#### B. — *Attendus dont la justesse est douteuse*

Dans l'arrêt du 9 mars 1977, la Cour affirme que son arrêt du 16 décembre 1975 « doit être compris » en ce sens que l'étendue des dettes respectives des demanderesse est déterminée par les montants exprimés en francs français, les montants en UC n'ayant été indiqués qu'en vue de permettre le contrôle du respect du cadre à l'intérieur duquel les amendes devaient se situer.

Si telle a été l'intention des rédacteurs de l'arrêt de 1975, il faut admettre qu'ils ont été fort malhabiles. Il est, en effet, difficile de comprendre pour quelle raison ces rédacteurs ont fait figurer les montants en francs français *entre parenthèses*, après les montants exprimés en UC. L'affirmation que l'indication de ces derniers aurait été faite dans le seul but de permettre le contrôle du respect du maximum des amendes prévu à l'article 15 du Règlement n° 17-62 n'est nullement convaincante. Le contrôle aurait pu être effectué par une simple opération de division du montant des francs français, sans qu'il fût besoin de prononcer une amende en unités de compte.

Instruite par les conséquences de sa maladresse stylistique de 1975, la Cour a adopté, dans un récent arrêt de 1978, un énoncé clair et précis concernant le montant et la monnaie de paiement de l'amende.

Ainsi, on peut lire le dispositif suivant dans l'arrêt *United Brands Company et United Brands Continental N.V. c. Commission des CE*, du 14 février 1978 (affaire 27/76) :

« 2. Le montant de l'amende infligée à U.B.C. et U.B.C.B.V. est réduit à 850 000 unités de compte, à payer dans la monnaie nationale de l'entreprise requérante dont le siège est situé dans la Communauté, soit 3 077 000 florins néerlandais. »

Enfin, du point de vue pratique, l'expression de l'amende en unités de compte ou en francs français ne présente pas un grand intérêt pratique. En effet, la conversion des unités de compte en francs français, telle que prévue par le Règlement financier de 1973, est désormais impossible, du fait qu'il

n'existe plus pour le franc une parité-or déclarée au FMI. En conséquence, en tout état de cause, ce n'est que le chiffre exprimé en francs français qui est déterminant.

L'impossibilité de conversion de l'unité de compte en monnaie nationale a déterminé le Conseil d'adopter, le 21 décembre 1977, un nouveau Règlement financier qui ne comporte plus aucune référence à l'or et définit l'unité de compte sur la base d'un « panier » de monnaies nationales. L'unité de compte, désormais dénommée « Unité de compte européenne (UCE) » devient une unité flottante, dont l'équivalent en monnaies nationales est déterminé quotidiennement. Si le problème tranché par l'arrêt du 9 mars 1977 devient un problème purement historique, de nouvelles difficultés semblent devoir surgir au sujet de la conversion de l'UCE.

*C. — Dispositions de l'arrêt du 9 février 1977 excédant la compétence de la Cour*

Une fois précisé que les dettes des requérantes à l'égard de la Communauté avaient pour objet les montants en francs français indiqués entre parenthèses dans l'arrêt du 16 décembre 1975, la mission d'interprétation de la Cour était terminée. Les négociations entre la Commission et les entreprises intéressées, concernant le paiement des amendes en lires italiennes et celles au sujet du taux de conversion à adopter à cet égard ne relèvent pas de l'interprétation de l'arrêt litigieux. Il n'appartenait notamment pas à la Cour de dire si et dans quelles conditions la Commission était habilitée à mener ces négociations.

**IV. L'ARRÊT DU 24 MAI 1977  
(AFFAIRE 107-76)**

**HOFFMANN-LAROCHE AG c. CENTRAFARM  
VERTRIEBSGESELLSCHAFT PHARMAZEUTISCHER  
ERZEUGNISSE mbH  
(Rec. 1977, 957)**

**13. Observations générales.** Dans le cadre d'une procédure engagée devant les juridictions allemandes, la Société Hoffmann-Laroche AG a prétendu que les droits de marque qu'elle exerce relativement à un certain produit pharmaceutique ont été violés par les agissements d'une autre entreprise allemande, Centrafarm. En conséquence, Hoffmann-Laroche AG a sollicité une mesure conservatoire provisoire (*einstweilige Verfügung*) tendant à interdire à Centrafarm l'utilisation des marques litigieuses.

Le Landgericht (tribunal de grande instance) de Fribourg a fait droit à la demande, en prenant une ordonnance de référé et en confirmant l'ordonnance

par un jugement. Centrafarm a fait appel de ce jugement devant l'Oberlandesgericht (cour d'appel) de Karlsruhe.

Avant de statuer, la Cour de Karlsruhe a saisi la Cour de Justice des Communautés européennes de trois questions préjudicielles, dont la première concernait l'interprétation de l'article 177, alinéa 3 du Traité CEE, tandis que les deux autres soulevaient des problèmes d'interprétation des articles 36 et 86 du Traité.

La Cour européenne a décidé de scinder l'examen des trois questions en se limitant, dans un premier stade, à la première question. Celle-ci ne concernant pas directement le droit de la concurrence, les développements qui suivent seront très sommaires.

**14. L'objet de la demande d'interprétation.** La Cour d'Appel de Karlsruhe a formulé sa question préjudicielle de la manière suivante :

« La juridiction nationale est-elle, en vertu de « l'article 177, alinéa 3 du Traité CEE, tenue de « demander à la Cour européenne de justice de « se prononcer sur une question portant sur l'interprétation du droit communautaire, lorsque cette « question est soulevée dans une procédure de référé, lorsque la décision rendue par le tribunal « statuant en référé ne peut plus faire l'objet d'un « recours, mais lorsque les parties ont d'autre part « la possibilité d'engager sur la question qui fait « l'objet de la procédure en référé une procédure « ordinaire, dans laquelle un renvoi en application « de l'article 177, alinéa 3 du Traité CEE devrait « le cas échéant intervenir ? »

**15. Le dispositif.** La Cour européenne a répondu de manière négative à la première question de l'Oberlandesgericht de Karlsruhe :

« L'article 177, alinéa 3 du Traité CEE doit être « interprété en ce sens qu'une juridiction nationale « n'est pas tenue de saisir la Cour d'une question « d'interprétation ou de validité visée par cet article, lorsque la question est soulevée dans une « procédure de référé (« *einstweilige Verfügung* »), « même si la décision à prendre dans le cadre de « cette procédure ne peut plus faire l'objet d'un « recours, à condition qu'il appartienne à chacune « des parties d'ouvrir ou d'exiger l'ouverture d'une « procédure au fond, au cours de laquelle la question provisoirement tranchée dans la procédure « sommaire peut être réexaminée et faire l'objet « d'un renvoi en vertu de l'article 177. »

Les deux autres questions posées par la juridiction du renvoi sont restées sans réponse, mais elles ont été, de nouveau, soumises à la Cour européenne, par le Landgericht (tribunal de grande instance) de Fribourg et ont été tranchées par l'arrêt de la Cour du 23 mai 1978 (affaire 102/77).





V. L'ARRÊT DU 9 JUIN 1977

(AFFAIRE 90-76)

S.r.l. UFFICIO HENRY VAN AMEYDE

c. S. r.l. UFFICIO CENTRALE ITALIANO DI  
ASSISTENZA ASSICURATIVA AUTOMOBILISTI  
IN CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE (UCI)  
(Rec., 1977, 1031)

16. *Les faits.* Le litige, ayant donné lieu à la demande d'interprétation préjudicielle, opposait une entreprise de « loss adjusters », dénommée S.r.l. Ufficio Henry Van Ameyde, demanderesse au principal, et l'Ufficio Centrale Italiano di assistenza assicurativa automobilisti in circolazione internazionale (ci-après UCI), défenderesse au principal. Le litige, en instance devant le « Tribunale civile e penale de Milan », avait pour objet de déclarer illégale la prétention de UCI de confier l'instruction et la liquidation des sinistres causés par des véhicules assurés à l'étranger aux seules compagnies d'assurances qui sont les membres de la défenderesse, et, en conséquence, de prononcer l'illégalité de toute intervention effectuée par UCI à l'égard des tiers dans le but de restreindre la libre activité de la requérante et de détourner sa clientèle.

La profession de « loss adjuster », originaire du Royaume-Uni, est relativement récente dans les autres Etats membres de la Communauté. C'est une profession libérale consistant dans l'instruction des sinistres confiés par les assureurs aux loss adjusters. Ceux-ci doivent fournir à leurs mandants une information aussi ample, précise et complète que possible sur tous les éléments qui permettent de décider si le sinistre doit donner lieu à un remboursement des dommages et sur le montant du remboursement. Toutefois, la décision finale quant au règlement de l'indemnité appartient à l'assureur, la victime n'ayant aucun recours contre le « loss adjuster ».

La société Van Ameyde a opéré en Italie pendant de nombreuses années avant l'entrée en vigueur de la loi italienne n° 990 du 24 décembre 1969 qui a introduit l'assurance obligatoire de la responsabilité civile automobile. Durant cette période, elle a exercé son activité en matière de sinistres causés par des véhicules étrangers, en qualité de mandataire d'entreprises d'assurances étrangères.

A la suite d'une recommandation de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, un groupe d'assureurs européens s'est réuni à Londres, en 1952, et a élaboré une convention-type et un modèle de certificat international d'assurance dit « carte verte ».

Les assureurs italiens ont adhéré à la « Convention de Londres ». A cette époque, UCI opérait simplement comme mandataire des assureurs étrangers pour l'instruction des sinistres, sans être res-

ponsable de la liquidation des dommages. Celle-ci incombait à l'assureur étranger, qui pouvait mandater un « loss adjuster », au lieu d'utiliser les services d'UCI.

Pendant l'époque de 1953 à 1970, UCI n'a pas eu d'objections à ce qu'un assureur étranger mandate un « loss adjuster ».

Le 20 avril 1959, a été signée à Strasbourg, par quinze Etats, dont l'Italie, la convention européenne relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile. Ladite convention consacre le système de la carte verte et dispose que les véhicules étrangers sont admis à circuler librement sur le territoire de l'Etat d'accueil à la condition qu'un bureau, reconnu par le gouvernement de cet Etat assume, à l'égard des personnes lésées, la charge de réparer les dommages causés par ces véhicules.

Par la loi n° 990 du 24 décembre 1969, l'Italie a rempli l'obligation contractée en vertu de la Convention de Strasbourg, en adoptant le régime de l'assurance civile automobile obligatoire. En application de cette loi, le ministre de l'industrie a pris l'arrêté du 26 mai 1971, qui reconnaissait l'UCI comme organisme italien assumant la charge de réparer les dommages causés aux personnes par les véhicules étrangers.

Comme conséquence de la mise en vigueur des dispositions susmentionnées, le rôle d'UCI a changé. Au lieu d'être simplement mandataire des assureurs de véhicules étrangers, UCI devait assumer directement la responsabilité de tout accident produit en Italie par un véhicule étranger dont le conducteur était muni d'une carte verte.

Le système de la carte verte comporte un réseau de conventions bilatérales types entre le Bureau émetteur de la carte et chacun des Bureaux des autres pays où l'accident est susceptible de se produire et contre lequel la victime de l'accident aura la possibilité d'agir directement (Bureau gestionnaire).

En vertu de la Convention bilatérale entre le Bureau gestionnaire et le Bureau émetteur, ce dernier s'engage à rembourser au Bureau Gestionnaire les sommes liquidées et les frais exposés et lui verse, en outre, une commission égale à 15 % des sommes liquidées.

La convention type inter-bureaux comporte une clause facultative en vertu de laquelle le Bureau émetteur peut demander au Bureau gestionnaire d'abandonner la gestion et le règlement des réclamations à un correspondant désigné qui peut être :

- (i) soit un membre du Bureau gestionnaire ;
- (ii) soit une organisation établie dans le pays du Bureau gestionnaire en vue d'effectuer des opérations d'assurance ;



(iii) soit une organisation établie dans le pays du Bureau gestionnaire et spécialisée dans le règlement des réclamations pour le compte d'assureurs.

L'UCI n'a pas incorporé la clause facultative dans ses accords bilatéraux, sauf en ce qui concerne le point (i).

Sur le plan communautaire, la directive du Conseil n° 72/166/CEE, du 24 avril 1972, a exigé la suppression des contrôles à la frontière pour les véhicules ayant leur stationnement habituel dans un Etat membre et pénétrant dans un autre Etat membre.

Donnant suite à la préconisation figurant dans la directive susmentionnée, les bureaux nationaux relevant des neuf Etats membres, ont conclu, le 12 décembre 1973, une « Convention complémentaire entre Bureaux nationaux d'assurance », aux termes de laquelle le Bureau gestionnaire est responsable de la liquidation de tout sinistre se produisant dans son pays par une voiture d'un autre Etat membre, même si le conducteur n'a pas d'assurance.

Par sa recommandation n° 73/185/CEE du 15 mai 1973, la Commission a demandé à chaque Etat membre originaire de supprimer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973, le contrôle à la frontière de l'assurance de responsabilité civile, pour les véhicules ayant leur stationnement habituel sur le territoire d'un autre Etat membre originaire.

Par la décision n° 74/166/CEE du 6 février 1974, la Commission a confirmé sa recommandation du 15 mai 1973, en étendant ses dispositions à tous les Etats membres de la convention.

A partir de l'introduction en Italie de l'assurance automobile obligatoire et de l'arrêté du 26 mai 1971, qui a désigné UCI comme organisme italien assumant la charge de réparer les dommages causés aux personnes par les véhicules étrangers, UCI a désigné les correspondants en Italie des assureurs étrangers. Il a adressé en ce sens une note aux autres Bureaux nationaux ainsi qu'à leurs membres, en leur demandant de transmettre les dossiers à instruire directement à l'assureur italien désigné par UCI.

Les Bureaux nationaux ont averti leurs membres qu'ils devaient donner suite aux dispositions prises par l'organisme italien. Obtempérant aux demandes des sociétés étrangères qui l'avaient mandaté, le cabinet Van Ameyde s'est dessaisi des dossiers qui lui avaient été confiés, pour les transmettre à UCI.

17. *Les procédures.* Le 22 juillet 1975, le « Motor Insurance Bureau », agissant en son nom et au nom de tous les Bureaux nationaux de la Commu-

nauté, a notifié à la Commission, sur la formule A/B, le contenu de la Convention type et de la Convention supplémentaire pour solliciter une attestation négative ou une exemption.

Le 25 janvier 1975, le Bureau Van Ameyde a déposé auprès de la Commission une plainte, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, lettre b, contre UCI. La plainte tendait à faire constater une infraction aux articles 85 et 86 du Traité CEE, consistant essentiellement en ce que :

— UCI aurait exclu les « loss adjusters » de la liquidation des « sinistres carte verte » et,

— UCI se réserverait le droit de refuser ou de révoquer sans justification le mandat sollicité par des assureurs étrangers en faveur de Van Ameyde pour la liquidation des sinistres survenus en Italie.

Saisie de la plainte susmentionnée, la Commission a formellement engagé une procédure d'instruction, qui n'était pas terminée au moment de la saisine de la Cour européenne.

En même temps qu'il a saisi la Commission de sa plainte, le Cabinet Van Ameyde a demandé au « Tribunale civile e penale » de Milan de déclarer que la prétention émise par UCI de confier l'instruction et la liquidation des sinistres aux seules compagnies d'assurances qui sont ses membres est illégale. En conséquence, Van Ameyde demanda au Tribunal de prononcer l'illégalité de toute intervention de UCI vis-à-vis des tiers dans le but de restreindre la libre activité du demandeur et détourner sa clientèle.

18. *Les questions préjudicielles.* Par ordonnance du 29 avril 1976, le Tribunal de Milan a suspendu la procédure et a posé à la Cour européenne quatre questions préjudicielles, dont la substance est la suivante :

1° La directive du Conseil 72/166/CEE, la recommandation de la Commission 73/185/CEE et de la décision de la Commission 74/166/CEE autorisent-elles les dispositions nationales, les accords, décisions et pratiques concertées entre bureaux nationaux d'assurances ou un comportement individuel de tout bureau national dans la mesure où ils ont pour objet ou pour effet de supprimer la concurrence des entreprises exerçant une activité consistant uniquement à liquider les sinistres causés par les véhicules étrangers ?

2° Les articles 85, 86 et 90 du Traité CEE interdisent-ils toute disposition nationale, tout accord inter-bureaux et toute décision, pratique concertée ou comportement tendant à réserver aux seules compagnies d'assurances affiliées au bureau national la liquidation des dommages causés par la circulation des véhicules étrangers, en excluant les entreprises procédant seulement à la liquidation et



dûment mandatées à cet effet par les assureurs de véhicule ayant causé le préjudice ?

3° Le principe de non discrimination (art. 7 du Traité) et les dispositions relatives au droit d'établissement (art. 52 du Traité), ainsi qu'à la libre prestation de services (article 59 du Traité) interdisent-ils toute disposition nationale et tout comportement qui ont pour effet d'empêcher l'exercice effectif, sur le territoire d'un Etat membre, de l'activité de liquidation des sinistres par une entreprise établie sur le territoire dudit Etat, alors même que la disposition ou le comportement sont imputables à un Bureau national d'assurance au sens de la directive n° 72/166/CEE ?

4° En cas de réponse affirmative à la première question, les actes communautaires mentionnés dans le texte de cette question doivent-ils être considérés comme valides eu égard aux articles 7, 52, 59, 85, 86 et 90 du Traité et à tout autre vice de légalité, y compris le défaut de motivation et la violation des formes substantielles ?

19. *La procédure devant la Cour européenne.* Des observations écrites ont été déposées devant la Cour aux noms de l'Ufficio Henry Van Ameyde, de UCI, du gouvernement italien, du gouvernement belge et de la Commission des Communautés européennes. L'avocat général, M. Gerhard Reischl, a présenté ses conclusions le 11 mai 1977.

Compte tenu de la nature spéciale des problèmes en litige et de la fréquence réduite des affaires de cette nature, il a été renoncé de rendre compte, dans le cadre du présent article, des thèses et arguments développés dans les observations et conclusions susmentionnées, malgré l'intérêt théorique qu'elles sont susceptibles de présenter.

20. *Le dispositif.* La Cour européenne a répondu de manière assez cryptique aux trois premières questions du « Tribunal Civile e penale » de Milan en estimant que la quatrième question était devenue sans objet à la suite de la réponse négative donnée à la première question. En conséquence, la Cour a dit pour droit :

1) La directive 72/166/CEE du Conseil du 24 avril 1972, la recommandation (CEE) n° 73/185 de la Commission du 15 mai 1973 et la décision n° 74/166/CEE de la Commission du 6 février 1974, ayant pour objet d'éliminer le contrôle de la carte verte aux frontières entre les Etats membres, ne sauraient être censées autoriser l'existence de dispositions nationales ou d'accords entre bureaux nationaux d'assurance ou leurs membres qui seraient incompatibles avec les dispositions du traité régissant la concurrence, le droit d'établissement et la libre prestation des services.

2) a. Une disposition nationale ou un accord entre les bureaux nationaux créés dans le cadre du

système carte verte qui déclare le bureau national seul responsable pour le règlement des dommages causés sur le territoire de cet Etat membre par les véhicules assurés par des compagnies d'assurance étrangères, mais qui laisse intacte la possibilité pour le bureau national ou ses membres de faire appel aux entreprises dont l'activité consiste uniquement à liquider des sinistres pour le compte d'assureurs dans le sens de la gestion et de l'instruction de la réclamation, n'est pas incompatible avec l'article 90, alinéa 1 du traité en liaison avec les articles 85 et 86 ;

b. Une décision ou un comportement d'un bureau national ou des pratiques concertées de ses membres qui ont pour objet ou qui sont susceptibles d'exclure des entreprises dont l'activité consiste uniquement dans la liquidation, au sens ci-dessus indiqué, des sinistres pour le compte d'assureurs, pourraient tomber, éventuellement, sous l'interdiction de l'article 85, et, si le bureau national détient une position dominante, sous l'interdiction de l'article 90 du Traité en liaison avec l'article 86.

3) Une réglementation ou un comportement ayant pour effet de réserver au bureau national d'un Etat membre ou à ses membres, ou aux sociétés d'assureurs qui y ont un établissement, la décision finale quant au paiement de dommages aux victimes, des sinistres causés sur le territoire de cet Etat par des véhicules ayant leur stationnement habituel dans un autre Etat membre, ne sont pas discriminatoires au sens des articles 52 et 59 du traité.

#### VI. ARRET DU 25 OCTOBRE 1977 (AFFAIRE 26-76)

METRO SB-GROSSMARKTE ET CO. KG  
c. COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES  
(Rec., 1977, 1875)

21. *Observations liminaires.* L'arrêt du 25 octobre 1977, dans lequel la Cour s'est prononcé sur un « système de distribution sélective » a été le premier à statuer sur un recours en annulation *intenté par un tiers* contre une décision de la Commission, ayant accordé à d'autres entreprises le bénéfice de l'exemption prévue à l'article 85, paragraphe 3, du Traité. Avant d'examiner l'intéressant arrêt de la Cour, il convient de rappeler les grandes lignes de la décision attaquée.

22. *La décision de la Commission du 15 décembre 1975 (IV/847 - SABA, 76/159/CEE, JOCE n° L.19 du 3 février 1976).* La société Schwarzwälder Apparate — Bau — Anstalt August Schwer und Söhne GmbH (ci-après désignée SABA), qui est une filiale

du groupe américain General Telephone & Electronics Corporation, fabrique des récepteurs de radio, des téléviseurs, des magnétophones, lesquels sont commercialisés dans tous les pays de la Communauté par l'intermédiaire de revendeurs agréés. En Allemagne, les produits SABA sont distribués par le canal de grossistes et de détaillants ; dans les autres pays de la Communauté ils le sont par l'intermédiaire de concessionnaires exclusifs et de détaillants.

En vue d'organiser la distribution de ses produits de manière uniforme, SABA a conclu des contrats types avec ses revendeurs aux divers stades de la distribution. Ces contrats règlent notamment les conditions d'admission au réseau de vente SABA et fixent les canaux de distribution à respecter lors de la revente.

Les contrats types assurent que la revente des produits SABA reste réservée exclusivement aux commerçants agréés. SABA s'engage à ne pas fournir ses produits à des entreprises de distribution qui ne font pas partie de son réseau. De leur côté, les distributeurs n'ont pas le droit de livrer des produits sous contrat à des commerçants qui n'ont pas été agréés par SABA.

L'agrément en qualité de revendeur SABA est conditionné par deux catégories d'exigences :

a) Ne peuvent être agréées que les entreprises qui exploitent un commerce spécialisé ou qui ont ouvert un département spécial pour la vente de récepteurs de radio, de téléviseurs et de magnétophones. Ces entreprises doivent disposer de locaux de vente appropriés, employer un personnel qualifié et être en mesure d'assurer le service après-vente et de garantie prévus par SABA.

b) Ne peuvent être agréées, parmi les entreprises qui remplissent la première exigence, que celles qui s'obligent en outre à prendre certaines mesures de promotion commerciale et à atteindre des objectifs de vente déterminés. Tous les revendeurs doivent s'engager à réaliser « un chiffre d'affaires satisfaisant » que SABA détermine en fonction des dimensions, de l'importance locale et des possibilités de vente normale du vendeur, en tenant compte du développement prévisible du marché. Ils sont également obligés de maintenir un stock correspondant au chiffre d'affaires susmentionné et d'offrir un assortiment de produits SABA aussi complet que possible. Les revendeurs qui s'approvisionnent directement auprès du fabricant (concessionnaires exclusifs, grossistes et quelques détaillants importants) sont en outre tenus de conclure des contrats de livraison semestriels portant sur un volume déterminé, convenu avec SABA, et d'enlever dans les délais prévus les quantités commandées.

Il n'existe aucune restriction de vente à l'intérieur du réseau SABA. Les distributeurs sont libres de fixer leurs prix de vente. Les grossistes et détaillants peuvent aussi distribuer des produits de marques concurrentes (2).

De 1962 à 1974, SABA a adressé à la Commission cinq notifications concernant les documents types régissant son système de distribution sélective. Au cours de la procédure administrative, ces documents ont été partiellement modifiés, à la demande de la Commission.

En application de l'article 19, paragraphe 3 du Règlement n° 17-62, la Commission a publié l'essentiel du contenu des notifications dans le JOCE n° C 116 du 7 novembre 1972, en indiquant qu'elle se proposait de prendre une décision favorable à l'égard des accords notifiés. Avant de prendre cette décision, elle invitait les tiers intéressés à lui faire connaître leurs observations éventuelles, dans un délai d'un mois. Aucune observation de tiers n'a été communiquée à la Commission dans le délai fixé par elle.

Après l'expiration de ce délai, l'entreprise METRO SB-Grossmärkte GmbH et Co. KG, de Düsseldorf (ci-après désignée « METRO »), a déposé, le 7 novembre 1973, une plainte auprès de la Commission contre le système de distribution de SABA, conformément à l'article 3, paragraphe 2, lettre b du Règlement n° 17-62. Aux termes de sa plainte, METRO demandait à la Commission de constater que le système de distribution de SABA constituait une infraction aux articles 85 et 86 du Traité CEE et d'obliger SABA, par voie de décision, à mettre fin à l'infraction constatée.

La plainte de METRO portait essentiellement sur l'interdiction qui était faite aux grossistes allemands de SABA, dans une version antérieure de l'« attestation d'engagement d'interdiction imposée des grossistes », de fournir des produits SABA à des consommateurs finals, dans le territoire de la République fédérale d'Allemagne, y compris Berlin-Ouest. Cette interdiction aurait eu pour effet, selon METRO, d'empêcher, de façon discriminatoire, l'accès des grossistes allemands pratiquant la formule du *libre service*, au réseau de distribution de SABA. La demanderesse a fait valoir qu'une part importante de son chiffre d'affaires provenait, jusque-là, des ventes faites à des consommateurs finals professionnels et qu'elle ne pourrait renoncer à fournir cette clientèle, pour des raisons d'ordre économique. De ce fait, elle n'était pas en mesure de réunir les conditions nécessaires pour être admise en

(2) Le système de distribution sélective SABA a été exposé d'après le résumé figurant dans le « Cinquième rapport sur la politique de la concurrence » publié par la Commission des Communautés européennes, Bruxelles - Luxembourg 1976 (p. 52-54).



qualité de grossiste SABA. De même, il ne lui était pas possible d'être admise en qualité de détaillant spécialisé SABA, en raison de sa structure économique et en raison de sa fonction de grossiste pratiquant la formule du libre service.

L'intervention de Metro a eu pour résultat que SABA — à la demande de la Commission — a modifié l'« attestation d'engagement de distribution imposée des grossistes », de sorte que l'interdiction de livraisons directes applicable aux grossistes allemands n'englobait plus les livraisons aux consommateurs finals professionnels.

Au cours de la procédure, la Commission a procédé à l'audition de METRO, mais dans la décision finale du 15 décembre 1975, dans laquelle elle a statué sur les notifications de SABA, elle ne s'est pas prononcée, de manière expresse, sur la plainte de METRO. METRO ne figure pas parmi les destinataires de ladite décision, laquelle, aux termes de son article 5, a été destinée à deux sociétés du groupe SABA, ainsi qu'à deux concessionnaires exclusifs (Drion de Bruxelles et Loschetter et Fils, de Luxembourg).

Par une lettre séparée, du 14 janvier 1976, la Commission a notifié à METRO sa décision du 15 janvier 1975, en même temps que le rejet de la plainte de METRO.

La décision de la Commission du 15 décembre 1975 comprend une attestation négative et une déclaration d'exemption en vertu de l'article 85, paragraphe 3 du Traité.

L'article 1 de la décision contient une *attestation négative* en ce qui concerne les conditions de vente applicables au marché intérieur (édition de mai 1972). L'attestation négative vise notamment l'exigence d'une qualification spécialisée que les négociants SABA doivent remplir, l'obligation de participer à la mise en place du réseau de distribution et de services ainsi que l'interdiction faite aux grossistes allemands d'approvisionner des consommateurs finals privés en République Fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest.

Par contre, la Commission a statué que les autres éléments du système de distribution sélective de SABA tombaient sous l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1 du Traité, car ils avaient pour effet de restreindre la concurrence et d'entraver le commerce intracommunautaire. Il en était notamment ainsi en ce qui concerne l'accord de coopération à souscrire avec les grossistes, l'obligation imposée aux détaillants d'offrir un assortiment de produits SABA aussi complet que possible, de réaliser un chiffre d'affaires satisfaisant et de maintenir un stock correspondant. La Commission a également estimé que tombaient sous le coup de l'article 85, paragraphe 1 l'engagement pris par SABA de ne pas vendre ses produits aux négociants qui ne font pas

partie de son système de distribution et l'obligation assumée par les négociants SABA de ne pas approvisionner les négociants qui ne font pas partie dudit système.

Dans la mesure où l'article 85 paragraphe 1 était applicable, la Commission a estimé qu'il y avait lieu d'octroyer une exemption conformément à l'article 85, paragraphe 3 du Traité. De l'avis de la Commission, le système de distribution SABA, dans son ensemble, conduisait à une rationalisation de la fabrication et de la vente, qui profitait finalement aux consommateurs. Le système repose sur une coopération étroite et réciproque entre le fabricant et ses grossistes et concessionnaires exclusifs. Cette coopération permet des économies de coût, grâce à une programmation précise de la production et de la commercialisation. Elle assure, en même temps, un approvisionnement continu des consommateurs en appareils de haute qualité, correspondant aux besoins du marché et répondant aux désirs spécifiques de la clientèle. En outre, le système de distribution de SABA assure aux consommateurs un service après-vente satisfaisant pour des appareils techniquement compliqués.

Enfin, la Commission déclare, d'une part, qu'elle n'a pu apercevoir aucune restriction qui ne serait pas indispensable pour atteindre les avantages susmentionnés et, d'autre part, que le système de distribution SABA n'excluait pas la concurrence pour une partie substantielle des produits en cause (3).

En conséquence, dans l'article 2 de la décision du 15 décembre 1975, la Commission a octroyé le bénéfice de l'exemption prévue à l'article 85, paragraphe 3, pour les six documents types suivants :

- a) l'attestation d'engagement pour la CEE des grossistes SABA (édition du 1<sup>er</sup> juillet 1974) ;
- b) l'accord type de concession exclusive (version modifiée de 1966/1967) ;
- c) l'attestation d'engagement de distribution imposée des grossistes SABA (édition modifiée du 1<sup>er</sup> juillet 1974) ;
- d) le contrat type de coopération (édition modifiée du 2 janvier 1974) ;
- e) l'attestation d'engagement pour la CEE des détaillants spécialisés SABA (édition du 1<sup>er</sup> janvier 1974) et,
- f) l'attestation d'engagement de distribution imposée des détaillants spécialisés SABA (édition du 1<sup>er</sup> juillet 1974).

(3) Voir le résumé des considérants de la décision de la Commission du 15 décembre 1975 dans les conclusions de l'avocat général, M. Gerhard Reischl (Rec. 1977, pp. 1921, 1922) et dans le Cinquième rapport sur la politique de concurrence de la Commission des Communautés européennes, Bruxelles - Luxembourg, 1976 (pp. 52-54).

L'exemption, octroyée jusqu'au 21 juillet 1980, a été accordée à charge, pour SABA, de communiquer chaque année à la Commission un rapport indiquant les cas où elle a :

- refusé ou retiré à un commerçant la qualité de distributeur SABA,
- refusé de donner suite à des demandes de conclure des contrats de livraison ou décidé l'arrêt des livraisons,
- demandé à examiner les documents d'un distributeur SABA relatifs au contrôle des numéros des appareils.

23. *Le recours en annulation intenté par METRO contre la décision de la Commission du 15 décembre 1975.* Le 10 mars 1976, METRO a fait enregistrer au greffe de la Cour un recours contre la décision du 15 décembre 1975 et contre la lettre susmentionnée de la Commission du 14 janvier 1976.

Par ordonnance du 5 mai 1976, SABA a été admise, à sa requête, à intervenir à l'appui des conclusions de la Commission.

Par ordonnance du 30 novembre 1976, le « Verband des SB-Grosshandels e.V. (Association des grossistes pratiquant le système du libre service) » a été admis à intervenir à l'appui des conclusions de METRO.

Dans son recours, METRO a demandé à la Cour de déclarer nulles et non avenues la décision de la Commission du 15 décembre 1975 (IV/847 SABA), ainsi que la lettre du 14 janvier 1976, par laquelle la Commission a rejeté les objections présentées par METRO au cours de la procédure.

La défenderesse a conclu au rejet, comme non fondée, de la partie du recours visant à obtenir l'annulation de la décision de la Commission du 15 décembre 1975, et au rejet comme irrecevable et subsidiairement comme non fondée de l'autre partie du recours.

Selon la Commission, le recours était recevable dans la mesure où il visait la décision du 15 décembre 1975, mais irrecevable pour autant qu'il visait la lettre du 14 janvier 1976, rejetant la plainte introduite par la requérante le 17 novembre 1973. En effet, cette dernière lettre n'aurait pas influencé la situation de droit résultant de ladite décision et ne constituait dès lors, pas une décision au sens de l'article 173 du Traité.

Selon l'intervenante SABA, la recevabilité du recours en tant que dirigé contre la décision du 15 décembre 1975 était douteuse. Cette décision ne concernerait pas directement et *individuellement* la requérante, mais l'ensemble des commerçants du Marché commun susceptibles d'être intéressés par la commercialisation des produits SABA.

24. *Les motifs de l'arrêt du 25 octobre 1977 concernant la recevabilité du recours.* Avant de statuer sur le fond de l'affaire, la Cour a dû trancher la question préalable de la recevabilité du recours. Elle l'a fait dans le sens des conclusions de la Commission et de celles de son avocat général, M. Gerhard Reischl. Les motifs formulés à cet égard dans l'arrêt du 25 octobre 1977 peuvent être résumés de la manière suivante.

En ce qui concerne la *lettre du 14 janvier 1976*, la Cour estime que celle-ci a un caractère purement confirmatif de la décision du 15 décembre 1975. En conséquence, son annulation se confondrait avec celle de sa décision, de sorte que, sur ce point, le recours est sans objet et partant irrecevable (motifs 3 et 4).

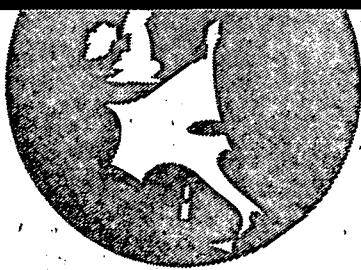
Quant à la *décision du 15 décembre 1975*, l'intervenante SABA a prétendu que le recours serait irrecevable, METRO *n'étant pas directement et individuellement concernée* par la décision qu'elle attaque (motif 5).

A cet égard, l'arrêt rappelle que, selon l'article 173, alinéa 2 du Traité, « les personnes physiques ou morales peuvent former un recours en annulation contre les décisions dont elles sont destinataires, ou contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, les concernent directement et individuellement. METRO n'étant pas destinataire de la décision attaquée, il convenait d'examiner si celle-ci la concerne directement et individuellement (motif 6).

Pour résoudre cette question, la Cour commence par constater que METRO exploite une entreprise de commerce de gros, en libre service, dans une trentaine d'établissements en République Fédérale d'Allemagne, ainsi que dans certains autres Etats membres. La forme de distribution qu'elle pratique est caractérisée à la fois par des méthodes de vente spéciales et par la nature de la clientèle à laquelle ces grossistes s'adressent à savoir :

- a) des détaillants qui achètent aux fins de la revente,
- b) à des entreprises commerciales, artisanales ou industrielles qui achètent en vue de l'utilisation des marchandises achetées dans leur établissement, à des fins professionnelles, et,
- c) des utilisateurs privés, qualifiés d'« institutionnels » (motif 7).

La requérante, ayant demandé à SABA de l'admettre en qualité de grossiste pour la distribution d'appareils électroniques de divertissement, s'est vue opposer un refus parce qu'elle n'était pas disposée à accepter un certain nombre de conditions auxquelles SABA subordonnait l'agrément en qua-



lité de grossiste. Selon la requérante, ces conditions seraient inconciliables avec la structure du commerce de gros en libre service qu'elle pratique. Tel aurait été notamment le cas de l'interdiction faite aux grossistes de livrer des appareils SABA à des utilisateurs finals professionnels ou à des utilisateurs finals « institutionnels », ainsi que celui des obligations imposées aux grossistes par le contrat de coopération SABA.

Selon l'intervenante SABA, les conditions susmentionnées seraient compatibles avec l'activité de METRO, dont le refus s'expliquerait par une politique de vente visant à confondre dans sa personne le rôle d'un grossiste et celui d'un détaillant ce qui ne serait compatible, ni avec le système de distribution SABA, ni avec les exigences de la législation fédérale allemande (motif 8).

A raison du refus qui lui a été opposé, la requérante a déposé entre les mains de la Commission, les 7 et 9 novembre 1973, une plainte, conformément à l'article 3, paragraphe 2, lettre b) du règlement n° 17-62, visant à faire constater que le système de distribution SABA constituait une infraction aux articles 85 et 86 du Traité et à obliger SABA à y mettre fin (motif 9).

De son côté, SABA avait, en 1962, 1963, 1969 et 1972, notifié à la Commission, en vue de l'obtention d'une attestation négative ou d'une exemption au sens de l'article 85, paragraphe 3 du Traité, les documents types constitutifs de son système de distribution sélective. Le 22 juillet 1974, après la plainte déposée par METRO, SABA a également notifié le contrat type de coopération qu'elle imposait aux grossistes agréés (motif (10)).

La Commission, considérant que METRO faisait valoir un intérêt légitime, a instruit les demandes, tant de METRO que de SABA.

Dans un premier stade, elle a communiqué à METRO qu'elle estimait ne pouvoir donner une suite favorable à sa plainte, tout en l'invitant à lui présenter ses observations, conformément à l'article 6 du Règlement n° 99-63. Suite aux observations présentées par la requérante et à l'audition de celle-ci, la Commission a partiellement modifié son point de vue et a obligé SABA à éliminer, des engagements imposés aux grossistes, l'interdiction de vente aux utilisateurs finals professionnels.

Après que SABA eût accepté, parmi d'autres, cette modification, la Commission a pris la décision attaquée (motif 11).

Estimant que le système de distribution ainsi approuvé maintenait des obstacles illégitimes à son admission en qualité de grossiste de SABA, METRO a introduit le recours ayant abouti à l'arrêt du 25 octobre 1977 (motif 12).

Des faits ci-dessus relevés, la Cour constate que

la décision attaquée a été rendue notamment à la suite d'une réclamation de METRO et qu'elle se prononce sur les dispositions du système de distribution de SABA, que celle-ci oppose à METRO pour justifier son refus d'agrément comme grossiste de la requérante. En conséquence, la Cour déclare : « qu'il est de l'intérêt d'une bonne justice et d'une « exacte application des articles 85 et 86 que les « personnes physiques ou morales qui sont, en « vertu de l'article 3, paragraphe 2, b) du règlement « n° 17, habilitées à demander à la Commission de « constater une infraction auxdits articles 85 et 86, « puissent, s'il n'est pas fait droit, en tout ou en « partie, à leur demande, disposer d'une voie de « recours destinée à protéger leurs intérêts légitimes ; »

« que dans ces conditions la requérante doit être « considérée comme étant directement et individuellement concernée, au sens de l'article 173, « alinéa 2, par la décision litigieuse et que le recours est dès lors recevable » (motif 13).

25. Les motifs de fond de l'arrêt du 25 octobre 1977. Selon la requérante, en édictant la décision litigieuse, la Commission aurait violé, à la fois l'article 85 et l'article 86 du Traité. Les deux motifs de nullité seront examinés séparément ci-après (motif 14).

26. La nullité fondée sur la prétendue violation de l'article 86 du Traité. Pour décider si la Commission a autorisé un abus de position dominante, l'arrêt du 25 octobre 1977 commence par examiner si SABA dispose d'une position dominante sur le marché de l'électronique de divertissement, en République Fédérale d'Allemagne.

A cet égard, la Cour constate que, selon les éléments produits par la Commission et non contestés par la requérante, 26 producteurs allemands seraient présents sur le marché de l'électronique de divertissement, dont huit parmi lesquels SABA, détiennent environ 90 % du marché, la part de SABA se situant entre 5 et 10 %. En ce qui concerne les appareils de télévision, la part de marché de SABA se situe entre 7 et 6 %.

Aux yeux de la Cour, si la part du marché détenue par une entreprise n'est pas le seul critère d'une position dominante, on peut néanmoins considérer qu'une telle position n'existe pas lorsque cette part est faible :

« que si la part du marché détenue par une entreprise ne constitue pas le seul critère de l'existence « d'une position dominante, on peut cependant « conclure à bon droit que des parts de marché « aussi réduites que celles détenues par SABA « excluent, sauf circonstances particulières, dans un « marché de produits hautement techniques, mais



« aisément interchangeable aux yeux de la grande masse des acheteurs, l'existence d'une position dominante » (motif 17). Qu'il en est d'autant plus « ainsi qu'il est constant qu'entre les différents producteurs règne une vive concurrence (motif 17).

La Cour examine ensuite, pour les écarter, deux arguments invoqués à l'appui des conclusions de la requérante, à savoir : la circonstance que la qualité des produits en cause doit inciter les distributeurs à les comprendre dans leur gamme de produits et le fait que d'autres producteurs de la même branche auraient adopté ou s'apprêteraient à adopter des systèmes de distribution sélective analogues à celui de SABA.

Le motif suivant a été formulé dans l'arrêt analysé pour rejeter le premier des deux arguments :

« la circonstance que la qualité du produit en cause doit inciter les distributeurs à le comprendre dans la gamme qu'ils offrent ne constitue pas, en soi, un élément susceptible de permettre à un producteur d'agir dans une mesure notable sans devoir tenir compte de l'attitude de ses concurrents, et par conséquent, de lui assurer une position dominante, mais constitue un moyen de concurrence parmi d'autres ; » (motif 17).

Quant au deuxième argument, invoqué par la requérante et l'intervenante Verband des Selbstbedienungs-Großhandels, il a été rejeté pour le motif que l'adoption par d'autres producteurs de systèmes de distribution sélective, analogues à celui approuvé par la Commission, constitue une circonstance qui pourrait être, éventuellement, prise en considération pour apprécier la conformité du système litigieux avec l'article 85 du Traité, mais qu'elle ne saurait avoir pour effet de conférer à SABA une position dominante (motif 17).

L'arrêt conclut que SABA n'étant pas dans une position dominante, au sens de l'article 86 du Traité, cet article ne saurait trouver application à son égard, de sorte que le recours, pour autant qu'il est fondé sur la violation de l'article 86, doit être rejeté.

27. La prétendue nullité de la décision attaquée, fondée sur l'article 85 du Traité. Ce moyen, tel que formulé par la requérante, comprend deux branches. Le premier reproche à la Commission d'avoir commis un détournement de pouvoir, la deuxième lui reproche d'avoir violé l'article 85, paragraphe 3, du Traité.

28. Le prétendu détournement de pouvoir. Selon la requérante, la décision attaquée serait entachée de détournement de pouvoir, car la Commission aurait méconnu le fait que l'objet de l'article 85 est la liberté de la concurrence au profit du consommateur et non la défense des intérêts parallèles d'un fabricant et d'un groupe déterminé de com-

merçants visant à obtenir des prix de vente satisfaisants pour ces derniers (motif 19).

Statuant sur le moyen du détournement de pouvoir, la Cour commence par déclarer que la concurrence non faussée, visée aux articles 3 et 85 du Traité, implique l'existence, sur le marché, d'une concurrence efficace (workable competition), c'est-à-dire de la dose de concurrence nécessaire pour que soient respectées les exigences fondamentales et atteints les objectifs du Traité et, en particulier, la formation d'un marché unique réalisant les conditions analogues à celles d'un marché intérieur (motif 20).

Cette exigence admet que la nature et l'intensité de la concurrence puissent varier en fonction des produits ou services en cause et de la structure économique des marchés sectoriels concernés (motif 20).

Dans le secteur des biens de consommation durables, de haute qualité et technicité, dans lequel un nombre relativement restreint de producteurs offre une gamme variée d'appareils aisément interchangeables, aux yeux des consommateurs, la structure du marché ne s'oppose pas à l'existence de canaux de distribution différenciés, adaptés aux caractéristiques propres des différents produits et aux besoins des différentes catégories de consommateurs (motif 20).

Dans cette perspective la Commission a, à juste titre, reconnu que des systèmes de distribution sélective constituaient, parmi d'autres, un élément de concurrence conforme à l'article 85, paragraphe 1, à condition que le choix des revendeurs s'opère en fonction de critères objectifs de caractère qualitatif, relatifs à la qualification professionnelle du revendeur, de son personnel et de ses installations, que ces conditions soient fixées d'une manière uniforme, à l'égard de tous les revendeurs potentiels et appliquées de façon non discriminatoire (motif 20).

Il est exact que, dans ces systèmes de distribution, l'accent n'est généralement pas mis de façon exclusive ni même principale sur la concurrence par les prix (motif 21).

La concurrence par les prix, pour importante qu'elle soit — de sorte qu'elle ne peut jamais être éliminée — ne constitue toutefois pas la seule forme efficace de concurrence ni celle à laquelle doit, en toute circonstances, être accordée une priorité absolue (motif 21).

Les compétences octroyées à la Commission par l'article 85, paragraphe 3, démontrent que les nécessités du maintien d'une concurrence efficace peuvent être conciliées avec la sauvegarde d'objectifs de nature différente, et que, dans ce but, certaines restrictions de concurrence sont admissi-



bles lorsqu'elles sont *indispensables à la réalisation de ces objectifs* et n'aboutissent pas à éliminer la concurrence pour une partie substantielle du marché commun (motif 21).

S'agissant de grossistes et détaillants spécialisés, la préoccupation de *maintenir un certain niveau de prix* correspondant à celle du *maintien*, dans l'intérêt du consommateur, de la *possibilité pour ce canal de distribution de subsister à côté de formes de distribution nouvelles axées sur une politique concurrentielle de nature différente*, rentre dans le cadre des objectifs qui peuvent être poursuivis sans tomber nécessairement sous l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, et si tel était le cas, dans le cadre de l'article 85, paragraphe 3.

Tel est d'autant plus le cas si ces conditions contribuent, en outre, à une *amélioration de la concurrence pour autant qu'elle porte sur d'autres éléments que le prix*.

Les chiffres avancés, de part et d'autre, aboutissent à constater une certaine *rigidité dans la structure des prix* pratiqués par les distributeurs SABA. Cependant, en raison de l'existence d'autres facteurs de concurrence entre produits d'une même marque (intra-Brand) et de l'existence d'une concurrence effective entre marques différentes, les chiffres fournis ne permettent pas de conclure à une restriction ou à une élimination de la concurrence dans le secteur de l'électronique de divertissement (motif 22).

Il appartiendra cependant à la Commission de veiller à ce que la *rigidité des prix* de cette structure ne soit pas renforcée, ce qui pourrait se produire dans l'hypothèse d'une multiplication de réseaux de distribution sélective pour la commercialisation d'un même produit (motif 22).

En n'accordant l'exemption sollicitée que pour un délai expirant le 21 juillet 1980, la Commission s'est réservée la possibilité de réexaminer les conséquences de sa décision, dans des délais raisonnables (motif 22).

Les motifs ci-dessus développés aboutissent à la conclusion que le moyen tiré du détournement de pouvoir doit être rejeté (motif 22).

29. Le moyen de recours fondé sur la prétendue violation de l'article 85, paragraphe 3 du Traité. A cet égard, les griefs de la requérante portaient en substance sur quatre points, à savoir :

a) L'obligation faite aux distributeurs SABA — grossistes et détaillants — de veiller à ce que les revendeurs auxquels ils livrent des appareils SABA soient des distributeurs agréés et l'obligation d'effectuer certains contrôles à cet égard.

b) L'interdiction faite aux grossistes SABA, en Allemagne, d'effectuer des livraisons à des consommateurs finals dits « institutionnels ».

c) L'obligation pour ces mêmes grossistes, lorsqu'ils livrent à des consommateurs finals dits « professionnels » de veiller à ce que ceux-ci affectent les appareils achetés exclusivement à des fins de rentabilité de leur entreprise, à l'exclusion de tout autre usage privé.

d) L'obligation faite aux grossistes de coopérer au développement du réseau SABA en concluant avec SABA des plans d'achat pour chaque semestre.

Selon la requérante, les éléments susmentionnés constituent des restrictions de concurrence qui ne sont pas indispensables pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 85, paragraphe 3 et qui, en outre, compromettent l'existence d'autres canaux de distribution, tels que les grossistes en libre service (motif 23).

La Commission a fait observer que, si les dispositions du système de distribution sélective ont fait l'objet d'une exemption d'ensemble, en vertu de l'article 85, paragraphe 3, il ne s'ensuit pas, pour autant, que chacun des éléments de ce système soit incompatible avec l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1 du Traité... De l'avis de la Commission, ne tomberaient sous cette interdiction que : a) l'obligation imposée aux distributeurs de vérifier si les vendeurs auxquels ils livrent sont agréés par SABA ; b) l'obligation de porter sur un registre spécial les appareils vendus avec indication de leur numéro et du nom de l'acheteur et c) les obligations imposées par les contrats de coopération. Ces obligations seraient néanmoins susceptibles de bénéficier d'une exemption (motif 24).

Devant les affirmations contradictoires des parties, la Cour a procédé, dans son arrêt, à l'examen de chacun des éléments contestés par la requérante, pour décider si la Commission les a exactement qualifiés par rapport à l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, et dans le cas où ils tomberaient sous cette interdiction, si la Commission a fait une exacte application des dispositions de l'article 85, paragraphe 3, à leur égard (motif 24).

Comme la motivation de l'arrêt concerne, en grande partie, des situations de fait, seront seuls indiqués ci-après les motifs susceptibles de présenter un intérêt juridique général. Ces motifs semblent être notamment les suivants.

1° Tout système de distribution sélective implique nécessairement, à peine de n'avoir aucun sens, l'obligation, pour les grossistes faisant partie du réseau, de n'approvisionner que des revendeurs agréés. La possibilité pour le producteur de contrôler l'observation de cette obligation ne saurait constituer par elle-même une restriction de concurrence, car elle ne forme que l'accessoire de l'obligation principale, dont elle tend à assurer l'application (motif 27).



2° L'approbation par la Commission de l'interdiction de livrer à de gros utilisateurs finals, dits « institutionnels » (écoles, hôpitaux, casernes, administrations, etc.) ne constitue pas une restriction de concurrence au sens de l'article 85, parce qu'elle correspond à la *séparation des fonctions de grossiste et de détaillant*. La concurrence serait faussée si les grossistes, dont les charges sont, en général, plus légères, faisaient aux détaillants une concurrence au stade de la distribution au détail et, notamment de l'approvisionnement des utilisateurs privés (motifs 28, 29).

3° La *définition de la fonction de grossiste*, donnée à l'article 2, paragraphe 2 de la *directive du Conseil du 25 février 1964*, concernant la liberté d'établissement et de la libre prestation de services relevant du *commerce de gros*, n'est pas applicable aux problèmes de concurrence. En effet, si ladite définition inclut, entre autres, dans la catégorie des grossistes les entreprises qui revendent des marchandises achetées à des *utilisateurs professionnels* ou à des *utilisateurs importants*, cette inclusion ne saurait être interprétée comme visant l'article 85 du Traité (motifs 29, 30).

4° L'*obligation pour les grossistes non spécialisés d'ouvrir un rayon spécial* pour les produits de l'électronique de divertissement est de nature à garantir la vente dans de bonnes conditions des produits concernés et ne constitue pas une restriction de concurrence au sens de l'article 85, paragraphe 1 (motif 37).

5° Les obligations imposées aux grossistes SABA de contribuer au développement du réseau de distribution et de souscrire des contrats de coopération aux termes desquels ils s'engagent à réaliser un chiffre d'affaires satisfaisant, à assumer des engagements d'achat pour une période de six mois et des engagements de stockage *vont au delà des obligations normales d'un commerce de gros et des nécessités d'un système de distribution sélective basé sur des exigences qualitatives*. Elles ont pour objet de lier fortement à SABA les distributeurs agréés et d'aboutir à une limitation du nombre et de l'implantation des points de distribution (motif 39).

La *fonction de grossiste ne consiste pas à promouvoir la production de tel ou tel producteur, mais d'assurer au commerce de détail un approvisionnement profitant de la concurrence entre producteurs*. Des engagements d'un grossiste qui limitent sa liberté à cet égard, constituent des restrictions de concurrence (motif 40).

En déclarant que les obligations ci-dessus énoncées des grossistes SABA ne constituent pas une restriction de concurrence relevant du champ d'application de l'article 85, paragraphe 1 (Décision

de la Commission, n° 28), la Commission a adopté une décision fondée sur une appréciation inexacte des faits. Cependant, cette appréciation erronée n'a pas pour effet de vicier la décision attaquée, car, les faits autorisés se confondent avec ceux que la Commission a considérés comme admissibles dans le cadre de l'article 85, paragraphe 3.

6° L'obligation assumée par les grossistes de conclure des contrats de livraison pour une durée de six mois et qui tiennent compte de la croissance probable du marché, doit permettre *d'assurer une certaine stabilité dans l'approvisionnement des produits concernés*, d'où doit résulter *une couverture plus adéquate des besoins de ceux qui s'approvisionnent chez le grossiste*. Du fait de la durée relativement courte des contrats de livraison, le système garde une souplesse permettant *l'adaptation de la production aux besoins changeants du marché*.

Ainsi se trouve assurée une *distribution plus régulière* profitant à la fois au producteur, au grossiste et aux entreprises qui s'approvisionnent chez le grossiste, du fait que l'assortiment des produits disponibles se trouve élargi.

En outre, la conclusion des programmes de livraison, pour une durée raisonnable, constitue un élément de stabilisation de l'emploi favorisant l'amélioration des conditions générales de la production, au sens de l'article 85, paragraphe 3 (motif 43).

7° La Commission n'a pas dépassé la marge d'appréciation lui revenant en la matière, lorsqu'elle a estimé que les restrictions imposées aux grossistes par le contrat de coopération étaient *indispensables* pour atteindre les objectifs envisagés. En effet, à défaut des engagements limités à une période de six mois, les relations entre producteur et grossiste agréé ne pourraient se former que sous la forme de rencontres occasionnelles qui ne permettraient pas d'atteindre la stabilité nécessaire pour permettre aux grossistes spécialisés et aux producteurs d'assumer les autres obligations qui garantissent un approvisionnement amélioré (motifs 44, 45).

8° Selon la décision attaquée, les conditions d'approvisionnement résultant pour les grossistes du contrat de coopération sont de nature à profiter directement aux utilisateurs, auxquels elles assurent un approvisionnement continu et une offre plus large de marchandises de la part des détaillants.

La vive concurrence qui existerait dans le secteur de l'électronique de divertissement exercerait une pression suffisante sur SABA et les grossistes pour les amener à répercuter sur les utilisateurs les avantages découlant de la rationalisation de la production et de la distribution (motif 47).



La Cour estime que l'octroi du bénéfice de l'exemption peut être considéré comme suffisamment justifié par l'avantage que les utilisateurs retirent d'un approvisionnement amélioré (motif 48).

9° La Commission estime que les obligations contenues dans le contrat de coopération SABA ne donnent pas aux entreprises intéressées la possibilité d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle des produits en cause.

Les conditions mises par SABA à l'agrément de la qualité de grossiste peuvent, pour une large part, être remplies sans inconvénient par les grossistes en libre service. Si les plans d'achat que les grossistes sont obligés de souscrire dans le contrat de coopération sont susceptibles de créer quelques difficultés aux grossistes en libre service, celles-ci ne sont pas insurmontables. Il appartient aux grossistes en libre service de mettre en balance les avantages découlant de l'appartenance à un système cohérent de distribution et les inconvénients qu'une telle appartenance peut apporter à leurs méthodes propres de distribution. La Cour estime qu'en donnant la préférence aux premières, la Commission n'a pas excédé la marge d'appréciation qui lui appartient en la matière.

30. *Le dispositif de l'arrêt du 25 octobre 1977.* Pour les motifs ci-dessus indiqués, la Cour a rejeté le recours de METRO en mettant les dépens à la charge de la requérante et de l'intervenante Verband des GB-Grosshandels.

31. *Observations critiques concernant l'arrêt du 25 octobre 1977.* L'arrêt METRO c. Commission des Communautés européennes marque un important progrès dans l'interprétation des articles 85 et 86, ainsi que de l'article 173 du Traité de Rome. La Cour européenne y a élucidé un certain nombre de questions importantes.

— Elle a donné, implicitement, une version améliorée de sa définition de la position dominante, en la rapprochant de la définition préconisée par la Commission depuis bon nombre d'années.

— Elle a précisé le poids du facteur « part de marché » pour caractériser une position dominante.

— Elle a procédé à une *analyse approfondie de la notion de concurrence*, en tant que fondement de l'article 85 du Traité.

— Dans cette analyse, elle a rapproché la concurrence au sens de l'article 85 de la « *workable competition* » du droit antitrust des Etats-Unis.

— Elle a reconnu que *la nature et l'intensité de la concurrence* visée à l'article 85 peuvent varier en fonction des produits et de la structure du marché en cause.

— Elle a reconnu la compatibilité de principe du système de distribution sélective avec les dis-

positions de l'article 85, paragraphe 1 tout en fixant les limites de cette compatibilité.

— Elle a réduit à son juste poids le rôle de la « concurrence par les prix » dans le concept global de la concurrence.

— Elle a confirmé la marge importante d'appréciation économique dont la Commission jouit lors de l'octroi des exemptions prévues à l'article 85, paragraphe 3.

— Elle a reconnu qu'une entreprise ayant un intérêt légitime qui intervient dans la procédure administrative engagée à la suite d'une demande d'attestation négative ou d'une notification, a qualité pour former un recours contre la décision de la Commission octroyant l'exemption prévue à l'article 85, paragraphe 3, malgré le fait qu'elle ne figure pas parmi les destinataires de la décision.

Sur tous ces points nous estimons que les thèses juridiques de la Cour méritent d'être pleinement approuvées.

Par contre les conditions dans lesquelles la Commission a octroyé et la Cour a confirmé l'exemption de l'article 85, paragraphe 3 du Traité au système de distribution SABA nous semblent appeler de sérieuses réserves.

Rappelons, en premier lieu, que le système SABA ne doit pas être confondu avec ce que l'on appelle communément un système de distribution sélective, fondé sur des facteurs purement qualitatifs.

Dans le cas de SABA, il s'agit, en réalité, d'une organisation planifiée du marché d'une marque, imposant de multiples contraintes aux distributeurs participants. Cette organisation a pour résultat la stabilisation du marché, avec, comme contrepartie une rigidité des prix. Un tel système de planification privée est en contradiction fondamentale avec l'économie de marché, fondée sur une concurrence libre et non faussée, telle que l'envisage l'article 85 du Traité.

Il convient de faire observer que la stabilité du marché peut être assurée par des moyens beaucoup moins contraignants que ceux du système SABA, par exemple par des contrats d'approvisionnement ou de fourniture de longue durée, par le recours au marché à terme de matières premières, etc.

Si la Commission et la Cour ont néanmoins approuvé l'existence d'un système de distribution étranger à l'esprit du Traité de Rome, ils l'ont certainement fait en tenant compte du rôle relativement modeste de SABA sur le marché de l'électronique de divertissement.

Consciente du caractère exorbitant de l'exemption accordée, la Cour a tenu à préciser : « qu'il pourrait en être autrement si, notamment par une multiplication des réseaux de distribution sélec-

tive d'un contenu semblable à celui de SABA, les grossistes en libre service se voyaient effectivement éliminés comme distributeurs... »

Compte tenu des réserves formulées par la Commission (durée limitée de l'exemption et charges) et par la Cour (mise en garde contre la multiplication des réseaux du type SABA) il nous semble que l'arrêt du 25 octobre 1977 ne saurait être invoqué comme précédent qu'avec toutes les précautions qui s'imposent.

# VII. L'ARRET DU 16 NOVEMBRE 1977 (AFFAIRE 13-77)

SA G.B. - INNO - BM c. ASSOCIATION  
DES DETAILLANTS DE TABAC (ATAB) ASBL  
(Rec., 1977, 2115)

32. *Les faits et la procédure.* Le litige au principal opposait, en Belgique, la société anonyme G.B.-INNO-B.M. à l'Association des détaillants de tabac (ATAB), sur une question concernant l'application de l'article 58 de la loi belge du 3 juillet 1969 (Code de la taxe sur la valeur ajoutée). Ledit article 58 prévoit que le prix de vente au détail, choisi par le producteur ou l'importateur de *produits de tabac* comme assiette de l'imposition du droit d'accise et de la TVA sur ces produits, constitue en même temps, le *prix obligatoire de vente aux consommateurs*. Les débiteurs de tabac ne peuvent pas s'écarter de ce prix, ni vers le haut ni vers le bas (4).

Le 7 février 1972 ATAB a fait constater que la société « G.B. Entreprises », dont G.B.-Inno-B.M. est l'ayant cause, vendait des cigarettes à un prix inférieur au prix obligatoire. ATAB a introduit une action en cessation devant le président du Tribunal de commerce de Bruxelles. Par ordonnance du 24 avril 1972, le président du Tribunal de commerce de Bruxelles a ordonné la cessation de la vente de cigarettes au rabais.

G.B.-Inno-B.M. a interjeté appel de l'ordonnance de cessation, en invoquant, entre autres moyens, l'incompatibilité de l'article 58 du Code de la taxe sur le chiffre d'affaires avec certaines dispositions du droit communautaire.

Par arrêt du 24 décembre 1974, la Cour d'Appel de Bruxelles a écarté tous les moyens tirés par G.B.-Inno-B.M. du droit communautaire et a rejeté la demande de renvoi à titre préjudiciel.

G.B.-Inno-B.M. a attaqué cet arrêt par un pourvoi en cassation. Avant de statuer la Cour de Cassation a suspendu la procédure jusqu'à ce que la Cour de justice des Communautés européennes se soit prononcée sur quatre questions concernant l'interprétation des articles 3, lettre f ; 5, alinéa 2 ; 30 ; 31 ; 32 ; 86 et 90 du Traité CEE, ainsi que de la directive n° 72/464/CEE du Conseil,

concernant les impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés.

33. *Le dispositif de l'arrêt du 16 novembre 1977.* Dans la mesure où les questions préjudicielles concernent l'interprétation de l'article 86 du Traité, la Cour européenne y a répondu, en disant pour droit :

« 1) L'article 86 du Traité CEE interdit l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises « d'une position dominante, même si un tel abus est favorisé par une disposition législative nationale ; »

« 2) Pour apprécier la compatibilité avec l'article 86, en liaison avec les articles 3, f) et 5, alinéa 2 du Traité, de l'introduction ou du maintien en vigueur d'une mesure nationale qui impose, lors « de la vente de tabacs manufacturés au consommateur, le respect du prix fixé par le fabricant ou l'importateur, il convient de déterminer, compte « tenu des obstacles aux échanges qui peuvent « découler de la nature du régime fiscal auquel des « produits sont soumis, si, en dehors d'une exploitation abusive d'une position dominante qu'un tel « régime peut éventuellement favoriser, il est « encore susceptible d'affecter le commerce entre « Etats membres ».

Les réponses aux deux autres questions préjudicielles ne concernent pas l'interprétation de l'article 86.

# VIII. L'ARRET DU 14 DECEMBRE 1977 (AFFAIRE 59-77)

LES ETABLISSEMENTS A. DE BLOOS, S.P.R.L.  
c. LA SOCIETE EN COMMANDITE PAR ACTIONS  
« BOUYER »  
(Rec., 1977, 2359)

34. *Les faits et la procédure.* Le 24 octobre 1959, la société BOUYER a conclu avec la société DE BLOOS un contrat de vente exclusive des produits portant la marque Bouyer pour la Belgique, le Luxembourg et le Congo belge. Conclu pour une durée de trois ans, le contrat a été prorogé par tacite reconduction jusqu'en 1973.

Le 30 janvier 1963, le contrat litigieux a été notifié à la Commission, conformément aux articles 4 et 5 du Règlement n° 17-62.

Le 29 avril 1969, la Commission communiqua à De Bloos qu'elle avait décidé, le 17 juillet 1968, de classer les notifications d'accords de distribution exclusive ne comportant, à sa connaissance, pas de protection territoriale absolue. Il résultait de l'examen provi-



soire de la notification que l'accord Bouyer-De Bloos remplissait cette condition.

En septembre 1973, le Tribunal de commerce de Tournai, puis la Cour d'appel de Mons furent saisis d'un litige opposant De Bloos à Bouyer et portant sur la violation par Bouyer de ses obligations contractuelles telles que définies par la loi belge du 27 juillet 1961, sur la résiliation unilatérale des contrats de concession exclusive à durée indéterminée. Devant la Cour d'appel, Bouyer a soutenu que l'accord litigieux, conclu en 1959, comportait, contrairement à l'opinion de la Commission, une protection territoriale absolue, de sorte qu'il ne pouvait être exempté de l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, et devait être déclaré nul et sans effet. Compte tenu de la prise de position de la Commission relative au classement de la notification effectuée en janvier 1963, la Cour d'appel de Mons estima qu'il était nécessaire de saisir la Cour de justice des Communautés européennes de quatre questions d'interprétation et de validité.

La première question demandait à la Cour de préciser si, lorsqu'une partie à un procès n'a pas contesté la validité d'un acte de la Commission, dans le délai de deux mois prévu à l'article 173 du Traité, cette validité pouvait faire l'objet d'une question préjudicielle soulevée par le juge national.

La deuxième question portait sur le problème de savoir si la décision susmentionnée de classement prise par la Commission, le 29 avril 1969, était conforme au Traité CEE et aux règlements arrêtés en exécution de celui-ci.

L'objet de la troisième question était de préciser si l'exemption collective des accords d'exclusivité, édictée par le règlement n° 67 du 22 mars 1967, continuait à profiter aux entreprises intéressées après le 31 décembre 1972.

Aux termes de la quatrième question, il était demandé à la Cour européenne de dire si un accord d'exclusivité intervenu avant le 22 mars 1967, et notifié avant le 1<sup>er</sup> février 1963, pouvait bénéficier d'une *validité provisoire* aussi longtemps que la Commission n'a pas statué à son égard.

Avant d'indiquer les réponses données par la Cour européenne aux questions préjudicielles de la Cour de Mons, il paraît intéressant de résumer le point de vue exprimé par la Commission, dans ses observations écrites, sur la deuxième question.

La Commission estime que la mesure de classement d'une notification ne constitue nullement une « décision » au sens de l'article 173 du Traité CEE. « Elle ne comporterait pas d'effets juridiques affectant les intérêts des entreprises concernées, la possibilité d'octroi d'une attestation négative ou d'une exemption individuelle avec effet rétroactif demeurerait inchangé. L'effet juridique de l'exemption trou-

verait sa cause directement dans le règlement n° 67-67 et non pas dans la mesure de classement ».

« La mesure de classement ne s'imposerait pas non plus obligatoirement aux entreprises concernées, car celles-ci pourraient à tout moment inviter la Commission à prendre une décision individuelle relativement à l'accord notifié... La mesure de classement n'affecterait... pas le droit des parties de former... un recours en carence contre la Commission, si celle-ci s'abstenait de statuer. »

La mesure de classement ne constituerait « qu'une mesure interne de la Commission et non une décision au sens de l'article 173 du Traité. Dès lors, la question de la conformité d'une telle décision aux dispositions du traité ne se poserait pas. »

35. Les motifs de l'arrêt du 14 décembre 1977. Dans ses motifs la Cour estime « qu'il y a lieu de répondre d'abord à la quatrième question, cette réponse étant susceptible d'influencer la nécessité de celle à donner aux deux premières questions (motif 7).

Dans les motifs de sa réponse à la quatrième question, la Cour commence par rappeler ses arrêts *Brasserie de Haecht*, du 6 février 1973 (affaire 48-72, Rec. 1973, 86) et *Portelange*, du 9 juillet 1969 (affaire 10-69, Rec. 1969, 316).

Elle affirme « l'indivisibilité de l'interdiction prévue au paragraphe 1 de l'article 85, et de la possibilité d'exemption prévue au paragraphe 3, telles que mises en œuvre par le règlement n° 17 » (motif 11).

Les « anciens » accords, visés aux articles 6, paragraphes 2 et 7 du règlement n° 17-62 peuvent non seulement bénéficier d'une exemption s'étendant *rétroactivement*, même à la période antérieure à leur notification mais, en outre, être *régularisés rétroactivement* dans celles de leurs dispositions incompatibles avec l'article 85, paragraphe 1, du moment que, à la demande de la Commission, elles sont modifiées pour l'avenir (motif 13).

Et la Cour de conclure :

« Que pareil système ne pourrait se concilier avec une compétence judiciaire de constatation de nullité, au cours de la période allant de la notification à la date où la Commission prend une décision » (motif 14).

« Qu'il s'ensuit que, durant cette période, les juridictions saisies d'un litige relatif à un accord ancien régulièrement notifié ou dispensé de notification, doivent donner à pareil accord les effets juridiques qu'y attache la loi applicable au contrat, sans que ces effets puissent être mis en cause par une contestation soulevée éventuellement au sujet

de sa compatibilité avec l'article 85, paragraphe 1 » (motif 15).

En ce qui concerne les deux premières questions préjudicielles, la Cour estime qu'elles « ne demandent pas de réponse ». En effet, du moment qu'un ancien accord, régulièrement notifié ou dispensé de notification continue de sortir ses effets jusqu'au moment où la Commission aura pris une décision sur la base de l'article 85 et du règlement n° 17, il est sans importance que la Commission ait considéré à tort que l'accord bénéficiait d'une exemption catégorielle au sens du règlement n° 67-67 (motif 17).

Quant à la troisième question, la Cour fait observer qu'aux termes du règlement n° 2591-72, JOCE L 276 du 9 décembre 1972, les effets du règlement n° 67-67 ont été prorogés jusqu'au 31 décembre 1982 (motif 20).

**36. Le dispositif de l'arrêt du 14 décembre 1977.** Par le motif ci-dessus résumé la Cour a dit pour droit :

« Durant la période allant de la notification à la « date où la Commission prend une décision, les « juridictions saisies d'un litige relatif à un accord « ancien régulièrement notifié ou dispensé de notification, doivent donner à pareil accord les effets « juridiques qu'y attache la loi applicable au « contrat, sans que ses effets puissent être mis en « cause par une contestation soulevée éventuelle-

ment au sujet de sa compatibilité éventuelle avec « l'article 85, paragraphe 1. »

**37. Observations sur l'arrêt du 14 décembre 1977.** L'arrêt du 14 décembre 1977 confirme la jurisprudence antérieure de la Cour concernant la validité provisoire des anciens accords, dûment notifiés, en la précisant sur le point de savoir si le juge national peut, le cas échéant, suspendre la procédure afin de mettre les parties en mesure d'obtenir une prise de position de la Commission.

Il apparaît désormais que la suspension de la procédure par le juge national est inutile, ce dernier devant considérer les anciens accords, notifiés ou dispensés de notification, comme pleinement valables, aussi longtemps que la Commission n'a pas pris position à leur sujet.

La Cour est pleinement consciente des inconvénients pratiques auxquels sa solution peut donner lieu, mais elle a estimé que la solution contraire serait beaucoup plus préjudiciable encore.

Enfin, on peut regretter que la Cour ait esquivé la réponse à la deuxième question préjudicielle, à laquelle la Commission avait consacré d'amples développements dans ses observations écrites. Compte tenu du grand nombre des décisions de classement prises par la Commission, il aurait été utile de savoir si la Cour partageait la manière de voir de la Commission au sujet de la nature juridique et de la portée de ces décisions.



# LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN MATIÈRE AGRICOLE (1958-1975)

(Première partie) (\*)

Gérard DRUESNE

*Maître de conférences agrégé  
à la Faculté de Droit de Nancy,  
Directeur-adjoint du Département  
des Sciences juridiques et politiques  
du Centre Européen Universitaire*

1. — La présente chronique, dont la publication s'étendra sur plusieurs numéros consécutifs de la Revue, n'est pas une étude exhaustive du Droit agricole communautaire. Elle est consacrée à l'analyse de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes en matière agricole, de sorte qu'on n'y trouvera normalement aucune référence aux dispositions qui n'ont pas fait l'objet d'une discussion contentieuse comportant la saisine du juge communautaire, sauf dans la me-

(\*) En raison de son importance, la publication de cette étude s'étendra sur plusieurs numéros de la Revue. (N.D.E.).

sure où leur connaissance est nécessaire à la compréhension des arrêts. En outre, la jurisprudence sera présentée non pas en fonction des différents éléments du Droit agricole (fixation des prix, mécanismes de stabilisation à l'importation ou à l'exportation, systèmes d'aides communautaires, etc...), mais par rapport aux principes fondamentaux du Marché commun, tels que l'interdiction des discriminations ou la répartition des compétences entre la Communauté et les États membres. L'objet de la chronique est en quelque sorte d'analyser la perception de ces principes par la Cour, le sens qu'elle leur donne et les limites qu'elle leur assigne, et de contribuer ainsi à l'étude de la construction communautaire par celle des modalités de sa réalisation dans un secteur de l'activité économique — l'agriculture et le commerce des produits agricoles — où le processus d'intégration est actuellement le plus achevé. Enfin, si tous les arrêts rendus par la Cour en matière agricole, depuis son entrée en fonction jusqu'au 31 décembre 1977, ont été répertoriés (sauf omission) et figurent dans le tableau qui sera annexé à la dernière livraison, certains d'entre eux n'ont cependant pas été analysés. Pour les uns, en effet, la Cour n'a pas eu à prendre position sur un point de Droit agricole (parce qu'elle a par exemple jugé le recours irrecevable), tandis que les autres n'ont porté que sur un point tout à fait mineur de ce Droit, sans doute essentiel pour l'opérateur économique concerné mais de peu d'intérêt pour cette chronique (les arrêts relatifs au classement des produits dans les différentes catégories du Tarif douanier commun).

2. — Pendant la période 1958-1977, 262 arrêts ont été rendus par la Cour qui concernent l'agriculture et le commerce des produits agricoles (le premier le 19 décembre 1961). 186 d'entre eux, soit 70 %, l'ont été à la suite d'un recours préjudiciel, en interprétation ou en appréciation de validité, en application de l'article 177 du traité CEE, 31 (12 %) sur recours en annulation (article 173), 23 sur recours en indemnité (article 215 al. 2), 16 sur recours en manquement (article 169), et 2 sur recours en carence (article 175); il faut y ajouter 3 arrêts rendus sur demande de mesures provisoires (article 186) et 1 sur demande de sursis à l'exécution d'un acte d'une institution communautaire (article 185).

3. — Que faut-il entendre par produits agricoles ? Aux termes de l'article 38 par. 1 du traité CEE, « par produits agricoles on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits ». La Cour a précisé le sens de la notion de produits de pre-

mière transformation (29 mai 1974, 185/73, König) (1) : il doit exister entre ceux-ci et les produits de base une interdépendance économique étroite, de sorte qu'il ne serait pas justifié d'appliquer aux produits de base le régime agricole tandis qu'on appliquerait aux produits transformés les règles générales du traité. Sont donc exclus les produits de transformation qui ont subi un processus productif dont le coût est tel que le prix des matières premières agricoles de base devient un coût tout à fait marginal. Mais le nombre d'opérations que comporte le processus productif est sans importance : la notion de première transformation ne doit pas être interprétée comme limitée à une seule opération à partir de la matière première.

La définition donnée au par. 1 est complétée par les dispositions du par. 3 du même article 38, puisque « les produits qui sont soumis aux dispositions des articles 39 à 46 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe II du présent traité », cette liste pouvant cependant être complétée par le Conseil dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité. Trois groupes de produits ont effectivement été ajoutés à la liste initiale par le règlement n° 7 bis du Conseil du 18 décembre 1959 (2). C'est donc dans cette annexe II que fi-

gurent les produits agricoles au sens du traité, et la liste en est absolument limitative (14 décembre 1962, 2 et 3/62, Commission c. Luxembourg et Belgique ; 15 octobre 1969, 16/69, Commission c. Italie).

Bien sûr, les produits en question doivent avoir leur origine dans un État membre de la Communauté : le bénéfice des mesures liées à l'organisation des marchés agricoles est réservé en principe aux produits de la Communauté, c'est-à-dire à ceux des pays qui participent au financement de la politique agricole commune (1<sup>er</sup> octobre 1974, 14/74, Norddeutsches Vieh und Fleischkontor).

4. — La présente chronique étudiera la jurisprudence de la Cour en fonction des sept thèmes suivants :

- Buts de la politique agricole commune ;
- Répartition des compétences entre la Communauté et les États membres ;
- Principe d'égalité de traitement ;
- Principe d'unité du marché ;
- Principe de proportionnalité ;
- Principe de sécurité juridique ;
- Principe de la préférence communautaire.

## Premier thème : Les buts de la politique agricole commune

5. — L'article 39 du traité assigne cinq buts à la politique agricole commune, à caractère économique (accroître la productivité de l'agriculture, stabiliser les marchés), social (assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs) ou politique (garantir la sécurité des approvisionnements) (3). La jurisprudence en la matière comporte trois aspects : quelle signification faut-il attribuer à ces buts ? Sont-ils placés sur le même plan ou existe-t-il entre eux une hiérarchisation ? Quelle est la force obligatoire qui leur est attachée ?

(1) Pour chaque affaire, la référence au Recueil des arrêts de la Cour sera indiqué dans le tableau en annexe de la dernière livraison de la chronique.

(2) Le règlement n'a été publié au J.O.C.E. que le 30 janvier 1961, soit plus d'un an après l'expiration du délai, mais la Cour a jugé que sa validité n'en était pas pour autant affectée puisqu'il a été pris avant expiration de ce délai, le retard apporté à sa publication ne pouvant avoir une incidence que sur la date à partir de laquelle il a pu être appliqué ou produire ses effets (29 mai 1974, 185/73, König, précité).

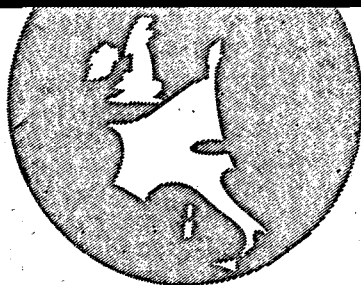
### I. — Signification des buts de la politique agricole commune

La Cour a donné une interprétation de l'article 39 pour deux des buts énoncés par celui-ci : stabiliser les marchés et assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.

(3) Article 39 : 1. La politique agricole commune a pour but :

- a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ;
- b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture ;
- c) de stabiliser les marchés ;
- d) de garantir la sécurité des approvisionnements ;
- e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.





## 1 - Stabiliser les marchés

6. — La notion de stabilisation n'équivaut pas à celle de fixité ou d'immobilisme : l'obligation de stabiliser les marchés ne signifie pas que l'autorité communautaire doive, lorsqu'elle élabore et met en œuvre la politique agricole commune, assurer le maintien des courants commerciaux traditionnels, tels qu'ils existaient avant la création du Marché commun.

L'interprétation a été donnée à la faveur d'un recours en indemnité, fondé sur le caractère prétendument préjudiciable du mécanisme communautaire d'aide à la production de blé dur. La production de cette céréale étant en effet déficitaire dans la Communauté, le règlement portant organisation commune du marché prévoit que si le prix d'intervention est inférieur à un certain prix minimum garanti, une aide égale à la différence entre les deux est accordée aux producteurs. Le mécanisme a été efficace, et la production de blé dur s'est fortement accrue dans les régions de la Communauté où sa culture est possible, c'est-à-dire essentiellement dans la Beauce et le Midi de la France et dans le Sud de l'Italie. Mais de ce fait, alors que les semouleries allemandes et du Benelux doivent continuer à s'approvisionner sur le marché mondial, en important du blé dur des pays tiers et en le payant au prix de seuil, les semouleries françaises et italiennes peuvent désormais s'approvisionner en blé dur indigène, qu'elles paient à un prix proche du prix d'intervention (donc inférieur au prix de seuil). La modification des courants commerciaux traditionnels qui en résulte n'est cependant pas jugée par la Cour contraire à l'objectif de stabilisation des marchés, lequel ne saurait couvrir le maintien en tout état de cause des situations acquises dans des conditions de marché antérieures : l'augmentation de la production de blé dur doit normalement susciter l'apparition de nouveaux courants d'échange entre les États membres (13 novembre 1973, 63 à 69/72, Wilhelm Werhahn ; arrêt confirmé par : 2 juin 1976, 56 à 60/74, Kampffmeyer).

## 2 - Assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs

7. — La formule « prix raisonnables » doit être appréciée dans la perspective de la politique agricole prévue au traité : l'autorité communautaire n'est donc pas tenue de faire en sorte qu'il soient les plus bas possibles.

La Cour considère en effet que pour la plupart des produits agricoles, la population serait assurée d'un approvisionnement moins coûteux et meilleur si l'on pouvait renoncer à une politique agricole qui a entre autres objets celui de stabiliser le mar-

ché (15 juillet 1963, 34/62, Allemagne c. Commission). Autrement dit, dans une conjoncture où les prix mondiaux sont inférieurs aux prix communautaires, il serait plus avantageux pour le consommateur de s'approvisionner sur le marché mondial, ce que lui interdit une politique qui prend en considération d'autres facteurs que son seul intérêt financier. Une telle analyse pouvait être faite en 1963, mais il est évident qu'elle a aujourd'hui perdu beaucoup de sa pertinence : depuis 1973, en effet, le cours mondial de certaines denrées alimentaires a dépassé largement celui du marché communautaire, et face à ce déséquilibre, la politique agricole commune a incontestablement permis au consommateur européen un approvisionnement à meilleur prix.

La même interprétation apparaît dans les affaires où la Cour a eu à se prononcer sur la validité du système des montants compensatoires monétaires mis en place par le Conseil : même s'il donne la préférence, en raison de l'évolution de la situation monétaire, aux intérêts des producteurs agricoles, ce système ne méconnaît pas l'article 39 dans la mesure où il n'aboutit pas, dans les livraisons aux consommateurs, à des prix « évidemment déraisonnables ». Il suffit donc que les prix à la consommation ne soient pas manifestement excessifs pour qu'ils puissent être tenus pour raisonnables, et donc conformes aux exigences du traité (24 octobre 1973, 5/73, Balkan Import-Export ; même solution dans les arrêts 9/73, Carl Schlüter, et 10/73, Rewe-Zentral, du même jour).

## II. — Hiérarchisation des buts de la politique agricole commune

La Cour de justice ne place pas sur le même plan les différents buts assignés par le traité à la politique agricole commune, et admet l'existence entre eux d'une certaine hiérarchisation. Celle-ci comporte cependant deux aspects bien distincts. Divers facteurs de hiérarchisation sont en effet impliqués par la rédaction même de l'article 39, ou tout au moins par l'interprétation qui en est habituellement donnée, et la jurisprudence ne fait que refléter — dans une mesure qu'il faudra préciser — la volonté supposée des auteurs du traité. Mais d'autres hiérarchies, liées celles-là à l'évolution de la conjoncture, résultent de la mise en œuvre de la politique commune par l'autorité communautaire, à laquelle la Cour reconnaît la faculté de procéder ainsi.

## A. LES HIERARCHIES RESULTANT DE L'ARTICLE 39

Selon une interprétation fréquente, l'article 39 introduit une double hiérarchie entre les buts de la politique agricole commune. D'une part, il accorde la prépondérance aux objectifs sociaux sur les objectifs économiques, les seconds n'étant en définitive qu'un instrument de réalisation des premiers : si l'accroissement de la productivité de l'agriculture doit être recherché, c'est parce qu'il permettra de garantir aux agriculteurs un revenu satisfaisant (« assurer *ainsi* un niveau de vie équitable à la population agricole »). D'autre part, au sein des objectifs sociaux, l'intérêt des producteurs l'emporte sur celui des consommateurs : un niveau de vie « équitable » doit être assuré aux uns, alors que les autres bénéficient de prix seulement « raisonnables ». Dans quelle mesure la jurisprudence confirme-t-elle cette analyse ?

### 1 - La prépondérance des objectifs sociaux sur les objectifs économiques

8. — La Cour n'a jamais affirmé sans ambages cette prépondérance, comme un principe fondamental au respect duquel il lui faudrait veiller, mais certains arrêts anciens pouvaient donner à penser qu'elle y était favorable. La jurisprudence plus récente semble cependant traduire l'abandon de cette tendance.

Initialement, la Cour paraissait voir dans le niveau de vie équitable des agriculteurs un objectif primordial, en ce sens que les deux objectifs à caractère économique étaient présentés uniquement comme des moyens propres à sa réalisation. Dans l'affaire 34/62 (arrêt précité du 15 juillet 1963, Allemagne c. Commission), la Commission avait refusé d'accéder à la demande du Gouvernement allemand qui souhaitait, sur la base de l'article 25 par. 3 du traité, être autorisé à appliquer aux importations d'oranges en provenance de pays tiers un taux de droits de douane réduit par rapport à celui prévu par le Tarif douanier commun. Entre autres moyens d'annulation, le Gouvernement fédéral reprochait à la Commission d'avoir fondé son refus sur la crainte d'une diminution de la consommation des pommes et poires provoquée par la diminution du prix des oranges, les consommateurs pouvant facilement se reporter d'un fruit à un autre. Autrement dit, pour éviter des difficultés dans l'écoulement de la production des pommes et poires, qui auraient évidemment entraîné une baisse du revenu des producteurs, l'autorité communautaire se serait attachée à maintenir la stabilité du marché de ces fruits : l'objectif de stabilisation des marchés aurait ainsi été utilisé comme instrument de réalisation de l'objectif relatif au niveau

de vie des agriculteurs, alors qu'aux termes de l'article 39, c'est l'autre objectif économique — l'accroissement de la productivité de l'agriculture — qui peut seul être utilisé à cette fin. Le requérant faisait donc grief à la Commission d'avoir méconnu le sens de l'adverbe « ainsi », tel qu'il figure dans le texte du traité.

La Cour a rejeté le recours, mais en raison des circonstances propres à l'espèce, sans condamner l'argumentation dans son principe. Elle observe en effet que le but poursuivi par la Commission n'était pas, contrairement aux allégations du Gouvernement allemand, d'assurer un niveau de vie équitable aux producteurs, mais d'empêcher que la réalisation de cet objectif ne soit entravée par l'application d'autres dispositions du traité (en l'occurrence l'article 25) : la décision visait la stabilisation du marché des pommes et poires, qui aurait évidemment été compromise par l'autorisation d'importer des oranges à bas prix. C'est donc parce que la Commission n'agissait pas, en l'espèce, pour maintenir le niveau de vie des agriculteurs qu'elle a pu prendre une mesure tendant à la stabilisation des marchés ; mais rien n'interdit de penser que dans le cas contraire, la Cour aurait annulé la décision comme mettant en œuvre un instrument inadéquat, eu égard à la rédaction de l'article 39.

Dans un arrêt rendu deux ans plus tard (1<sup>er</sup> juillet 1965, 106 et 107/63, Alfred Toepfer), la Cour semblait confirmer cette hiérarchie en liant la poursuite de l'objectif de stabilisation des marchés à l'existence d'une menace sur le revenu des agriculteurs. La Commission, après fixation à 0 du prélèvement intracommunautaire (4), par suite d'une erreur de ses services dans l'appréciation du prix franco-frontière, avait autorisé le Gouvernement allemand à prendre une mesure de sauvegarde, consistant en la suspension totale des importations de maïs pendant plusieurs jours, afin d'éviter une augmentation massive des importations susceptible de provoquer l'effondrement des prix. La Cour a annulé la décision de la Commission : même si le fléchissement des prix s'était produit, les perturbations qu'il aurait provoquées sur le marché allemand n'auraient été que passagères ; elles n'auraient donc pas été suffisantes pour mettre en péril la stabilité du marché, et *partant* le niveau de vie équitable de la population agricole. La déstabilisation des marchés n'est donc pas redoutée pour elle-même, mais pour ses effets réducteurs du revenu des agriculteurs : la poursuite de l'objectif économique n'est légitime que dans la mesure où une abstention de l'autorité communau-

(4) Un prélèvement à l'importation et une restitution à l'exportation pouvaient être institués dans les échanges intracommunautaires pendant la période de transition.



taire en la matière compromettrait la réalisation de l'objectif social.

Ces deux arrêts illustrent la prééminence reconnue par la Cour à la garantie du niveau de vie des agriculteurs sur les buts économiques de la politique agricole commune : pour l'autorité communautaire, l'accroissement de la productivité de l'agriculture et la stabilisation des marchés sont deux moyens, l'un positif, l'autre négatif, de réalisation de l'objectif social.

9. — Au cours des dernières années, cependant, la Cour semble avoir renoncé à cette hiérarchie, et attacher désormais la même importance à la garantie du niveau de vie des agriculteurs et à la stabilisation des marchés.

Dans un arrêt du 15 juin 1976 (113/75, *Frecasetti*), elle observe que le prix communautaire est principalement destiné à protéger et à stabiliser le marché communautaire, en évitant notamment que les fluctuations des prix sur le marché mondial ne se répercutent à l'intérieur de la Communauté. La notion de protection du marché communautaire est très claire : il s'agit de préserver celui-ci des importations à bas prix en provenance de pays tiers, qui pourraient compromettre l'écoulement de la production des agriculteurs des États membres et porter atteinte à leur niveau de vie. L'objectif social n'est donc plus que l'un des deux buts principaux de la politique agricole, l'autre étant la stabilisation des marchés.

De même, dans un arrêt du 31 mars 1977 (54 à 60/76, *Compagnie industrielle et agricole du comté de Lohéac*), l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre est présentée avec le double objectif d'établir un équilibre entre d'une part l'intérêt général de bonne gestion du marché — tendant à éviter les fluctuations des prix sur l'ensemble de l'économie sucrière — et d'autre part le maintien des garanties nécessaires pour assurer aux producteurs de betteraves et de cannes à sucre leur emploi et un niveau de vie équitable. Éviter les fluctuations des prix, c'est évidemment veiller à la stabilité du marché : ici encore, l'objectif économique est placé sur le même plan que l'objectif social.

L'explication de cette évolution jurisprudentielle est simple, et tient sans doute aux bouleversements que le commerce international a connus à partir de 1973. Tant que le prix des denrées alimentaires sur le marché mondial était largement inférieur, et de façon constante, au prix communautaire, l'objectif prioritaire était effectivement de mettre les agriculteurs des États membres à l'abri de la concurrence des pays tiers pour leur assurer un niveau de vie équitable. Mais dès lors que les cours mondiaux sont susceptibles de variations de forte am-

plitude et se trouvent tantôt supérieurs, tantôt inférieurs au prix communautaire, il devient aussi important de préserver le marché communautaire de ces fluctuations par une action stabilisatrice.

## 2 - La prépondérance de l'intérêt des producteurs sur celui des consommateurs

10. — Au sein des buts sociaux, la hiérarchie établie par l'article 39 est reçue sans ambiguïté dans la jurisprudence : non seulement la Cour considère que le caractère raisonnable des prix à la consommation ne signifie pas qu'ils doivent être les plus bas possibles (*supra*, n° 7), mais en présence d'un conflit entre les deux catégories d'intérêts, elle fait prévaloir sans hésiter celui des agriculteurs.

La dévaluation du franc français (août 1969) ayant provoqué une diminution des prix d'intervention à payer par la France et une augmentation du prix des produits importés des pays tiers, le Conseil a autorisé cet État à octroyer des montants compensatoires monétaires à l'importation ; la Commission en a fixé le taux, en tenant compte intégralement de la diminution des prix d'intervention mais non de la totalité de l'augmentation des prix des produits importés. En 1971, à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas, ces deux États ont à leur tour été autorisés à octroyer des montants compensatoires monétaires, à l'exportation vers les pays tiers cette fois, et en en fixant le taux, la Commission a tenu compte de la totalité de l'incidence de cet élargissement sur les prix à l'exportation. La comparaison de ces deux situations est éclairante : à l'exportation, la mesure monétaire prise par l'État étant intégralement compensée, le vendeur est assuré du maintien en monnaie constante du prix qu'il reçoit, et le producteur du maintien de son revenu ; à l'importation au contraire, où la mesure monétaire n'est que partiellement compensée, l'acheteur doit payer un prix plus élevé, et la différence se traduira au stade ultime par l'augmentation du prix à la consommation. La Cour admet pourtant cette différence : la politique agricole commune ayant notamment pour but d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, il peut être plus justifié de soutenir l'exportation de produits agricoles vers des pays tiers que l'importation de ces produits (13 juin 1972, 9 et 11/71, *Compagnie d'approvisionnement, de transport et de crédit*).

## B. LES HIERARCHIES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

11. — Les buts de la politique agricole commune — sociaux, économiques, politique — sont suscep-

tibles, dans des circonstances déterminées, d'être contradictoires, et de ne pouvoir être tous poursuivis simultanément. L'autorité communautaire se voit donc contrainte d'accorder temporairement la priorité à l'un des objectifs par rapport aux autres, et la Cour admet ces hiérarchies circonstanciées et changeantes, pourvu qu'elles restent dans certaines limites (c'est-à-dire que les autres objectifs ne soient pas purement et simplement ignorés).

Une première expression de cette jurisprudence a été donnée à l'occasion d'un recours préjudiciel en appréciation de validité d'un mécanisme de stabilisation à l'importation. L'organisation commune du marché des fruits et légumes prévoit, lorsque le prix d'entrée d'un produit importé d'un pays tiers est inférieur à un prix de référence, la perception d'une taxe compensatoire, qui est l'équivalent du prélèvement à l'importation traditionnel. Dans l'affaire 5/67 (13 mars 1968, W. Beus), une entreprise tenait ce mécanisme pour contraire au traité, puisqu'en donnant une préférence unilatérale aux producteurs communautaires, il méconnaissait deux autres buts de la politique agricole commune : l'augmentation du coût des importations risquait en effet de compromettre la sécurité des approvisionnements et de majorer les prix à la consommation. La Cour repousse cette argumentation : les objectifs de l'article 39, tendant à sauvegarder les intérêts des producteurs et des consommateurs, peuvent ne pas être tous atteints simultanément et totalement. En pesant ces intérêts, le Conseil doit le cas échéant tenir compte, en faveur des agriculteurs, du principe de la préférence communautaire (v. infra), et en l'espèce il l'a fait de façon régulière dans la mesure où ce souci d'assurer la protection des producteurs communautaires est resté dans des limites raisonnables.

Cette doctrine a été confirmée par la jurisprudence relative au système d'aide communautaire à la production de blé dur. Dans l'arrêt précité du 13 novembre 1973 (63 à 69/72, Werhahn), la Cour observe qu'en favorisant la culture du blé dur, déficitaire dans la Communauté, par rapport à celle — excédentaire — du blé tendre, l'autorité communautaire s'est attachée à garantir la sécurité des approvisionnements ; sans doute ne s'est-elle pas alors préoccupée avec la même détermination de l'objectif de stabilisation des marchés, mais le fait d'accorder temporairement la priorité à certains des objectifs de l'article 39 par rapport au maintien des situations acquises n'est pas contraire au traité.

Enfin, la même analyse se retrouve dans les arrêts rendus à propos des montants compensatoires monétaires : dans la poursuite des objectifs de l'article 39, les institutions communautaires doivent assurer la conciliation permanente que peuvent exiger d'éventuelles contradictions entre ces ob-

jectifs considérés séparément, et le cas échéant accorder à tel ou tel d'entre eux la prééminence temporaire qu'imposent les faits ou circonstances économiques au vu desquels elles arrêtent leurs décisions. Dans l'arrêt précité du 24 octobre 1973 (5/73, Balkan Import-Export), la Cour juge ainsi que n'est pas contraire à l'article 39 le règlement exigeant des opérateurs allemands le paiement d'un montant compensatoire sur leurs importations, l'évolution de la situation monétaire justifiant que la préférence soit donnée aux intérêts des agriculteurs sur ceux des consommateurs. De même mais en sens contraire, elle admet la validité, dans un arrêt du 20 octobre 1977 (29/77, Société Roquette), d'un règlement exigeant des opérateurs français le paiement d'un montant compensatoire sur leurs exportations, l'évolution de la situation monétaire justifiant cette fois la préférence donnée à la stabilisation des marchés sur le maintien du revenu des agriculteurs.

La jurisprudence citée montre parfaitement le caractère circonstanciel et évolutif de ces hiérarchies dans la mise en œuvre de la politique agricole commune, puisque la priorité est donnée selon les cas soit au niveau de vie des agriculteurs, soit à la sécurité des approvisionnements, soit encore à la stabilisation des marchés.

### III. — Force obligatoire des buts de la politique agricole commune

12. — La notion de force obligatoire n'est pas prise ici dans son sens étroit traditionnel : il est évident que l'article 39 s'impose au même titre et avec la même force que les autres dispositions du traité. Mais d'une manière plus générale, l'analyse de la jurisprudence fait apparaître, entre les buts de la politique agricole commune et l'exercice de leurs compétences par l'autorité communautaire ou les États membres, l'existence d'un double courant d'influence, d'une force tantôt habilitante, tantôt contraignante. La poursuite des objectifs énoncés à l'article 39 habilite en effet l'autorité communautaire ou les États membres à prendre des mesures qui sont autant d'atteintes à la liberté d'entreprendre des opérateurs économiques ou au fonctionnement normal des mécanismes de l'économie de marché, mais dont la validité est admise par la Cour parce qu'elles sont les instruments de réalisation de la politique commune. Inversement, l'autorité communautaire et les États membres sont tenus, lorsqu'ils mettent en œuvre certaines compétences, de prendre en considération les buts de cette politique, qui s'imposent ainsi comme des contraintes à leur action.



## A. LES HABILITATIONS

On peut regrouper en trois rubriques les arrêts où est reconnue la force habilitante des buts de la politique agricole commune, selon qu'ils concernent les mécanismes des prix, les mécanismes d'intervention ou les mécanismes de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

### 1 - Les mécanismes des prix

13. — La Cour a été conduite à se prononcer sur la validité du système de régionalisation du prix d'intervention, selon lequel pour certains produits, le Conseil fixait non seulement un prix d'intervention de base, mais aussi des prix d'intervention dérivés pour les autres centres de commercialisation, inférieurs au précédent. Dans un arrêt du 13 mars 1968 (30/67, *Industria Molitoria Imolese*), elle observe que la fixation de prix d'intervention dérivés du prix de base a pour effet de compenser les excédents des zones productrices et les besoins des zones déficitaires, et qu'instituée en vue de stabiliser les marchés et d'assurer la libre circulation des céréales à l'intérieur de la Communauté, elle fait partie intégrante du régime de prix considéré comme indispensable à l'établissement d'une organisation commune de marché.

### 2 - Les mécanismes d'intervention

Une des caractéristiques les plus remarquables de la politique agricole commune réside certainement dans les larges possibilités d'intervention dont dispose l'autorité communautaire, aussi bien au stade de la production qu'à celui de la commercialisation des produits agricoles. La légitimité de ces mécanismes d'intervention, souvent contestée par les opérateurs économiques, a toujours été reconnue par la Cour, qui voit en eux un moyen propre à assurer la réalisation des objectifs de la politique commune. Trois aspects de l'intervention communautaire ont ainsi fait l'objet d'une analyse jurisprudentielle.

#### a - L'achat des produits offerts à l'intervention

14. — Les organismes d'intervention des États membres sont tenus d'acheter, au prix d'intervention, les produits qui leur sont offerts, pourvu que soient remplies certaines conditions relatives à la qualité des marchandises et aux quantités présentées. Cette obligation d'achat est pour la Cour une condition essentielle du maintien d'un niveau des prix correspondant au prix d'intervention, qui est lui-même nécessaire pour assurer aux agriculteurs un niveau de vie équitable (11 juillet 1968, 6/68, *Zuckerfabrik Watenstedt*). Mais encore faut-il que les modalités d'exécution de cette obligation n'aient pas pour effet de fausser le mécanisme d'intervention, en méconnaissant le but poursuivi. Le prix

d'intervention étant majoré mensuellement pour tenir compte des frais de stockage — afin d'assurer, tout au long de la campagne de commercialisation, le maintien de la garantie des prix en faveur des producteurs — le risque existe de voir certains d'entre eux retarder l'offre de leurs produits jusqu'au moment où prennent fin ces majorations mensuelles, alors qu'une grande partie des marchandises en stock aurait pu être écoulee sur le marché avant le début de la nouvelle campagne de commercialisation. Une telle présentation massive de produits à la fin de la campagne étant évidemment susceptible de rompre la stabilité du marché, la Cour admet la possibilité pour l'autorité communautaire, prévue par le règlement de 1967 portant organisation commune du marché des céréales, d'accorder une indemnité compensatrice pour les céréales récoltées dans la Communauté et qui se trouvent encore en stock en fin de campagne (30 novembre 1972, 32/72, *Wasaknäcke Knäckebrötfabrik* ; solution confirmée par l'arrêt du 13 décembre 1972, 52/72, *Walzenmühle*).

De la même manière, l'obligation d'achat au prix d'intervention ne vaut que pour les produits effectivement offerts aux organismes d'intervention, et non pour les livraisons que les agriculteurs effectuent à d'autres acheteurs : dans le système communautaire des adjudications, les producteurs peuvent donc recevoir un prix inférieur au prix d'intervention, puisque les marchandises achetées sont destinées à l'exportation vers des pays tiers (16 décembre 1975, 40 à 48, 50, 54 à 56, 111, 113 et 114/73, *Coopérative Suiker*).

#### b - Les aides à la production

15. — Pour assurer aux agriculteurs un niveau de vie équitable, l'autorité communautaire est habilitée à leur accorder des subventions, si celles-ci sont indispensables à l'écoulement de leur production. Ainsi, une partie du riz cultivé dans la Communauté étant utilisée par l'amidonnerie et l'industrie de la brasserie, la réglementation communautaire a pu valablement prévoir l'octroi aux producteurs de riz d'une « restitution à la production », qui leur permet de maintenir leur prix de vente à un niveau suffisamment bas pour ne pas voir se fermer ce débouché traditionnel (21 février 1974, 162/73, *Birra Dreher*).

#### c - Les limitations de la production

16. — Aucune mesure n'est plus contraire au fonctionnement normal d'une économie de marché qu'une limitation impérative des quantités que les agriculteurs sont autorisés à produire. La Cour l'admet pourtant, de l'autorité communautaire ou des États membres, si elle est nécessaire à la réalisation de la politique agricole commune.

C'est en considération de deux objectifs énoncés

à l'article 39, l'accroissement de la productivité de l'agriculture par le développement rationnel de la production et la garantie de la sécurité des approvisionnements, que la Cour a admis la validité d'une telle intervention, concernant cette variété particulière de produits agricoles que sont les produits de la pêche. En exécution d'une recommandation de la Commission des pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est, dans le cadre de l'application de la convention du 24 janvier 1959, le Gouvernement des Pays-Bas avait en effet adopté une réglementation fixant des quotas de capture et limitant l'effort de pêche susceptible d'être produit dans une zone côtière de douze milles. Cette réglementation ayant été contestée par les pêcheurs traduits devant les juridictions pénales néerlandaises pour y avoir contrevenu, la Cour, dans un arrêt du 14 juillet 1976 (3, 4 et 6/76, Kramer), reconnu qu'elle imposait à court terme une restriction de la production agricole, mais qu'elle ne pouvait être pour autant considérée comme une mesure d'effet équivalant à une restriction quantitative aux échanges intracommunautaires, interdite par les articles 30 et suivants du traité (v. infra, principe d'unité du marché), car en son absence, la production en cause risquait de s'épuiser rapidement et de compromettre ainsi gravement l'approvisionnement des consommateurs. Le développement rationnel de la production et le souci de garantir la sécurité des approvisionnements justifient donc qu'une limitation soit imposée à cette production.

### **3 - Les mécanismes de stabilisation à l'importation ou à l'exportation**

Pour les produits agricoles, la réglementation communautaire prévoit des mécanismes propres à compenser les différences de prix entre le marché communautaire et le marché mondial. La jurisprudence a reconnu la validité de ces mécanismes, à la fois le prélèvement à l'importation et la restitution à l'exportation, qui correspondent à l'hypothèse « normale » où le prix communautaire est supérieur au prix mondial, et le prélèvement à l'exportation, institué dans l'hypothèse inverse.

#### **a - Le prélèvement à l'importation**

17. — Dans un arrêt du 13 décembre 1967 (17/67, Max Neumann), la Cour, après avoir observé que les régimes de prélèvement sont destinés à atteindre les objectifs de l'article 39 et relèvent des mesures prévues aux articles suivants, précise qu'ils constituent l'une des bases de l'organisation commune des marchés agricoles ordonnée par l'article 40 par. 2, dans la mesure où ils permettent la régulation des prix et la stabilisation du marché. De même, la taxe compensatoire perçue sur le vin importé lorsque le prix franco-frontière descend au-dessous du prix de référence majoré des droits de douane, a pour but essentiel d'éviter sur le

marché communautaire des perturbations dues à des offres faites sur le marché mondial à des prix anormaux. Susceptible de varier selon les aléas de la conjoncture, cette taxe remplit un rôle régulateur du marché communautaire du vin, et constitue donc un prélèvement, mesure de stabilisation à l'importation inhérente à l'organisation commune des marchés dans le secteur viti-vinicole (30 avril 1974, 181/73, Haegeman).

#### **b - La restitution à l'exportation**

18. — Le mécanisme des restitutions à l'exportation permet selon la Cour de réaliser deux des objectifs de l'article 39. C'est évidemment un instrument de stabilisation du marché communautaire (9 octobre 1973, 12/73, Claus Muras), mais il contribue également à assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs. Ainsi, lorsqu'un État membre livre à des pays tiers, au titre des dons alimentaires, des produits que l'organisme d'intervention a achetés sur le marché intérieur, ces livraisons peuvent faire l'objet de restitutions à l'exportation financées par le F.E.O.G.A. bien qu'il ne s'agisse pas de transactions effectuées à titre onéreux. La Cour juge en effet (11 janvier 1973, 13/72, Pays-Bas c. Commission) que de telles livraisons sont utiles à la poursuite de l'objectif relatif au niveau de vie des producteurs, au même titre que les ventes faites directement par les exportateurs du pays, puisque pour effectuer ces dons alimentaires, le Gouvernement a dû préalablement acheter les produits en cause sur le marché intérieur, contribuant de la sorte à maintenir ou augmenter les possibilités de vente des agriculteurs de l'État concerné.

#### **c - Le prélèvement à l'exportation**

19. — Aux termes des règlements portant organisation commune de marché, le mécanisme de stabilisation à l'exportation est la restitution, puisque l'opérateur économique a besoin de cette subvention pour pouvoir exporter dans des pays tiers un produit dont le prix communautaire est habituellement supérieur au prix mondial. Mais ils contiennent aussi une clause de sauvegarde, dite « clause de pénurie », pour le cas où une évolution de la conjoncture provoquerait un renversement de la tendance, consistant dans l'institution d'un prélèvement à l'exportation. La Cour a admis la validité d'une telle mesure, dans un arrêt du 9 mars 1976 (95/75, Effem) : lorsque le niveau élevé des prix dans le commerce international est de nature à entraver l'importation dans la Communauté des produits concernés, ou à provoquer la sortie de ces produits, un prélèvement à l'exportation peut être appliqué pour éviter de mettre en péril la sécurité des approvisionnements. Ici encore, la poursuite d'un objectif de la politique agricole commune justifie donc la mesure de stabilisation décidée par l'autorité communautaire.





## B. LES CONTRAINTES

La force contraignante de la politique agricole commune à l'égard de l'autorité communautaire ou des États membres a été mise en évidence par la jurisprudence à l'occasion de l'exercice de trois types de compétences : les mesures de sauvegarde, l'action sur les prix à la consommation et la mise en œuvre d'un régime préférentiel résultant d'un Protocole annexé au traité.

### 1 - Les mesures de sauvegarde

20. — Lorsque la Commission décide des mesures de sauvegarde, sa compétence est limitée par l'obligation de tenir compte, en dépit du caractère dérogatoire par définition des mesures qu'elle prend, des buts de la politique agricole commune. Dans l'application de l'article 25 par. 3, qui lui permet d'autoriser un État membre à suspendre la perception des droits de douane du Tarif douanier commun ou de lui octroyer des contingents tarifaires à droit réduit ou nul, elle doit non seulement respecter les orientations fixées à l'exercice de ce pouvoir par l'article 29, mais aussi prendre en considération les buts énoncés à l'article 39, car le danger d'entraver ces buts doit constituer un élément dans l'appréciation de l'opportunité à laquelle elle se livre (15 juillet 1963, 34/62, Allemagne c. Commission, précité).

De même, lorsque la Commission est habilitée par un règlement du Conseil à prendre des mesures de sauvegarde, telles que la suspension des importations ou leur soumission à un système de prix minima, en cas de menace de perturbation grave du marché, la Cour juge que cette condition doit s'apprécier par rapport aux objectifs de la politique agricole commune. La menace d'un afflux d'importations à bas prix doit donc être suffisante pour risquer d'entraver l'objectif de stabilisation du marché, ou compromettre le maintien du niveau de vie des agriculteurs par la diminution des possibilités d'écoulement de la production indigène (7 février 1973, 40/72, Schroeder).

### 2 - L'action sur les prix à la consommation

21. — Le mécanisme communautaire des prix ne concernant que les prix à la production ou au stade du commerce de gros, les États membres demeurent compétents pour la fixation des prix à la consommation, au stade du commerce de détail (v. infra, deuxième thème). Mais dans l'exercice de cette compétence, ils doivent s'abstenir de toute action susceptible de compromettre la réalisation des buts de la politique agricole commune. Une intervention destinée à enrayer la hausse des prix à la consommation d'un produit n'est compatible avec l'organisation commune du marché de ce produit que si elle ne met pas en danger les objectifs ou le fonctionnement de cette organisation, et selon la Cour, l'objectif fondamental, qui est

d'assurer aux producteurs un prix orienté vers le prix indicatif, est compromis si l'intervention de l'État provoque une tendance à la baisse des prix du marché au-dessous de ce niveau. Elle ne devra donc pas empêcher le producteur de vendre son produit à un prix voisin du prix indicatif, et en tout cas non inférieur au prix d'intervention (22 janvier 1976, 60/75, Russo ; solution confirmée par 3 février 1977, 52/76, Benedetti).

### 3 - La mise en œuvre d'un régime préférentiel résultant d'un Protocole annexé au traité

22. — Avant la conclusion de l'accord d'association entre la Communauté et la Tunisie du 28 mars 1969, les marchandises importées de Tunisie en France étaient exemptées de droits de douane, dans la limite d'un contingent, en vertu du Protocole I.7 annexé au traité (5). Lorsqu'a été établie l'organisation commune de marché dans le secteur des matières grasses (règlement du Conseil du 22 septembre 1966), les importations d'huile d'olive en provenance de pays tiers ont été soumises au régime du prélèvement, mais le Gouvernement français, invoquant le Protocole I.7, a exclu l'application du prélèvement pour les importations d'huile d'olive de Tunisie, par un avis aux importateurs publié au Journal officiel de la République française.

La Cour voit dans cette exclusion un manquement de la France à ses obligations. L'organisation du marché des matières grasses, comportant l'interdiction de la perception de droits de douane, met en œuvre une technique d'intervention et de protection radicalement différente de celle des régimes douaniers envisagés par le Protocole I.7. L'extension de la politique agricole commune au secteur intéressé provoque ainsi une véritable novation, qui ne permet plus l'application pure et simple d'une franchise d'importation conçue en vue d'un régime de protection fondé exclusivement sur l'application de droits de douane, en dehors de toute référence à une organisation de marché. Il en résulte qu'à partir de l'entrée en vigueur du règlement instituant l'organisation commune du marché des matières grasses, l'objectif du Protocole I.7. devait être réalisé par l'effet de dispositions compatibles avec les principes mis à la base de cette organisation (9 juillet 1970, 26/69, Commission c. France). C'est donc qu'un État membre, lorsqu'il exerce une compétence en application d'un Protocole annexé au traité, doit prendre en considération les buts de la politique agricole commune, tels qu'ils sont représentés dans les mécanismes des organisations communes de marché.

(5) Protocole relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres.



# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## I. — Nominations

### RENOUVELLEMENT DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a nommé les membres du Comité économique et social pour la période du 19 septembre 1978 au 18 septembre 1982.

Le Comité constitue l'organe principal qui permet aux catégories économiques et sociales de la Communauté de participer aux processus par lesquels cette dernière forme son opinion et prend ses décisions.

Lors de la nomination des membres, le Conseil a tenu compte de la nécessité d'assurer une représentation adéquate aux différentes catégories de la vie économique et sociale.

A l'occasion du renouvellement du Comité, le Conseil a tenu à souligner expressément qu'il accorde une grande importance aux avis de cet organe, qu'ils soient rendus dans le cadre de sa consultation par le Conseil, qui est prévue dans le traité, ou présentés de sa propre initiative.

Au cours des quatre prochaines années, le Comité sera amené à examiner un grand nombre de questions nouvelles et importantes, entre autres les étapes ultérieures sur la voie de l'Union économique et monétaire et l'élargissement de la Communauté.

Le Conseil ne doute pas que, à l'avenir comme par le passé, les compétences du Comité dans tous ces domaines seront précieuses pour ses travaux.

### COMITE DU FONDS SOCIAL EUROPEEN

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement français, M. Jacques Hainzelin, Administrateur civil, Chargé de Mission pour les affaires relatives au Fonds social européen, Ministère du Travail et de la Participation, comme membre titulaire du **Comité du Fonds social européen** en remplacement de M. J. P. Huchon, membre titulaire démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 16 avril 1980.

Le Conseil a nommé, lors de sa session du 25 septembre 1978,

— sur proposition du gouvernement allemand, M. Hans-Henrich Rubbert, Bundesvorstand der Deutschen Angestellten-Gewerkschaft Ressort Sozialpolitik, comme membre suppléant du **Comité du Fonds social européen** en remplacement de M. Eckhard Schupeta, membre suppléant démissionnaire,

— sur proposition du gouvernement irlandais, Mme Clare Carroll Federated Union of Employers, comme membre suppléant du **Comité du Fonds social européen** en remplacement de M. Sean Doyle, membre suppléant démissionnaire, pour la durée restant à courir des mandats de ceux-ci, soit jusqu'au 16 avril 1980.

### FONDATION EUROPEENNE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a nommé, sur proposition de la Commission, MM. K. Feldenguth et J. C. Looise comme membres suppléants du Conseil d'administration de la **Fondation européenne**



pour l'amélioration des conditions de vie et de travail en remplacement respectivement de MM. Balduin et Van der Meulen, membres suppléants démissionnaires, pour la période restant à courir du mandat de ceux-ci, soit jusqu'au 14 mars 1979.

#### **COMITE CONSULTATIF POUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS**

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement allemand, Mme Anne Renken, Deutsche Angestellten-Gewerkschaft, comme membre suppléant du **Comité consultatif pour la sécurité sociale des travailleurs migrants** en remplacement de M. E. Schupeta, membre suppléant démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 7 février 1979.

#### **COMITE CONSULTATIF POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS**

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement allemand, M. Klaus Growitsch, Deutsche Angestellten-Gewerkschaft, Bundesvorstand, Ressort Sozialpolitik, comme membre suppléant du **Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs** en remplacement de M. E. Schupeta, membre suppléant démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 10 octobre 1979.

#### **COMITE CONSULTATIF POUR LA FORMATION DES MEDECINS**

Lors de sa session du 25 septembre 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement français,

— M. Rapin, comme membre du **Comité consultatif pour la formation des médecins**, en remplacement de M. Meyniel, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 5 avril 1979,

— M. Borde, Professeur à l'Université de Rouen, comme membre suppléant du Comité précité en remplacement de M. Rapin nommé membre, pour la même durée.

#### **TANZANIE**

Le 8 septembre 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Fulgence Michael Kazaura, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République unie de **Tanzanie**, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne de l'Energie atomique et de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier en remplacement de S.E. M. Narcis Mtongo Mloka.

#### **CANADA**

Le 19 septembre 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. R.M. Tait, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement du **Canada**, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique en remplacement de S.E. M. Marcel Cadieux.

#### **INDONESIE**

Le 19 septembre 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Kahono Martohadinegoro,

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République d'**Indonésie**, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique en remplacement de S.E. M. Atmono Suryo.

#### **LIBAN**

Le 19 septembre 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Josef Donato, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République **Libanaise**, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique en remplacement de S.E. M. Kesrouan Labaki.

#### **ISRAEL**

Le 2 août 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Izhak S. Minerbi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de l'Etat d'**Israël** comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique en remplacement de S.E. M. Eliashiv Ben-Horin.

#### **TUNISIE**

Le 2 août 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. M'Hamed Essaafi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République **Tunisienne** comme Chef de la Représentation, respectivement Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne en remplacement de S.E. M. Ismaïl Kheili.

## **II. — Activités communautaires**

#### **EXTENSION DE LA CONVENTION SUR LA COMPETENCE JUDICIAIRE ET L'EXECUTION DES DECISIONS EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE**

1. Les Représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil ont signé, lors de la session du 9 octobre 1978, la Convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Protocole concernant son interprétation par la Cour de Justice.

Avec l'adhésion de ces trois Etats membres à la Convention de 1968, dite Convention de Bruxelles (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1973) et au Protocole d'interprétation de 1971 (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1975)

un domaine important pour le citoyen et la réalisation de ses droits a été adapté à l'élargissement de la Communauté.

En effet, lors de l'adhésion à la Communauté, les trois nouveaux Etats membres s'étaient engagés à adhérer à la Convention d'exécution et au Protocole d'interprétation. Dans ce but, des négociations ont été entamées dès 1973 sous la présidence de M. Jenard, Directeur d'administration au Ministère belge des Affaires étrangères, afin d'apporter aux textes les adaptations nécessaires compte tenu notamment des particularités juridiques propres au droit des trois nouveaux Etats membres et de l'importance de certains secteurs économiques pour eux. Que ces adaptations ont pu être réalisées tout en sauvegardant la substance de la Convention constitue un succès.

2. Le but de la Convention de 1968 est de simplifier les formalités nécessaires à la reconnaissance et à l'exécution réciproques des décisions judiciaires. A cette fin la Convention détermine en premier lieu des règles de compétence en ce qui concerne le juge à saisir en matière civil et commerciale.

Elle prévoit ensuite une procédure simplifiée, par rapport aux règles traditionnelles, et rapide, parce que non contradictoire dans un premier stade, pour la mise à exécution des décisions rendues dans un autre Etat membre.

Toutefois en cas de refus d'exécution ou d'opposition de fond de la partie contre laquelle l'exécution est poursuivie, une procédure plus structurée destinée à offrir un maximum de garanties et ayant de ce fait un caractère contradictoire, est prévue.

La Convention de Bruxelles et le Protocole d'interprétation ont acquis tous les deux une importance pratique considérable : des centaines de décisions ont été prises dans les Etats membres qui se sont basées sur la Convention et une série de jugements de la Cour ont décidé de questions essentielles de son interprétation.

3. Au-delà des adaptations de nature technique découlant de l'extension géographique, les principales modifications à la Convention concernent les domaines suivants :

- des dispositions particulières ont été prévues pour tenir compte des particularités du droit britannique en matière de « trust »

- une série de dispositions ont été introduites en matière de droit maritime, notamment afin de tenir compte de l'importance de l'exercice de la compétence judiciaire en ce secteur par les tribunaux britanniques

- pour tenir compte de la dimension que l'adhésion du Royaume-Uni a conférée au marché des assurances dans la Communauté européenne, plusieurs modifications ont été apportées aux dispositions relatives aux contrats d'assurance, qui font l'objet d'une section spéciale de la Convention. En particulier la possibilité de conclure des conventions attributives de juridiction a été étendue dans une double direction : d'une part en prévoyant explicitement la faculté de conclure ces conventions avec des preneurs d'assurance n'ayant pas leur domicile dans la Communauté, d'autre part en prévoyant une énumération de risques qui peuvent faire l'objet de contrats d'assurance pour lesquels la Convention admet la conclusion de clauses attributives de juridiction. Ces risques concernent essentiellement le secteur des transports

- pour tenir compte de l'évolution du droit intervenue depuis la signature de la Convention de 1968, des dispositions nouvelles ont été introduites en matière de protection des consommateurs. Le but principal en est de favoriser le consommateur final dans le choix des tribunaux compétents pour juger des actions entre le consommateur et le vendeur.

4. En signant la Convention d'adhésion, les représentants des Gouvernements des Etats membres ont déclaré leur intention de tout mettre en œuvre pour que cette Convention soit ratifiée rapidement et que donc ces dispositions importantes pour la réalisation d'un droit de procédure harmonisé dans la Communauté puissent entrer en vigueur dans les meilleurs délais.

## FONCTIONNEMENT DE LA COUR DE JUSTICE

Sur la base d'un mémorandum de la Cour de Justice, relatif aux mesures qu'elle juge nécessaires aux fins de son fonctionnement actuel et futur, le Conseil a procédé, lors de sa session du 9 octobre 1978, à un échange de vues à l'issue duquel il a marqué son accord sur la déclaration suivante :

### « LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

- ayant pris connaissance du mémorandum de la Cour sur les mesures qu'elle juge nécessaires aux fins de son fonctionnement actuel et futur, partage le souci de celle-ci de maintenir la qualité et le rendement du travail juridictionnel,

- confirme sa volonté ferme de prendre les mesures qui seraient dans son pouvoir pour permettre à la Cour de continuer, vu l'augmentation considérable de la charge de travail de cette Institution, à accomplir de manière consciencieuse et rapide la mission que lui ont confiée les traités,

- exprime une opinion favorable à une adaptation des règles de procédure qui, dans le respect des principes fondamentaux de la procédure et de l'organisation judiciaire, permette d'assurer des conditions de fonctionnement optimales de la Cour et de maintenir la durée des procédures dans les limites raisonnables,

- prend acte des suggestions de la Cour d'augmenter le nombre des juges et des avocats généraux,

- charge le Comité des Représentants Permanents de faire examiner dans les meilleurs délais l'ensemble des propositions que la Cour pourrait présenter à la lumière des délibérations de ce jour, et de faire un premier rapport dans un délai de 6 mois après leur présentation ».

## CONNAISSANCE DU DROIT COMMUNAUTAIRE

Le Conseil, lors de sa session du 9 octobre 1978,

- confirmant l'importance qu'il attache aux mesures visant à améliorer la connaissance du droit communautaire et à en faciliter l'accès,

- constatant que et se félicitant de ce que, depuis la session qu'il a tenue en 1974, d'importants progrès ont été réalisés dans cette voie, notamment dans le domaine de la codification des actes juridiques du Conseil et de la Commission,

- estimant que d'autres progrès doivent être accomplis dans ce domaine et désirant y contribuer dans la mesure de ses possibilités,

1. prend acte du rapport fait par le Président du Groupe « Informatique juridique » au Comité des Représentants Permanents sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'automatisation de la documentation juridique et se félicite de ce que les données réunies dans le cadre du système interinstitutionnel de documentation seront mises à la disposition des Etats membres et, dans les limites des moyens disponibles, des justiciables.

2. ayant approuvé les conclusions du Rapport présenté à sa demande par le Comité de direction de l'Office des publications officielles sur les modalités selon lesquelles sera établi un répertoire de la législation communautaire, note avec satisfaction que ce répertoire sera publié dans le courant de l'année 1979.



3. prend acte de l'intention de la Cour de Justice des Communautés européennes de répondre au souhait, exprimé par le Conseil lors de sa session précitée, visant à constituer une cartothèque de sa jurisprudence ainsi que de la jurisprudence des juridictions des Etats membres concernant le droit communautaire et d'en faire connaître le contenu invite les Etats membres et les institutions communautaires à apporter à la Cour de Justice toute l'aide requise à cet effet; suggère que la Cour de Justice prenne l'initiative de réunir dans un délai de 3 mois un groupe de travail pour procéder à un échange de vues sur les modalités auxquelles pourrait répondre un tel répertoire.

#### **TRIBUNAL POUR LITIGES ENTRE LES INSTITUTIONS ET LEUR PERSONNEL**

Le Conseil, lors de sa session du 9 octobre 1978, ayant pris acte de la proposition de la Commission, du 4 août 1978, de règlement visant à modifier le statut des fonctionnaires et à créer un Tribunal Administratif des Communautés Européennes, ainsi que de l'opinion exprimée par la Cour dans sa lettre du 22 juillet 1974, selon laquelle la création de ce tribunal peut s'effectuer par voie de modification du statut des fonctionnaires.

Considérant qu'une décision relative à cette proposition ne pourra être arrêtée que lorsque les avis de l'Assemblée et de la Cour de Justice seront connus

se référant à sa décision du 26 novembre 1974, dans laquelle il a donné son accord de principe sur l'opportunité de la création d'une juridiction de première instance,

convenant de prévoir une première instance qui statue tant en droit qu'en fait sur les litiges opposant les membres du personnel et l'autorité investie du pouvoir de nomination, en réservant à la Cour la compétence de statuer en dernier ressort sur toutes les questions de droit,

— demande au Comité des Représentants Permanents de faire engager les délibérations sur cette proposition dès réception des avis précités, et de faire en sorte que les travaux soient conclus si possible dans un délai de neuf mois.

#### **TROISIEME DIRECTIVE : DROIT DE SOCIETES**

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 9 octobre 1978, la troisième directive sur le droit des sociétés, fondée sur l'article 54, paragraphe 3 sous g) du Traité et relative à l'harmonisation des règles sur la fusion entre sociétés anonymes relevant du droit d'un même Etat membre.

Cette directive vise à coordonner les procédures et les effets de l'opération de fusion et des opérations analogues en vue d'établir un niveau équivalent dans toute la Communauté de protection des associés, des créanciers et des salariés des sociétés participant à une telle opération.

Les diverses dispositions de la directive, qui devront être transformées en loi nationale dans un délai de trois ans, définissent d'abord l'opération de fusion, déterminent quelles sociétés peuvent y participer, établissent les exigences minima pour le contenu, la publicité et le contrôle du projet de fusion à établir par les organes d'administration ou de direction, et règlent les compétences des assemblées générales ainsi que les droits de l'actionnaire individuel et des minorités d'actionnaires.

D'autres articles ont pour objet la protection des créanciers, notamment des obligataires.

La protection des travailleurs en cas de fusions et d'opérations analogues a fait l'objet d'une directive spécifique, relative au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, etc. qui a été adoptée en 1977. Vu le niveau de protection assurée par cette directive et le bref délai qui s'est écoulé depuis son adoption, la présente directive confirme la protection existante par voie de référence à cette directive spécifique.

Un élément essentiel de la fusion est la transmission universelle du patrimoine actif et passif, les actionnaires de la société absorbée deviennent actionnaires de la société absorbante, et la société absorbée cesse d'exister. La société absorbée peut toutefois, sous certaines conditions, procéder à des formalités concernant le transfert de certains de ses biens.

Enfin, la directive règle aussi les causes et les modalités de nullité de fusions, une telle nullité ne pouvant être prononcée que sous des conditions particulières.

Ces règles s'appliquent de façon analogue en cas de fusion par constitution d'une nouvelle société.

L'adoption de cette directive pourrait en outre faciliter des négociations sur une convention, en cours d'élaboration par un groupe intergouvernemental d'experts, sur la fusion des sociétés anonymes au-delà des frontières intracommunautaires.

#### **ELECTION DE L'ASSEMBLEE**

Le Conseil, lors de sa session du 25 juillet 1978, a arrêté formellement la décision fixant pour la première élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct la période du 7-10 juin 1979.

Le Conseil s'est félicité de l'adoption de cette décision et en a souligné l'importance politique.

#### **INSPECTION ET SURVEILLANCE DANS LES EAUX MARITIMES**

Lors de sa session des 24-25 juillet 1978, le Conseil a marqué son accord sur la décision relative à la participation financière de la Communauté aux opérations d'inspection et de surveillance dans les eaux maritimes du Danemark et de l'Irlande.

Aux termes de cette décision la contribution communautaire à ces activités sera de 10 MUCE pour le Danemark et de 46 MUCE pour l'Irlande pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1977 jusqu'à la fin 1982.

#### **RESTRUCTURATION DE LA PECHE COTIERE**

Lors de sa session des 24-25 juillet 1978, le Conseil a marqué son accord sur le règlement établissant une action commune intérimaire de restructuration du secteur de la pêche côtière.

Sous le respect de certaines conditions d'éligibilité relatives aux navires de pêche et aux élevages, ce règlement permet une participation communautaire au financement des projets d'investissements ayant pour objet soit le développement de la pêche côtière dans les régions où les possibilités de pêche le permettent, soit le développement de l'aquaculture dans les régions ayant une vocation particulière pour cette activité.

Cette action intérimaire est limitée au 31 décembre 1978, et porte sur une somme maximale de 5 MUCE.

#### **CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES DE PECHE**

Lors de sa session des 24-25 juillet 1978, le Conseil a marqué son accord sur le règlement fixant certaines

mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche communes, dans les eaux situées au large des côtes ouest du Groenland, applicables en 1978 aux navires battant pavillon du Canada.

Ce règlement établit les quotas de flétans noirs, de grenadiers de roche et de crevettes nordiques dans les eaux situées entre les côtes du Canada et du Groenland comme stocks communs, ainsi que les règles de communication à observer par les pêcheurs canadiens.

## CONSTRUCTION NAVALE

Le Conseil a arrêté lors de sa session du 19 septembre 1978 la résolution concernant l'assainissement du secteur de la construction navale sur laquelle il a marqué son accord de principe lors de sa session du 25 juillet 1978 dont voici le texte définitif :

### « LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

— convaincu de la nécessité de maintenir, au sein de la Communauté, une industrie de la construction navale saine et compétitive et dont l'activité soit en relation avec l'importance des échanges maritimes de la Communauté et respecte son importance économique, sociale et stratégique ;

— considérant que le niveau de la demande de navires neufs auprès des chantiers navals de la Communauté serait, au début des années 1980, notablement inférieur au niveau des années 1974/1975 ;

— considérant que, si les efforts nécessaires d'adaptation qualitative et quantitative des capacités de production relèvent en premier lieu de la responsabilité de l'industrie elle-même, il revient aux pouvoirs publics dans la Communauté de les orienter et de les stimuler,

1. est d'avis qu'il faut procéder aux adaptations structurelles conduisant au maintien, au sein de la Communauté, d'une industrie saine et compétitive dont l'activité soit en relation avec l'importance des échanges maritimes de la Communauté et respecte d'autres intérêts essentiels de la Communauté et de ses Etats membres, en particulier du point de vue social et stratégique ; ces adaptations devront tenir compte des perspectives du marché à moyen et long terme ;

2. invite l'industrie à poursuivre et à intensifier, de façon appropriée, ses efforts pour l'adaptation et la restructuration des capacités de production et pour la diversification de ses activités ;

3. invite l'industrie à renforcer sa compétitivité par une amélioration de la gestion, de la recherche et de l'appareil de production ;

4.1. demande aux autorités publiques compétentes au niveau local, national et communautaire de soutenir, voire d'orienter, si nécessaire, les efforts de l'industrie visés ci-dessus ;

4.2. demande à ces autorités publiques de mettre l'accent en particulier sur la création de nouveaux postes de travail en liaison avec ceux qui seront progressivement éliminés dans la construction navale et les invite à limiter les conséquences sociales pour les travailleurs affectés par la réduction de l'activité de l'industrie ;

4.3. demande aux autorités des Etats membres et de la Communauté de tenir compte de tous ces objectifs dans leurs politiques industrielle, régionale, sociale et économique générale et de rendre disponibles des fonds suffisants à cette fin dans la mesure où les exigences budgétaires ou autres contraintes financières le permettent ;

5. est d'avis que la Communauté devra poursuivre ses efforts pour obtenir, dans le cadre de la coopération internationale, des solutions adéquates afin que la réduction inévitable de la capacité de production mondiale de construction navale puisse s'opérer dans les conditions les moins dommageables possibles et de la manière la plus équitable ;

6.1. note que la Commission fera établir, par des organismes compétents, des études de marché à moyen et long terme et qu'elle rendra compte au Conseil des résultats de ces études en lui communiquant dans le même temps son avis sur l'adaptation nécessaire des structures de production ;

6.2. note que la Commission présentera, dans les meilleurs délais, des propositions concernant les mesures sociales d'accompagnement ;

6.3. note que certaines mesures relevant du domaine de la politique maritime pourraient revêtir une certaine importance pour l'industrie de la construction navale ; invite, en conséquence, la Commission à lui communiquer son avis sur la question de savoir si et dans quelle mesure certaines mesures pourraient être susceptibles d'améliorer la demande de navires neufs aux chantiers de la Communauté afin que cet aspect puisse être pris en considération lors de l'élaboration des politiques maritimes de la Communauté et des Etats membres ;

7. note que la Commission établira un rapport semestriel sur l'état de l'industrie de la construction navale et sur les progrès réalisés dans son assainissement et soumettra, dans les meilleurs délais, les propositions appropriées. »

## PROGRAMME D'ACTION VITI-VINICOLE POUR LES ANNÉES 1979-1985

La Commission des Communautés européennes a établi (juillet 1978) à l'intention du Conseil de ministres un rapport concernant l'établissement progressif de l'équilibre sur le marché viti-vinicole. Il comporte un programme d'action pour les années 1979-1985 qui doit permettre, par la combinaison d'une amélioration structurelle et d'une augmentation des débouchés, de supprimer progressivement le déséquilibre dans le secteur du vin de table. Celui-ci résulte d'une augmentation moyenne de la production de 1 % par an, face à une consommation pratiquement stagnante. La Commission estime que, même si actuellement il n'est pas question d'excédents, la tendance de la production des vins de table est à un surplus de 6 à 10 millions d'hectolitres, pour une production annuelle de vins de table d'environ 100 millions d'hectolitres.

Selon les estimations de la Commission, le programme proposé portera sur la modernisation de 200 000 hectares de vignobles et sur la reconversion ou l'abandon de la viticulture sur environ 100 000 hectares. La réalisation entraînera des dépenses d'environ 880 millions d'U.C. pour toute la durée du programme (7 ans), dont 51 millions d'U.C. seront annuellement à la charge du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

Le rapport de la Commission, qui est accompagné de propositions formelles (d'autres propositions plus techniques seront soumises plus tard), fait suite à une invitation du Conseil de ministres comprise dans sa résolution du 12 mai 1978. Dans le même texte, le Conseil était convenu qu'il existe un lien manifeste entre l'amélioration des structures dans le secteur du vin et la nécessité d'instaurer un régime de marché plus efficace. Il avait décidé les principes d'un renforcement des disci-



plines du marché en cas d'excédents (par exemple, par l'application des distillations obligatoires), et de mesures de soutien des prix du marché (par exemple, restitutions à l'exportation, aides aux moûts et, le cas échéant, un prix plancher de commercialisation, accompagné de distillation). Pour autant que ces mesures ne sont pas de la compétence de la Commission elle-même, celle-ci soumet des propositions formelles pour que le Conseil puisse concrétiser les principes retenus.

## PROPOSITIONS

### 1. Mesures visant l'augmentation des débouchés

La consommation de vin par tête dans la Communauté est pratiquement stagnante, tandis que d'autres boissons telles que des « soft drinks », connaissent une popularité accrue. Une des raisons en est le niveau excessivement élevé des droits d'accises qui, dans plusieurs pays, constituent une véritable barrière à la consommation de vin. La Commission réitère son appel de décembre 1975 aux Etats membres de réduire ces droits d'accises.

Elle propose également d'étudier la possibilité de campagnes d'information et de promotion. Une partie des excédents pourraient être absorbés par une transformation en moûts concentrés ou en moûts concentrés rectifiés (sucre issu des raisins), destinés à remplacer progressivement le saccharose dans l'enrichissement et la production de certains vins. La Commission fait une proposition à cet effet. Elle annonce aussi son intention de fixer les restitutions à l'exportation de telle sorte que les exportations puissent se développer de manière raisonnable.

### 2. Mesures visant la maîtrise de la production et de la qualité

Il y a une tendance accrue de déplacer les vignobles des terroirs traditionnels des collines vers les conditions d'exploitation plus faciles des plaines. Ce déplacement s'accompagne en général d'une augmentation des rendements au détriment de la qualité. C'est pourquoi l'ensemble des mesures structurelles proposées, visent à réorienter la production vers les zones à véritable vocation viticole. Dans ce but, la Commission propose la classification des vignobles en trois catégories, basées sur des critères naturels tels que les précipitations, la température, l'inclinaison des terrains, etc. Le programme proposé prévoit :

a) pour la première catégorie (les collines dont environ 450 000 hectares en France et 580 000 hectares en Italie), l'autorisation de nouvelles plantations dès que le programme structurel aura conduit à une certaine diminution du potentiel de production ; la liberté de replanter certaines variétés spécifiées, un programme d'aide pour l'amélioration et la modernisation des entreprises viticoles ; une aide spécifique pour l'amélioration du vignoble et une priorité pour les aides aux investissements de transformation et de commercialisation ;

b) pour la deuxième catégorie (par exemple les plaines non alluviales, plutôt arides, dont environ 100 000 hectares en France et 170 000 hectares en Italie), l'interdiction de nouvelles plantations, mais autorisation de replanter certaines variétés spécifiées ; aides pour l'amélioration de la structure des vignobles, mais également des aides à la reconversion de la production vers d'autres cultures et/ou l'abandon de la production viticole ;

c) pour la troisième catégorie (qui comprend les plaines alluviales offrant de bonnes possibilités de reconversion

vers d'autres productions comme le maïs et certains fruits et légumes et dont environ 200 000 hectares se trouvent tant en France qu'en Italie), l'accent a été mis sur les incitations à la reconversion par une combinaison des primes à la conversion, à la viticulture et à la re traite ; les aides aux investissements viticoles devraient être interdites ;

### 3. Mesures de marché

La Commission propose, suite à la résolution du Conseil du 12. mai 1978,

a) de prévoir dans le règlement de base « vin », une base juridique pour la fixation d'un prix minimum à la commercialisation, accompagné de distillations. Le Conseil avait déjà retenu le principe de ce prix plancher en cas de crise grave, caractérisée par l'existence d'un prix de marché représentatif d'un type de vin de table, à moins de 85 % du prix d'orientation pendant trois semaines consécutives. L'établissement du prix minimum dans un cas spécifique devra faire l'objet d'une décision ultérieure du Conseil ;

b) d'augmenter le taux supplémentaire maximum des prestations viniques (distillation obligatoire) de 6 à 8 %. Cette discipline sera également valable dans les régions italiennes actuellement exemptées, mais tenant compte de l'équilibre des obligations (l'Italie connaît déjà la distillation obligatoire des vins issus des raisins de table), le taux maximum proposé pour l'Italie est de 5 % ;

c) l'ajoute au règlement de base d'un article permettant au Conseil de décider rapidement et suivant les circonstances, de l'octroi d'aides aux moûts concentrés et aux moûts concentrés rectifiés.

## ETUDE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE A L'ECOLE

La Commission a adopté (juin 1978) des propositions visant à encourager l'étude de la Communauté européenne à l'école dans tous les Etats membres. Ces propositions seront soumises au Conseil des ministres de l'éducation qui devrait se réunir avant la fin de l'année.

Ces propositions font suite à la décision prise lors de la réunion des ministres de l'éducation, le 9 février 1976, de donner « une dimension européenne à l'expérience des élèves et des enseignants dans les établissements du primaire et du secondaire de la Communauté ». La Commission propose maintenant une série de mesures destinées à renforcer un aspect spécifique de cette dimension européenne dans les écoles : l'étude de la Communauté européenne elle-même.

On se propose de centrer l'action, dans la première phase, sur un programme d'enseignement sur la Communauté destiné à tous les élèves jusqu'à l'âge de 18 ans. On a l'intention d'établir un deuxième programme pour les élèves de plus de 18 ans à un stade ultérieur. Les coûts seraient partagés par les Etats membres et par la Communauté. Le coût du programme envisagé serait légèrement supérieur à 5 millions d'UCE pour un programme quadriennal débutant en 1980.

Les propositions reconnaissent qu'il existe des différences importantes entre les structures éducatives des différents Etats membres et que ce serait une erreur de vouloir établir un schéma type d'étude. L'enseignement devra être adapté aux besoins des différents pays, ainsi que des écoles et des enseignants. Il convient également de veiller soigneusement à traiter du sujet avec objectivité et en respectant les normes pédagogiques communément admises. En même temps, l'objectif devrait être d'offrir l'occasion aux élèves de chaque pays membre de suivre un enseignement sur la Communauté, grâce

à une série cohérente d'études pendant toute leur scolarité dans les établissements du primaire et du secondaire.

Cet objectif ne pourra être atteint que s'il est encouragé de façon active par les autorités compétentes de chaque Etat membre et les propositions admettent que cela ne peut se faire que progressivement dans le temps.

#### Sujets d'étude

Les matières à enseigner devraient, d'après les propositions, couvrir trois domaines principaux pendant toute la période de scolarité de l'élève :

- la Communauté dans son contexte européen : le contexte historique et politique qui a donné naissance à la Communauté ; les objectifs de ses fondateurs ; son rôle par rapport aux autres niveaux de gouvernement (local, régional, national) ; la Communauté comme cadre d'une action commune, tout en sauvegardant les diversités humaines, culturelles et nationales ; relations avec les autres pays et régions d'Europe ;

- la Communauté en action : ses pouvoirs et ses procédures de prise de décisions. Développements institutionnels (y compris les élections au suffrage universel direct) et leurs implications ; ses principales réalisations et ses principaux problèmes ; l'incidence qu'elle a sur la vie de ses citoyens ; problèmes relatifs à son évolution future ;

- la Communauté dans son contexte mondial : relations avec les super-puissances, les autres pays industrialisés et les pays en voie de développement ; son rôle dans le cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales ; comparaison avec d'autres groupements régionaux.

#### Stratégie

Les principaux éléments de la stratégie communautaire en ce qui concerne la réalisation d'une politique globale dans ce domaine devraient être les suivants :

- l'encouragement systématique d'un programme d'enseignement sur la Communauté dans les programmes d'études de toutes les écoles des pays de la Communauté ;

- un grand projet de mise au point d'un programme d'études à l'échelle communautaire, destiné à établir et à appliquer dans un certain nombre de projets-pilotes une nouvelle conception de l'étude de la Communauté à l'école ;

- la promotion et le développement dans tous les Etats membres de programmes de formation des enseignants les préparant en début et en cours de carrière à l'enseignement sur la Communauté et promotion du travail des instituts de formation qui se spécialisent dans ce domaine ;

- mise en place d'installations et de ressources destinées à aider les enseignants se consacrant à l'enseignement de la Communauté.

### III. — Relations extérieures

#### RELATIONS AVEC LES ETATS ACP

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 25 septembre 1978, le règlement concernant la conclusion des Accords portant accession de la République du Cap-Vert, de la

Papouasie-Nouvelle Guinée et de la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe à la Convention de Lomé, accords qui ont été signés à Bruxelles, le 28 mars 1977.

Lesdits accords entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1978, soit le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle ont été déposés les instruments de ratification ainsi que l'acte de notification de la conclusion de la Communauté.

L'accession de ces pays porte à 53 le nombre de pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique membres de la Convention de Lomé, dont 46 pays signataires originaux, les Seychelles, l'Etat comorien et le Surinam ayant accédé à la Convention en 1976 et la République de Djibouti en février 1978.

En outre, le dépôt de l'acte d'accession à la Convention des Iles Salomon est attendu prochainement, le Conseil des Ministres ACP-CEE ayant formellement approuvé cette accession par décision du 24 juillet dernier.

Enfin, le gouvernement de Tuvalu a indiqué son intention d'accéder à la Convention lorsque son pays est devenu indépendant le 1<sup>er</sup> octobre de cette année.

#### ACCESSION DE TUVALU A LA CONVENTION DE LOMÉ

Lors de sa session du 10 octobre 1978, le Conseil a marqué l'accord pour ce qui concerne la Communauté économique européenne sur le projet de décision du Conseil des Ministres ACP-CEE portant approbation de l'accession de Tuvalu à la Convention ACP-CEE de Lomé.

Tuvalu, ancien territoire britannique devenu indépendant le 1<sup>er</sup> octobre 1978, pourra ainsi accéder en tant que 55<sup>e</sup> Etat à la Convention de Lomé lorsque les Etats ACP auront également, dans le cadre du Conseil des Ministres ACP-CEE, marqué leur accord sur ce projet de décision et lorsque Tuvalu aura déposé son acte d'accession.

Pour que Tuvalu ne perde pas certains avantages, notamment d'ordre financier, dont il jouit au titre de l'association à la Communauté des pays et territoires d'outre-mer, le Conseil a également marqué son accord sur la décision relative à l'application provisoire à Tuvalu, après son accession à l'indépendance, du régime prévu par la décision 76/568/CEE relative à cette association.

#### PAYS MEDITERRANEENS

Lors de sa session du 25 juillet 1978, le Conseil a arrêté la décision concernant la conclusion du 2<sup>e</sup> protocole financier entre la Communauté économique européenne et la Grèce signé le 28 février 1977. Etant donné que la Grèce a déjà notifié à la Communauté l'accomplissement des procédures internes nécessaires de son côté, le Protocole pourra donc entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1978.

En ce qui concerne le régime à appliquer aux vins tunisiens d'appellation d'origine, le Conseil a autorisé la Commission à négocier un accord sous forme d'échange de lettres avec la Tunisie prévoyant l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50 000 hectolitres pour certains vins originaires de Tunisie et bénéficiant d'une appellation d'origine.

Le Conseil a approuvé une orientation commune concernant un projet de règlement relatif à l'application des Protocoles financiers avec les pays du Maghreb, du Machrak, Malte et Chypre (modalités et règles de gestion de la coopération financière).





## **ACCORDS AVEC LES PAYS DU MAGHREB, MACHRAK, ISRAËL ET PORTUGAL**

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 26 septembre 1978, les règlements portant conclusion des accords de coopération avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban ainsi que des protocoles additionnels et financiers avec Israël et le Portugal.

Ces accords entreront en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant l'échange des instruments de notification de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet, prévisiblement, le 1<sup>er</sup> novembre 1978.

## **RELATIONS AVEC LA CHINE**

Lors de sa session du 19 septembre 1978, le Conseil a marqué son accord sur un règlement particulier relatif au régime commun applicable aux importations en provenance de la République Populaire de Chine, régime qui jusqu'à présent était régi par les dispositions du règlement général applicable aux pays à commerce d'État.

Ce règlement vise en particulier à assurer la réalisation des objectifs de l'accord commercial entre la Communauté et la République Populaire de Chine, signé à Bruxelles le 3 avril 1978, et notamment de son article 4 qui prévoit l'extension progressive de la liste des produits dont l'importation en provenance de la Chine est libérée. Le règlement prévoit en effet la libération d'une vingtaine de produits supplémentaires dans les relations avec la République Populaire de Chine.

## **TEXTILES : IMPORTATIONS DE PAYS PREFERENTIELS**

Après avoir éclairci un certain nombre de questions concernant les mesures destinées à assurer le respect des plafonds d'importation convenues par le Conseil le 20 décembre 1977, le Conseil a marqué son accord, lors de sa session du 25 juillet 1978, sur les arrangements négociés par la Commission avec les autorités grecques, portugaises et espagnoles en matière d'importations de produits textiles pour l'année 1978.

## **SUCRE DE CANNE**

Le Conseil a arrêté, lors de sa session des 23-24 juillet 1978, le règlement relatif à la conclusion des accords sous forme d'échanges de lettres entre la Communauté économique européenne et la Barbade, la République populaire du Congo, Fidji, la République coopérative de Guyane, la Jamaïque, la République du Kenya, la République démocratique de Madagascar, la République du Malawi, l'Île Maurice, la République de l'Ouganda, la République du Surinam, le Royaume du Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, Trinité et Tobago ainsi que la République de l'Inde sur les prix garantis pour le sucre de canne pour 1978/1979, ainsi que le règlement du Conseil fixant les prix garantis applicables au sucre de canne originaire des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) pour 1978/1979 (brut : 27,81 UC/100 kg — blanc : 34,49 UC/100 kg).

## **AIDE ALIMENTAIRE**

A la suite d'un appel du Gouvernement angolais concernant la lutte anti-choléra, le Conseil, lors de sa session du 19 septembre 1978, a marqué son accord sur l'octroi à ce pays d'une aide financière de 7 500 UCE pour financer notamment l'achat de vaccins et l'envoi d'un conseiller sanitaire sur place. Cette aide sera exécutée par l'intermédiaire de l'Organisation Mondiale de Santé.

## **AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON ASSOCIES**

### **Programme 1978**

Lors de sa session du 10 octobre 1978, le Conseil a délibéré sur le programme des financements envisagés par la Commission pour l'utilisation du crédit prévu pour l'aide aux pays non associés au titre du budget 1978 (70 MUCE). Ce programme a été présenté par la Commission dans le cadre des orientations générales dont le Conseil avait débattu lors de sa session du 25 avril dernier.

Ce programme a recueilli l'assentiment du Conseil étant entendu qu'en ce qui concerne un projet et l'affectation du solde de la réserve, une prise de position définitive interviendra très prochainement sur base d'informations complémentaires à fournir par la Commission au Comité des Représentants Permanents.

Les délibérations du Conseil permettent ainsi à la Commission d'engager les crédits en temps utile avant la fin de l'année.

A l'issue de ces délibérations, le Conseil a souligné l'importance qu'il attache à une entrée en vigueur rapide du règlement cadre relatif aux Pays en voie de développement non associés, de manière qu'à partir de l'exercice budgétaire prochain, les délibérations puissent intervenir sur base de la procédure que prévoit ce règlement et non plus la procédure ad hoc actuelle.

### **Programme 1979**

Le Conseil a délibéré des orientations générales pour le programme d'aide 1979 sur base des suggestions présentées par la Commission.

Le Conseil a constaté qu'un accord s'est dégagé sur certaines suggestions de la Commission et a pris acte de ce que sur d'autres — volume de la réserve et répartition indicative par région — la Commission estimait devoir maintenir ses suggestions qu'elle jugeait représenter une voie moyenne entre les positions exprimées.

Le Conseil a procédé également à un échange de vues sur le montant de l'aide pour 1979 qui a permis aux délégations de faire connaître leur position à ce sujet. On sait que l'autorité budgétaire est appelée à prendre une décision définitive à ce sujet à la fin de l'année 1978.

Dans ce contexte du débat sur le volume de l'aide, la Commission a annoncé son intention de soumettre au Conseil une communication faisant le bilan des actions menées par la Communauté en faveur des Pays en voie de développement non associés et exposant ses vues sur les prévisions pluriannuelles du volume de l'aide en faveur de ces pays.

# **integración latinoamericana**

Revista mensual del INTAL, tiene por objeto constituir la expresión del pensamiento del INTAL, además de recoger en forma sistemática otros aportes a la comprensión de los procesos de integración y cooperación regional latinoamericana. También es una fuente de información sobre estos temas. La nueva publicación abarca todas las facetas que presentan los procesos anteriormente mencionados, incluyendo sus aspectos económicos, políticos, jurídicos, sociales e históricos. Se publica once veces al año e incluye el editorial también en idioma inglés.

**Año 3, núm. 26, julio 1978**

## **Editorial**

Intercambio de tecnología

## **Estudios**

Marco general para análisis de los procesos de integración y cooperación, por Ricardo FRENCH-DAVIS

Posibilidades de complementación en la industria latinoamericana de máquinas-herramientas, por Juan Antonio VALEIRAS

## **Notas y comentarios**

Comercio intrarregional : análisis por sectores, por Eduardo A. LEPIS-COPO, Luis F. PRIETO, Jorge E. RODRIGUEZ LAGO, Alberto RUIZ DIAZ

## **Información latinoamericana**

ALALC

Grupo Andino

Mercado Común Centroamericano

Comunidad del Caribe

Integración y cooperación

## **Información internacional**

## **Documentación y estadísticas**

SIECA. Principales problemas y obstáculos que afectan el libre comercio de productos agrícolas en el Mercado Común Centroamericano

ALIDE. Banca de Fomento y Cooperación Horizontal

ALIDE. Cooperación financiera para mejorar el acceso a los mercados de capital

## **Actividades del INTAL**

## **Bibliografía**

**Suscripción anual año 1978 :** Argentina, \$a. 8.000 ; otros países, u\$s 20. Las suscripciones son por año calendario.

**Número suelto 1978 :** Argentina, \$a. 1.200 ; otros países u\$s 3.

Los interesados deberán remitir cheque o giro (libre de comisiones y gastos bancarios) a la orden del Instituto para la Integración de América Latina, Casilla de Correo 39, Sucursal 1, 1401 Buenos Aires, Argentina. Las tarifas incluyen los gastos de envío por correo aéreo.

# KYKLOS

INTERNATIONAL REVIEW FOR SOCIAL SCIENCES

Vol. 31

1978

Fasc. 2

---

## Artikel - Articles

Scott B. BROWN : Cyclical Fluctuations in the Share of Corporate Profits in National Income

Bruno S. FREY : Eine Theorie demokratischer Wirtschaftspolitik

Rigmar OSTERKAMP : Standards und Steuern als Instrumente gegen die Verschmutzung der Umwelt

Frieder ROESSLER : The Rationale for Reciprocity in Trade Negotiations under Floating Exchange Rates

Ephraim KLEIMAN : Cultural Ties and Trade : Spain's Role in Latin America

Arye GLOBERSON : Interaction between Foreign Assistance Personnel and Local Counterparts

## Notes

Luis TOHARIA : Interpersonal Welfare Comparisons and Welfare Economics : A Comment

Julian L. SIMON : Interpersonal Welfare Comparisons : A Reply

Summaries in English, French and German are appended to each article.

---

KYKLOS is a quarterly, annual subscription SFr./DM 50 —

Subscriptions, correspondence relating to advertising, etc. may be sent to :

KYKLOS-Verlag, Postfach 524, CH-4000 BASEL 2 (Switzerland).

VIENT DE PARAÎTRE

# REVUE D'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

## Sommaire du n° 4

- Jean-Paul BERNARD : *Conflits sociaux et économie industrielle*  
P. MAUREL : *Stratégie des firmes vis-à-vis de l'entrée : le cas de l'industrie chimique*  
Jean-Pascal SIMONIN : *Existe-t-il un indice optimal de mobilité des structures industrielles ?*  
François MADER : *Un exemple de restructuration industrielle : l'oligopole du ciment en France entre 1962 et 1972*  
Patrick NAVATTE : *L'étude des effets micro-économiques produits par les opérations de fusion absorption (une analyse appliquée à l'industrie française et au cas du secteur du ciment)*

## NOTES

- Lucien GOUNI : *A propos de l'article de Dominique Finon sur l'évolution de la compétitivité de l'électricité nucléaire aux Etats-Unis et en France*

et

Réponse de Dominique FINON

## NOTES DE LECTURE

- A propos de « *La nouvelle économie française* » de Jacques Attali,  
par G. GALLAIS-HAMONNO  
et par A. BOUBLIL

## RECENSIONS

- Michel DAMIAN. *Nucléaire : quelle analyse ?*

---

Publication trimestrielle éditée avec le concours du C.N.R.S. aux

**EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES**

3, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 633-11-26

Prix de l'abonnement : France : 150 F - Et. : 160 F

**NUMÉRO SPÉCIAL**

# TRANSPORTS

## DÉSÉQUILIBRES ET POINTES DE TRAFIC

### SOMMAIRE

#### I. — LE TRANSPORT DE VOYAGEURS

##### A. Etudes Générales

**L'aménagement du temps**, par A. de WAELE, Chef de la Division « Recherche et Documentation » à la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT).

**Les pointes de trafic dans le transport aérien domestique : le cas d'Air Inter**, par Jean-Pierre LEGUET, Sous-Directeur à la Compagnie Air Inter.

**Trafic aérien et migrations saisonnières**, par Gabriel GONNET, Chef du Département Planification à Air France.

**La S.N.C.F. face aux trafics saisonniers de voyageurs**, par M. TOUBEAU, Ingénieur en Chef, Chef du Département des Transports-Voyageurs (Direction du Transport), S.N.C.F., et M. BUGNOT, Ingénieur Principal, Chef de la Division Promotion Externe (Direction Commerciale Voyageurs), S.N.C.F.

**Les phénomènes de pointe dans les transports collectifs urbains. Cas de l'agglomération parisienne**, par Claude SCHERRER, Ingénieur en chef adjoint à la Direction des Etudes générales de la RATP.

##### B. Etudes de cas

**Les pointes de trafic à la gare de Lyon et sur l'autoroute A6**, par Thierry MASNOU, Ingénieur des Ponts et Chaussées, Maître de conférence à l'ENPC.

**La S.N.C.F. et les déplacements de sports d'hiver en Savoie**, par Lionel de MONTPLANET, Chef du Marché Sud-Est du Département Marketing à la Direction commerciale Voyageurs de la S.N.C.F.

#### II. — LE TRANSPORT DE MARCHANDISES

**Déséquilibre dans le transport des marchandises diverses**, par G. LE POINT, Chargé de mission à la Compagnie Générale Maritime.

**Les pointes de trafic en navigation intérieure**, par Jean MAYNADIE, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Adjoint de l'Office National de la Navigation.

**Le transport routier de marchandises et les pointes de trafic**, par Hubert GHIGONIS, Délégué Général de la Fédération Nationale des Transports Routiers (FNTR).

**Problèmes posés par les déséquilibres de trafic en transport urbain de messageries**, par M. DELOBELLE Directeur Général Adjoint du Service National des Messageries (SERNAM).

#### III. — DU MEILLEUR USAGE DES INFRASTRUCTURES

**L'Aéroport de Nice-Côte d'Azur, un essai d'utilisation rationnelle des installations existantes**, par C. MIEGEVILLE, Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, Chargé du Bureau des Etudes Générales des Bases Aériennes à la Direction Départementale de l'Équipement des Alpes-Maritimes.

**Déséquilibres et pointes de trafic dans les ports**, par André GRAILLOT, Directeur de la prospective et des études générales du Port autonome du Havre.

**Le bilan de l'opération « Bison futé »**, par Jean POULIT, Service de l'Exploitation Routière, Direction des Routes et de la Circulation Routière.

**TRANSPORTS** : 3, rue Soufflot, F 75005 PARIS

# dans l'entreprise l'acheteur se sert du Kompass



VISUAL

Dans l'entreprise, l'acheteur se sert de l'annuaire KOMPASS parce qu'il a besoin de savoir qui produit quoi, qui fabrique tel matériel, qui représente qui en France, qui distribue cette marque.

L'énorme masse d'informations du KOMPASS (6 000 pages, 3 volumes) classée en tableaux et notices normalisés, répertorie 24 000 produits, 46 000 firmes, 18 000 marques, 13 000 représentants de firmes étrangères en France, les zones industrielles, la sous-traitance. KOMPASS, c'est la boussole de l'acheteur industriel.

Un réseau de plus de cinquante cinq enquêteurs exclusifs assure son actualisation constante et rigoureuse. La gestion informatique du fichier, la photocomposition ont permis une présentation homogène des 16 KOMPASS (dont 11 européens) qui paraissent dans le monde.

Parce qu'il permet de peser sur les prix d'achat, le KOMPASS ne coûte pas, il rapporte.

Dans une entreprise, de petite ou de grande taille, du service achats à la direction des ventes, de l'ingénieur à la documentaliste, le KOMPASS est un outil indispensable à tous. C'est une nécessité économique.

La 45<sup>e</sup> édition (1979) vient de paraître.

## KOMPASS



S.N.E.I.

22, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris  
Tél. : (1) 359.37.59

BON DE COMMANDE A RETOURNER A LA  
S.N.E.I., 22, avenue F.-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

Veuillez m'adresser les trois volumes du KOMPASS FRANCE, édition 1979, au prix de 740,88 F, TTC, franco de port Paris (758,52 F, TTC, franco de port banlieue et province).

NOM ..... FONCTION .....

FIRME (nom et adresse complète) .....

Ci-joint, chèque de F ..... Signature :  
Cachet :

la **SNEI** édite aussi les **INVENTAIRES REGIONAUX** reflets des structures et des réalités vivantes des entreprises et de leurs productions à l'échelle des régions françaises.

# BONS DU TRESOR

un placement sûr,  
rémunérateur et disponible  
à tout moment.

\*(à partir du quatrième mois)

taux de rendement  
actuariel brut  
jusqu'à 9,75 %

10000F

10000F

BT 19

A INTERET PROGRES

Le présent document a été délivré à la caisse d'émission des Bons du Trésor le 10/10/78